



Secrétariat général

Service de l'Assemblée

REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS

SÉANCE PUBLIQUE DU:

21 NOVEMBRE 2019

TOME II



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDÉS, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT

Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Il est proposé les modifications suivantes au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier pour tenir compte des besoins de la collectivité :

I - Créations de postes permanents :

Filière administrative :

Attaché : création de deux postes.

L'un des postes pourra être pourvu par un agent non titulaire, ce poste sera affecté à la Direction du Parc du Lunaret :

- *Nature des fonctions* : responsable du service pédagogique ;
- *Niveau de recrutement* : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier soit être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine du pilotage de projet pédagogique et du management ;
- *Niveau de rémunération* : la rémunération sera calculée sur la base du décret n° 87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire applicable aux attachés territoriaux ;
- *Motif* : compte tenu de la nécessité d'assurer l'encadrement du service pédagogique et de piloter les animations et les actions de communication du Parc du Lunaret, ce poste ne peut rester vacant ;

Délibération n°V2019-451

- *Fondement juridique* : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions des alinéas 2, 3 et 4 de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Filière Technique :

Adjoint technique : création de sept postes.

Filière animation :

Animateur: création d'un poste.

Filière sociale :

Agent spécialisé principal de 2^{ème} classe des écoles maternelles : création d'un poste.

Filière médico-sociale :

Auxiliaire de puéricultrice principal de 2^{ème} classe : création d'un poste.

Cadre de santé de 2^{ème} classe : création d'un poste qui pourra être pourvu par un agent non titulaire, ce poste étant affecté à la Direction de l'Enfance :

- *Nature des fonctions* : responsable de secteur ;
- *Niveau de recrutement* : diplôme d'Etat d'éducateur de jeunes enfants, ou d'assistant de service social ou de puéricultrice ;
- *Niveau de rémunération* : la rémunération sera calculée sur la base du décret n° 2016-337 du 21 mars 2016 portant échelonnement indiciaire applicable aux cadres territoriaux de santé paramédicaux ;
- *Motif* : compte tenu de la nécessité d'assurer la gestion rigoureuse et de garantir le bon fonctionnement des établissements d'accueil de jeunes enfants dans le respect des réglementations et des procédures en vigueur, ce poste ne peut rester vacant ;
- *Fondement juridique* : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions des alinéas 2, 3 et 4 de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

II - Suppressions de postes permanents après avis du Comité Technique du 7 novembre 2019:Filière administrative :

Adjoint administratif : suppression de trois postes.

Rédacteur : suppression d'un poste.

Rédacteur principal de 2^{ème} classe : suppression d'un poste.

Rédacteur principal de 1^{ère} classe : suppression d'un poste.

Attaché : suppression de quatre postes.

Administrateur : suppression d'un poste.

Filière Technique :

Adjoint technique : suppression de sept postes.

Agent de maîtrise : suppression d'un poste.

Agent de maîtrise principal : suppression d'un poste.

Ingénieur principal : suppression d'un poste.

Filière animation :

Adjoint territorial d'animation : suppression de deux postes.

Adjoint d'animation principal de 2^{ème} classe : suppression de deux postes.

Adjoint d'animation principal de 1^{ère} classe : suppression d'un poste.

Animateur : suppression de deux postes.

Animateur principal de 1^{ère} classe : suppression d'un poste.

Filière sociale :

Agent spécialisé principal de 2^{ème} classe des écoles maternelles : suppression d'un poste.

Filière médico-sociale :

Cadre supérieur de santé : suppression d'un poste.

Filière culturelle :

Adjoint territorial du patrimoine : suppression d'un poste.

Adjoint territorial du patrimoine principal de 2^{ème} classe : suppression de deux postes.

Adjoint territorial du patrimoine principal de 1^{ère} classe : suppression d'un poste.

Filière police municipale :

Brigadier-chef principal : suppression de trois postes.

III – Ouverture de poste au recrutement d'un agent non titulaire :

Il est proposé de prévoir que le poste déjà créé au tableau des effectifs au grade d'éducateur de jeunes enfants de 2^{ème} classe pourra être pourvu par un agent non titulaire, ce poste étant affecté à la Direction de l'Enfance :

- *Nature des fonctions* : animateur de RAM ;
- *Niveau de recrutement* : diplôme d'Etat d'éducateur de jeunes enfants, ou d'assistant de service social ou de puéricultrice ;
- *Niveau de rémunération* : la rémunération sera calculée sur la base du décret n° 2017-905 du 9 mai 2017 portant échelonnement indiciaire applicable aux éducateurs territoriaux de jeunes enfants ;

Délibération n°V2019-451

- *Motif* : compte tenu de la nécessité d'assurer l'amélioration de l'information et de l'accompagnement des familles sur l'ensemble des modes d'accueil ainsi que d'améliorer la qualité et la professionnalisation de l'accueil individuel, ce poste ne peut rester vacant ;
- *Fondement juridique* : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions des alinéas 2, 3 et 4 de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les modifications proposées au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier, tous chapitres confondus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix


Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 27 novembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 27 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Claire HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT

Organismes extérieurs - Société Publique Locale (SA3M) - Rapport spécial 2018 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du Conseil municipal en date du 06 novembre 2014, la Ville de Montpellier a désigné Monsieur Patrick RIVAS pour la représenter au sein de la présidence du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de SA3M.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-3 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés d'Economie Mixte Locales, la société SA3M a remis son rapport spécial 2018 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique qui lui ont été confiées.

La SA3M exerce des prérogatives de puissance publique lors des acquisitions foncières nécessaires à la réalisation d'opérations d'aménagement qui ont été déclarées d'utilité publique. Les éléments principaux de ce rapport sont rappelés ci-après.

En 2018, aucune opération confiée à la SA3M par la Ville de Montpellier n'est concernée par ces prérogatives de puissance publique.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le rapport spécial 2018 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique de la SPL SA3M ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 27 novembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 27 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Rabii YOUSSEF

Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale - Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) - Rapport Spécial 2018 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du Conseil en date du 24 avril 2014, la Ville de Montpellier a désigné Monsieur Max LEVITA pour la représenter au sein de la présidence du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de SERM.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-3 du Code Général des Collectivités territoriales relatives aux Sociétés d'Economie Mixte Locales, la SERM a remis son rapport spécial 2018 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique qui lui ont été confiées.

La SERM exerce des prérogatives de puissance publique lors des acquisitions foncières nécessaires à la réalisation d'opérations d'aménagement qui ont été déclarées d'utilité publique. Les éléments principaux de ce rapport sont rappelés ci-après.

En 2018, aucune opération confiée à la SERM par la Ville de Montpellier n'est concernée par ces prérogatives de puissance publique.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le rapport spécial 2018 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique de la SAEML SERM ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 9 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 27 novembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 27 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et aménagement foncier opérationnels

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Rabii YOUSSEUS

Concession Grand Cœur (SERM) Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018 Avenant n° 18 au traité de concession d'aménagement Avenant n° 8 à la convention d'avance de trésorerie

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville a confié à la SERM (Société d'équipement de la région montpelliéraine) une convention publique d'aménagement pour agir sur la qualité et la diversité du logement et pour dynamiser le commerce dans le cadre de l'opération « Montpellier Grand Cœur ». Cette convention a été approuvée par délibération du Conseil municipal le 26 juin 2003 et notifiée le 1er août 2003 (suite à la loi n° 2005-809 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement). Il s'agit d'une opération d'aménagement dont le programme porte sur le logement (production de logements publics et privés en requalification d'immeubles dégradés et en construction sur friches urbaines, conduite des opérations programmées d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain – OPAH RU), sur l'activité commerciale (remise sur le marché de locaux commerciaux requalifiés, prospection et installation d'enseignes dynamiques...), et sur des équipements publics.

De 2003 à 2017, le programme a évolué et la concession a été prolongée jusqu'en 2023, nécessitant de modifier la convention initiale par avenants.

Depuis le début de concession jusqu'à fin 2017, le total du bilan est passé de 65 928 600 € HT à 123 826 000 € HT et la participation de la Ville de 11 196 600 € HT à 26 501 000 € HT, soit 27 163 000 € TTC (sur 20 ans), la TVA ne s'appliquant que partiellement. Les avances de trésorerie infra annuelles, mises en place pour limiter les frais de portage sont inchangées (3 000 000 € en 2017 et 2018) ; seul le remboursement de l'avance principale de 6 000 000 € est décalé en 2023. L'avenant n°8 à la convention de trésorerie entérine cette évolution.

Le principal ajustement opéré en 2018 est lié à une augmentation du budget lié aux travaux sur les locaux acquis par l'aménageur consécutive au prolongement de la concession jusqu'en 2023. Le total du bilan est ajusté à 124 572 000 € HT, et la participation de la Ville passe de 26 501 000 € HT à 27 061 000 € HT soit 27 723 000 € TTC (sur 20 ans), la TVA ne s'appliquant que partiellement.

En application des dispositions de l'article L.1524-3 du Code général des collectivités territoriales, la SERM a établi un rapport spécial sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2018 également présenté en annexe de cette délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité de l'opération « Grand Cœur » qui a été établi au 31 décembre 2018, par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), concessionnaire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SERM ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant n°18 au traité de concession d'aménagement ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant n°8 à la convention de trésorerie ;
- de prendre acte du document identifiant les acquisitions, les cessions, les préemptions et les relogements effectués par la SERM entre le 1er janvier 2018 et le 31 décembre 2018 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 9 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Marie-Hélène SANTARELLI.

Fait à Montpellier, le 27 novembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire ✓**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 01415_CRAC_2018_VD.pdf
- 1415 Avenant 18_VD.pdf
- Avenant de trésorerie 1415 n 8_VDbis.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et aménagement foncier opérationnels

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Rabii YOUSSEUS

Concession Nouveau Grand Cœur (SA3M) Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018 Avenant n° 8 au traité de concession d'aménagement

Madame l'Adjointe déléguée à l'Urbanisme opérationnel, Chantal MARION, rapporte :

Depuis 2003, la Ville de Montpellier mène sur son centre-ville une intervention globale de renouvellement urbain. L'objectif générique de l'opération est l'amélioration du cadre de vie pour ceux qui y habitent et y travaillent, en agissant sur 3 volets : le logement, le commerce et les équipements publics.

L'ambition de cette action de renouvellement urbain sur le quartier Centre a conduit à créer une nouvelle concession fin 2013 (Nouveau Grand Cœur) par délibération du Conseil municipal du 7 octobre, notifiée à la SAAM début décembre 2013, devenue la SA3M (Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole).

Pour mener à bien cette opération, la SA3M conduit les études, propose à la Ville des stratégies d'actions et met en place les outils d'aménagement nécessaires.

De 2013 à 2017, le programme a évolué et la concession a été prolongée jusqu'en 2022, nécessitant de modifier la convention initiale par avenants.

Depuis le début de la concession jusqu'à 2017, le total du bilan est passé de 39 120 400 € HT à 77 193 000 € HT, et la participation de la Ville de 4 640 000 € à 11 742 000 €, dont 2 496 000 € en nature (foncier).

Pour l'opération « Renouvellement urbain », les principales modifications en 2018 se déclinent au travers :

- une augmentation des acquisitions pour le recyclage d'immeubles très dégradés,

- le décalage des acquisitions/cessions des sites en reconversion,
- l'application de la rémunération forfaitaire et foncière jusqu'en 2022,
- la suppression d'une subvention prévisionnelle THIRORI liée au curetage d'ilot,
- la poursuite de la dynamisation commerciale.

La participation de la Ville reste inchangée par rapport au précédent CRAC, soit 4 514 000 €, auxquels s'ajoutent 1 180 000 € remboursés à la Ville par la Métropole.
La convention de trésorerie reste également inchangée.

L'opération « Consuls de Mer - Phase 4 » prévoit 40 000 m² de Sdp, affectés majoritairement à du logement accompagné de surfaces d'activités et de commerces.

Les acquisitions foncières auprès du concédant de 2 496 000 € ainsi que la participation de la Ville de 500 000 € restent inchangées par rapport au précédent CRAC.

L'opération « Beausoleil » est un projet de reconversion de l'ancienne gendarmerie de Celleneuve sur un secteur de 3 hectares situé avenue de Lodève.

Cette opération prévoit environ 24.500 m² de Sdp comprenant 250 logements, des commerces et services de proximité, des bureaux, et 14.500 m² de Sdp dédiés à l'extension de la clinique Beausoleil et la réalisation d'un EHPAD par Languedoc Mutualité.

Au cours de l'année 2018, la procédure de création de la Zac a été engagée par délibération du Conseil municipal du 1^{er} février et a donné lieu à l'approbation du bilan de la concertation du dossier de création de la Zac et du dossier de création de la Zac au Conseil municipal du 28 novembre.

L'année 2018 a vu la désignation de l'architecte-urbaniste de la Zac Beausoleil et la mise au point du schéma directeur hydraulique.

Les travaux de désamiantage et la démolition de l'ensemble des bâtiments ont été engagés et la parcelle devant accueillir la nouvelle implantation de l'EHPAD les Violettes a été cédée par la SA3M à Languedoc Mutualité le 21 décembre 2018.

Enfin, à la demande du concédant, l'aménageur va mettre en place une plateforme de services à l'échelle de l'opération d'aménagement. Dans le cadre de la ville connectée, cette démarche repose sur deux éléments :

- Mettre en place un ensemble de capteurs et d'infrastructures réseau dans les bâtiments créés sur les différents quartiers pilotés par la SERM et la SA3M permettant d'améliorer le quotidien des usagers (visiophonie / contrôle d'accès, énergie, eau, sécurité, stationnement, domotique, santé...). Ce travail sera réalisé par les différents constructeurs, piloté et coordonné par l'aménageur.
- Créer une plateforme de services permettant de mettre à disposition un ensemble de services issus des données remontées par les capteurs mais également de données plus générales mises à dispositions par d'autres partenaires (TAM, Métropole, partenaires privés).

Ceci permettra pour chaque quartier concerné de créer un véritable « portail numérique de quartier ».

Les dépenses relatives à la conception et la mise en place de cette plateforme qui ne sont pas prises en charge par les opérateurs-constructeurs seront intégrées à l'opération d'aménagement (ces dépenses seront partagées entre les différentes opérations concernées, au prorata des m² à construire).

L'ensemble de ces dispositions fait l'objet d'un avenant n°8 à la concession d'aménagement pour un montant de 16 195 € HT.

L'affinement de la programmation de logements et la recherche d'une haute qualité environnementale entraînent une baisse des recettes de cession, compensée par une augmentation de la prise en charge du déficit d'opération par le concédant conformément à l'annexe 1 de l'acte d'acquisition Ville/Etat.

La participation de la Ville passe de 660 000 € à 1 600 000 € soit une augmentation de 940 000 €. Ainsi, le nouveau bilan est augmenté de 92 000 € en dépenses et en recettes et s'établit à 12 532 00 €.

Pour l'opération « Francois Delmas » le périmètre de l'opération est d'environ 6 hectares et le programme actualisé prévoit :

- la production de plus de 600 logements dont 33% de logements locatifs sociaux et 20% d'abordable,
- la diminution à 3000 m² de surface de plancher (Sdp) pour des bureaux et commerces.
- le passage de 20 à 22 mètres de largeur de l'avenue François Delmas.

Le bilan de l'opération ne prévoit pas de dépenses d'acquisition et de travaux jusqu'en 2019 afin de tenir compte du calendrier opérationnel. Il n'y a pas de participation d'équilibre de la Ville. Comme sur l'opération Beausoleil ci-dessus, l'opération « Francois Delmas » participera au projet de plateforme numérique de services pour un montant de 32 000 € HT, également intégré dans l'avenant n° 8.

Délibération n°V2019-455

La démolition des parkings Laissac et la relocalisation provisoire des étaliers sont terminées ; la participation de la Ville de 2 542 000 € reste inchangée.

Une sous-opération est créée pour la restauration du **lieu culturel Carré Sainte Anne** d'un montant estimé à 2 500 000 € HT soit 3 000 000 € TTC.

Le total du bilan est ajusté à 80 712 000 € HT.

La participation de la Ville passe de 11 742 000 € HT à 14 826 000 € HT soit 15 833 200 € TTC (la TVA ne s'appliquant que partiellement).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité de l'opération « Nouveau Grand Cœur » qui a été établi au 31 décembre 2018, par la Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), concessionnaire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SA3M ;
- de prendre acte du document identifiant les acquisitions, les cessions, les préemptions et les relogements effectués par la SA3M entre le 1er janvier 2018 et le 31 décembre 2018 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer l'avenant n°8 au traité de concession d'aménagement ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 9 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 27 novembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 1905 Avenant n° 08.pdf
- 01905C_CRAC_2018_VD.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et aménagement foncier opérationnels

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Rabii YOUSSEUS

ZAC Port Marianne - Consuls de Mer - Concession d'aménagement Ville-SERM Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne - Consuls de Mer s'est développée dès le milieu des années 1990 en rive droite du Lez, entre le centre-ville et le Lez. Elle a pour objet principal d'apporter à ce quartier, qui s'était urbanisé sans grande cohérence, les équipements et la configuration urbaine qui lui faisaient défaut.

Dans cet esprit, sa définition et sa coordination urbanistique, architecturale et paysagère ont été confiées à R. KRIER, architecte-urbaniste exerçant à Vienne et à Berlin, dont les travaux s'inspirent des formes de nos anciens cœurs de ville. Plusieurs opérations de construction se sont ainsi développées sur ce quartier selon les principes de R. KRIER dans la conception des "maisons de ville" qui composent les îlots de la ZAC.

La convention publique d'aménagement, signée entre la Ville et la Société d'Equipeement de la Région Montpelliéraine (SERM) pour l'aménagement de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer, a été approuvée par délibération du 9 mai 1994 et modifiée par les avenants n° 1, 2 et 3, autorisés respectivement par les délibérations du Conseil municipal du 24 juillet 1995, du 2 décembre 1996, et du 31 juillet 1998. Un avenant n° 4 approuvé par délibération du 25 juillet 2001 est venu transformer la concession en convention publique d'aménagement.

Un avenant n° 1 à cette convention publique d'aménagement a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 24 septembre 2002. Celui-ci a permis d'engager les études nécessaires à une première

Délibération n°V2019-456

extension de la ZAC au sud de l'avenue du Professeur Etienne Antonelli, sur des terrains devant accueillir le quartier accompagnant le nouvel Hôtel de Ville.

Un avenant n° 2 à la convention publique d'aménagement, approuvé par le Conseil municipal du 29 juillet 2004, désignait la SERM pour la réalisation des travaux d'aménagement et de construction de cette extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer. Cet avenant a également prorogé la durée de la convention publique d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2010 et fixé l'échéancier de la participation financière de la ville à l'opération.

Le 25 juillet 2003, le Conseil municipal a adopté les objectifs et modalités d'association du public à cette 1^{ère} extension de ZAC. D'une superficie de 9 hectares environ, cette opération devait permettre, dans une perspective de mixité urbaine, de compléter le programme du quartier en logements et locaux d'activités, et d'accueillir le futur Hôtel de ville de Montpellier.

Le programme de cette 1^{ère} extension de ZAC prévoyait également la réalisation d'un parc public paysager de 4 hectares environ, comprenant en infrastructures un bassin d'orage d'une capacité de 20 000 m³, un parc de stationnement public d'environ 700 places, ainsi que des voiries et espaces publics nécessaires au fonctionnement du quartier (équipements aujourd'hui réalisés).

Les études relatives à l'extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer ont été confiées à l'équipe d'architectes urbanistes Jean Nouvel / François Fontès.

Le dossier de création de l'extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer a été approuvé par délibération du Conseil municipal le 31 mars 2004. Le dossier de réalisation a, quant à lui, été arrêté par délibération du Conseil municipal du 7 octobre 2004 et approuvé par délibération du 25 juillet 2005. Le programme des équipements publics correspondant a également été approuvé par délibération du Conseil municipal le 25 juillet 2005.

Après avoir déclaré l'intérêt général de cette extension par délibération du Conseil municipal du 9 mai 2005, la Ville a demandé à Monsieur le Préfet d'en déclarer l'utilité publique, qui a été prononcée par arrêté préfectoral du 20 juin 2005. Par cette extension d'environ 9 hectares, la superficie totale de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer a été portée à 20,8 hectares.

A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Un avenant n° 3 approuvé par le Conseil municipal le 25 juillet 2005, a permis de modifier la concession d'aménagement pour ajuster, en le minimisant, le taux de rémunération de la SERM en matière d'acquisitions foncières.

Enfin, le calendrier de réalisation des équipements primaires de la ZAC ayant été décalé dans le temps, l'échéancier de versement des participations de la Ville correspondant à ces équipements a dû être adapté en conséquence et a donné lieu à un avenant n° 4 à la concession d'aménagement, approuvé par le Conseil municipal du 25 juillet 2006.

La première extension de la ZAC au sud de l'avenue du Professeur Antonelli, conçue autour du nouvel Hôtel de ville, est entrée en phase opérationnelle au printemps 2006.

Par délibération du 26 mars 2007, le Conseil municipal a décidé le lancement d'une deuxième procédure d'extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer dans le prolongement sud-ouest du secteur du nouvel Hôtel de ville, délimitée au sud par la rue des Acconiers. Cette délibération a également fixé les objectifs d'aménagement retenus pour ce projet et les modalités d'association du public.

Délibération n°V2019-456

Outre la nécessité de compléter l'offre en programmes de logements et de bureaux proposée sur le secteur de l'Hôtel de ville, cette 2^{ème} extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer permet d'assurer la continuité avec les quartiers existants, la construction d'une façade urbaine le long de la rue des Acconiers et de l'avenue Germaine Tillion (ancienne voie ferrée d'intérêt local) et, surtout, de renforcer l'urbanisation le long des nouvelles lignes du tramway.

Dans ce contexte, par délibération du 26 juillet 2007, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 5 prorogeant la concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2015 pour permettre à la SERM de mener les études relatives à ce nouveau projet d'extension de ZAC. Cet avenant n° 5 a également autorisé la SERM à confier la mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) à un prestataire extérieur, après mise en concurrence, cette mission étant supprimée de la convention publique d'aménagement. De même, pour donner suite à la modification du régime fiscal des participations et afin de garantir les droits de la collectivité en matière de récupération de TVA, cet avenant a intégré un modèle de fiches d'ouvrages permettant de déterminer les participations affectées par la collectivité à chaque ouvrage.

Enfin, ce même avenant n° 5 a acté la réalisation par la SERM des bâtiments situés à l'ouest de la place Georges Frêche (« parvis » de l'Hôtel de ville) pour l'accueil d'environ 6 000 m² de surface hors œuvre nette (SHON) de bureaux et de commerces, opération traduite par une augmentation des dépenses dans le bilan prévisionnel de la ZAC compensée à un niveau équivalent par les recettes de cession attendues.

Un avenant n° 6 à la concession d'aménagement a été approuvé par délibération en Conseil municipal du 24 juillet 2008, afin d'adapter les versements de la participation de la Ville au titre des équipements publics à l'échéancier de réalisation de ces mêmes équipements. Cet avenant a également permis d'adapter le taux de rémunération de commercialisation de la SERM propre à la cession du volume du nouvel Hôtel de ville.

Lors de cette même séance du 24 juillet 2008, le Conseil municipal a acté l'abandon de la réalisation par la SERM des bâtiments situés à l'ouest de la place Georges Frêche, constatant la possibilité de réalisation de cette opération par la promotion privée du fait des bonnes conditions du marché. Le Conseil municipal a également approuvé le dossier de création de l'extension de la ZAC, déterminant ainsi le nouveau périmètre d'opération.

Pour donner suite à l'approbation de ce dossier de création, un avenant n°7 à la concession d'aménagement a été approuvé par le Conseil municipal le 9 février 2009, afin d'étendre les missions d'aménageur de la SERM sur une partie du nouveau périmètre de ZAC et d'adapter le bilan financier, et notamment la participation de la Ville et son échéancier de versement, à ces nouvelles missions.

Par délibération du 27 juillet 2009, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 8 à la concession d'aménagement afin de modifier les missions de la SERM et d'adapter le bilan de l'opération et l'échéancier de versement de la participation de la Ville aux évolutions du programme des travaux (prise en compte des travaux de la ligne de tramway avenue Germaine Tillion, mise en lumière du quartier par Yann Kersalé dans le cadre du programme « La nuit des liens », adaptation du réseau pluvial dans le secteur des Acconiers). Cet avenant a acté une augmentation de la participation de la Ville de 2 096 000 € HT, portant son montant total à 25 394 400 € HT.

Désireuse de s'appuyer sur l'assistance technique de la SERM dans le cadre de la désignation du gestionnaire du parking public d'environ 700 places, la Ville a approuvé un avenant n° 9 par délibération du 26 juillet 2010. Les objectifs de cette assistance étaient de préciser les limites de prestation entre la SERM et le gestionnaire, de définir les travaux et équipements assurés par l'un et l'autre et de confier à la SERM les travaux ainsi définis. Cet avenant a également permis de modifier l'échéancier de versement de la participation financière de la Ville à la concession d'aménagement pour tenir compte de l'avancement des équipements primaires de la ZAC.

Par ailleurs, un avenant n°10 à la concession d'aménagement a été approuvé par délibération du 25 juillet

Délibération n°V2019-456

2011 afin de modifier l'échéancier de versement de la participation financière de la Ville à l'opération pour tenir compte du calendrier de réalisation des équipements primaires.

En 2010, une phase de concertation portant sur le projet de dossier de réalisation de la deuxième extension de la ZAC (phase 3) a été menée du 29 novembre 2010 au 17 décembre 2010. A l'issue de cette phase de concertation, le Conseil municipal a approuvé, par délibération du 7 février 2011, le bilan complémentaire et définitif de la concertation et a arrêté le projet de dossier de réalisation de cette extension de ZAC.

Par délibérations du 9 mai 2011, le Conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation ainsi que le programme des équipements publics de cette opération.

Par arrêté du 2 août 2012, la déclaration d'utilité publique a été prononcée par le Préfet de l'Hérault.

Parallèlement, le Conseil municipal a engagé, par délibération du 6 février 2012, une nouvelle procédure visant à adapter le périmètre de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer. Cette démarche, qui répond notamment à l'application du protocole d'accord signé le 8 juin 2011 entre la Ville et les consorts Agelou, propriétaires d'une parcelle située dans la 2^{ème} extension de la ZAC, permet aussi d'approfondir la réflexion sur l'affirmation du contexte urbain de la façade de l'avenue Germaine Tillion ainsi que du renouvellement urbain des parcelles situées en bordure de la rue du Moulins des sept Cans.

Le 23 juillet 2012, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n°11 à la concession afin de modifier le montant et l'échéancier de versement de la participation de la Ville (à hauteur de 500 000 €) de manière à intégrer la réalisation du carrefour à l'intersection de l'avenue Germaine Tillion, de la rue des Acconiers et de l'avenue du Pont Trinquat. Par délibération du Conseil municipal du 25 novembre 2013, l'avenant n°12 à la concession est venu modifier l'échéancier de versement de cette participation afin de la répartir sur les années 2014 et 2015.

Compte-tenu des opérations qui restaient à engager par la SERM, notamment sur le secteur de la deuxième extension (phase 3), une prolongation de la concession de cinq années supplémentaires, soit jusqu'au 31 décembre 2020, a été approuvée par le Conseil municipal lors de sa séance du 6 novembre 2014 dans le cadre d'un avenant n°13 signé le 10 décembre 2014.

Au regard de l'avancement de l'opération au 31 décembre 2016, notamment en matière de réalisation d'équipements publics et de cession des droits à construire, une prolongation de la concession de quatre années supplémentaires, soit jusqu'au 31 décembre 2024, a été entérinée en séance du 3 novembre 2017 par le Conseil Municipal dans le cadre d'un avenant n°14 signé le 19 décembre 2017.

Au 31 décembre 2018, les dépenses engagées et les recettes perçues au titre de la concession d'aménagement s'élèvent respectivement à 107 367 000 € HT et à 108 979 000 € HT. A la même date, le bilan prévisionnel s'équilibre à 116 183 000 € HT en dépenses et en recettes, sans évolution par rapport au bilan précédent.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2018 de la zone d'aménagement concerté Port Marianne - Consuls de Mer, établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2018 ;
- de prendre acte du document identifiant les cessions effectuées par la SERM entre le 1^{er} janvier 2018 et le 31 décembre 2018,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 9 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Marie-Hélène SANTARELLI.

**Fait à Montpellier, le 27 novembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CRAC

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et aménagement foncier opérationnels

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Rabii YOUSSEUS

ZAC Port Marianne - Jacques Cœur - Concession d'aménagement Ville / SERM Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018 Avenant n° 13

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par convention de mandat du 10 février 1994, la Ville de Montpellier a confié à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) les études du quartier et du bassin Jacques Cœur.

Dans ce cadre, un concours d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre a été organisé en 1994. Le lauréat de ce concours, ARCHIMEDE, SARL constituée des architectes Antoine Garcia-Diaz, François Fontès et Philippe Bonon, a procédé aux études préliminaires à la réalisation de ce nouveau quartier.

Un concours en vue du choix de bureaux d'études a été organisé pour compléter l'équipe de maîtrise d'œuvre. A l'issue de ce concours, les bureaux d'études INFRA-SUD et SIEE ont été retenus.

Depuis lors, les études d'urbanisme et les études préliminaires d'infrastructures se sont poursuivies en vue de la préparation du dossier d'une première zone d'aménagement concerté (ZAC), dénommée Port Marianne - Jacques Cœur, sur un périmètre compris entre le Lez à l'ouest, l'avenue Raymond Dugrand à l'est, l'avenue Marie de Montpellier au nord et le bassin Jacques Cœur au sud.

Les objectifs et modalités d'association du public pour cette ZAC ont été adoptés par délibération du Conseil municipal du 24 juillet 1995. Par délibération du 6 janvier 1997, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a décidé de concéder les études et la réalisation du quartier Jacques Cœur à la SERM.

Le dossier de création de cette ZAC a été arrêté par le Conseil municipal du 27 février 1997 et approuvé par celui du 25 avril 1997.

Le dossier de réalisation de la ZAC, élaboré en association avec les services de l'Etat et soumis à concertation, a été arrêté par délibération du Conseil municipal du 22 octobre 1998. Après enquête publique et avis favorable de la commission d'enquête, ce dossier de réalisation a été approuvé par délibération du 27 juillet 1999. L'opération a été déclarée d'utilité publique par arrêté préfectoral du 26 octobre 1999.

Par délibération du 24 septembre 2002, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 1 à la convention publique d'aménagement afin de pouvoir engager durant l'année 2003 les études nécessaires à l'extension de la ZAC au sud du bassin Jacques Cœur, compte tenu de la bonne commercialisation de la partie nord de l'opération. Ces études ont amené le Conseil municipal à approuver le lancement de cette extension par délibération du 31 mars 2004.

A l'issue de la concertation organisée auprès du public, le Conseil municipal a approuvé le dossier de création et arrêté le dossier de réalisation de l'extension de ZAC par délibération du 7 octobre 2004. Par délibération du 25 juillet 2005, le Conseil municipal a ensuite approuvé le dossier de réalisation de l'opération ainsi que son programme des équipements publics.

Cette extension, qui porte à 9,6 hectares la superficie totale de la ZAC, permet de poursuivre la réalisation du quartier jusqu'à l'avenue Théroigne de Méricourt, au sud. L'ensemble de ce nouveau quartier, extension comprise, prévoit la réalisation d'environ 1 600 logements, des commerces, des locaux d'activités et des bureaux, répartis sur onze îlots.

Par délibération du 25 juillet 2003, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 2 à la convention publique d'aménagement en vue d'autoriser la SERM à réaliser le bâtiment situé en bordure de la place Ernest Granier (îlot A), et de poursuivre ainsi la réalisation des façades de cet espace public majeur, amorcées avec celles du bâtiment dénommé « *Etoile Richter* », également réalisé par la SERM et situé sur l'îlot N de la ZAC Port Marianne - Richter.

Ce bâtiment, dénommé « *Arche Jacques Cœur* » a été inauguré le 20 juin 2007. Il abrite des bureaux sur une superficie totale d'environ 11 600 m², ainsi que des commerces en rez-de-chaussée.

Par délibération du 9 octobre 2003, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 3 à la convention publique d'aménagement visant à étendre le périmètre de ladite convention aux voies primaires riveraines du quartier (les avenues Raymond Dugrand et Théroigne de Méricourt) au droit de l'opération.

Un avenant n° 4 a été approuvé par délibération du Conseil municipal le 29 juillet 2004, afin de proroger la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2008.

Un avenant n° 5, approuvé par délibération du Conseil municipal du 7 octobre 2004, a permis d'étendre le périmètre de la convention publique d'aménagement, de confier à la SERM l'étude et la réalisation de l'extension de la ZAC, d'approuver le bilan financier prévisionnel qui s'attache à cette extension et de proroger la durée de la convention publique d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2013.

A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

L'avenant n° 6, que le Conseil municipal a approuvé le 25 juillet 2005, a permis de modifier la concession d'aménagement pour ajuster, en le minimisant, le taux de rémunération de la SERM en matière d'acquisitions foncières, et réduire le périmètre de l'opération en excluant une partie de l'emprise de l'avenue Raymond Dugrand.

Délibération n°V2019-457

L'avenant n° 7, approuvé par le Conseil municipal le 26 juillet 2007, a autorisé la SERM à confier la mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) à un prestataire extérieur, celle-ci étant supprimée de la concession d'aménagement.

Le Conseil municipal a approuvé, par délibération du 27 juillet 2009, la modification du programme des équipements publics de la ZAC afin d'y intégrer la réalisation d'un parking public. Ce parking public, comportant environ 740 places, est situé sous l'îlot H (*La Mantilla*) de la ZAC en bordure de l'avenue Raymond Dugrand et permet de répondre aux besoins en stationnement des nombreux programmes de commerces, de bureaux ou de logements en cours de construction ou à venir sur cette avenue. Pour permettre la réalisation de ce parking par la SERM, un avenant n° 8 à la concession d'aménagement a été approuvé lors de la même séance du Conseil municipal afin de proroger la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2014.

Compte tenu des délais de poursuite de l'opération, et notamment ceux nécessaires à la réalisation du programme de *La Mantilla* et de son parking public, un avenant n° 9 à la concession d'aménagement approuvé en séance du Conseil municipal du 26 juillet 2010 a permis de proroger la durée de la concession jusqu'au 31 décembre 2018. Ce même avenant a par ailleurs amené à modifier l'échéancier de versement de la participation financière de la Ville à l'opération pour le financement partiel de l'avenue Théroigne de Méricourt (pour un montant global de 1 933 000 € HT).

Par délibération du 3 octobre 2011, le Conseil municipal, actant la possibilité d'assurer le portage financier du parking de *La Mantilla* par un investisseur, a retiré cet ouvrage du programme des équipements publics de la ZAC.

Par délibération du 5 novembre 2015, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°10 à la concession d'aménagement, signé le 25 novembre 2015 et tamponné préfecture le 15 décembre 2015, le versement à la SERM d'une rémunération forfaitaire complémentaire de 6 000 € HT lui permettant d'assurer le suivi et la gestion du parc de stationnement ouvert au public de *La Mantilla*.

Par délibération du 20 octobre 2016, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°11 à la concession d'aménagement permettant de compléter les missions de la SERM en ce qui concerne le suivi et la gestion des demandes d'implantations commerciales au sein de l'opération et de prévoir la rémunération correspondante. Cet avenant a également permis de modifier la concession pour permettre de lisser dans le temps la rémunération des opérations de liquidation de la SERM pour les adapter au travail réellement effectué par la société.

Par délibération du 3 novembre 2017, le Conseil Municipal a approuvé un avenant n°12 à la concession d'aménagement signé le 19 décembre 2017 afin de prolonger la durée de la concession jusqu'en 2023 pour permettre à la SERM de poursuivre l'exploitation du parc de stationnement de *La Mantilla* jusqu'à cette échéance.

Compte tenu du fait que le parc de stationnement de *La Mantilla*, toujours géré par la SERM dans le cadre de la concession d'aménagement, ne pourra atteindre en 2023 les conditions de rentabilité permettant d'envisager sa revente à investisseur privé comme initialement envisagé, un avenant n°13 est aujourd'hui proposé afin de prolonger la durée de la concession d'aménagement jusqu'en 2028. D'ici là, la SERM aura pour mission de stabiliser le fonctionnement de ce parc de stationnement, d'adapter ses tarifs et de mettre en œuvre tous moyens nécessaires pour permettre au parking de rentrer dans une phase de maturité pour attirer les investisseurs privés.

Au 31 décembre 2018, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 73 937 000 € HT et les recettes perçues à 69 983 000 € HT. Le bilan prévisionnel de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 82 121 000 € HT, en augmentation de 3 333 000 € HT afin de prendre en compte les recettes et dépenses d'exploitation du parc de stationnement de *La Mantilla* générées jusqu'en 2028.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2018 de la zone d'aménagement concerté Port Marianne - Jacques Cœur, établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM en date du 31 décembre 2018 ;
- d'approuver les termes d'un avenant n°13 à la concession d'aménagement permettant de proroger la concession d'aménagement de 5 ans jusqu'au 31 décembre 2028 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 9 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Marie-Hélène SANTARELLI.

**Fait à Montpellier, le 27 novembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CRAC

- Avenant n°13

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et aménagement foncier opérationnels

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Rabii YOUSSEUS

ZAC Port Marianne - Jardins de la Lironde Concession d'aménagement Ville-SERM Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018 Avenant n° 15

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération en date du 25 juin 1990, le Conseil municipal approuvait le dossier de réalisation de la zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne-Jardins de la Lironde et concédait à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) les études et aménagements nécessaires à l'opération.

A la suite d'une mission d'études complémentaires menée par l'architecte en chef Christian de Portzamparc, désigné par la Ville, le Conseil municipal fixait, lors de la séance du 20 juin 1991, les objectifs et les modalités de concertation du public en vue d'une extension - modification de cette ZAC.

Par délibération du 28 juillet 1992, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 1 au traité de concession signé avec la SERM. Toutefois les difficultés du marché de l'immobilier des années 1992-1993, conjuguées aux difficultés juridiques liées à l'annulation du POS de Montpellier, ont conduit la Ville à différer l'engagement de l'opération.

Par la suite, la reprise du marché immobilier et l'excellente commercialisation des ZAC engagées sur Port Marianne (Blaise Pascal, Richter, Consuls de Mer), ont rendu nécessaire la relance de cette opération.

C'est dans ce contexte que, par délibération du 30 mars 1998, la Ville de Montpellier a fixé les objectifs d'un nouveau projet de ZAC et les modalités d'association du public. Lors de cette même séance, le Conseil municipal a approuvé la concession de l'opération à la SERM en intégrant, notamment, les engagements fonciers et financiers souscrits dans le cadre du traité initial.

Délibération n°V2019-458

Une nouvelle ZAC a par conséquent été créée par délibération du Conseil municipal du 20 décembre 1999.

Par délibération du 20 décembre 1999, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 1 à la concession d'aménagement visant notamment à adapter le périmètre du traité de concession à celui de la ZAC.

Les études, à nouveau menées par Christian de Portzamparc, ont conduit à l'élaboration du dossier de réalisation que le Conseil municipal a approuvé par délibération du 29 septembre 2000. Un bilan prévisionnel a été établi. Ce bilan intègre également les engagements fonciers et financiers souscrits dans le cadre du traité de concession initial.

Le programme des équipements publics de la ZAC a été approuvé par délibération du 29 septembre 2000. La ZAC prend en charge la totalité du coût des voiries et réseaux uniquement nécessaires à son fonctionnement, et une partie (40 %) du coût des voiries dites primaires, seulement pour la quote-part nécessaire aux besoins de la ZAC (rue Léonard de Vinci, avenue Albert Einstein et route de Vauguières partiellement).

Pour l'étude et la réalisation de ces voiries primaires, une convention de mandat a été confiée à la SERM, par délibération du Conseil municipal du 5 novembre 2001.

Par délibération du 25 juillet 2001, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 2 à la concession d'aménagement visant à transformer le traité et le cahier des charges de concession en convention publique d'aménagement et à définir les modalités d'association de l'aménageur aux études d'évolution du plan local d'urbanisme.

Par délibération du 6 février 2003, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 3 à la convention publique d'aménagement pour demander à la SERM d'étudier une extension de la ZAC de manière à intégrer l'ensemble des terrains anciennement gérés par l'ASPTT, d'une superficie de 2,6 ha acquis par la Ville auprès de La Poste, et situé en bordure de la rue Léonard de Vinci et du parc public.

Les études menées ont conduit le Conseil municipal à approuver, par délibération en date du 31 mars 2004, le lancement d'une procédure d'extension de la ZAC Port Marianne-Jardins de la Lironde sur ces terrains. C'est par délibérations du 25 juillet 2005 que le dossier de réalisation et le programme des équipements publics correspondants à cette extension de ZAC ont été approuvés.

A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Un avenant n° 4, approuvé par le Conseil municipal du 25 juillet 2005, est venu modifier la concession d'aménagement pour ajuster, selon un barème dégressif, le taux de rémunération de la SERM en matière d'acquisitions foncières.

Par délibération du 27 octobre 2005, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 5 à la concession d'aménagement, permettant de modifier le bilan prévisionnel de la ZAC. Des études ont en effet montré qu'au moins la moitié des élèves du groupe scolaire prévu dans la ZAC seraient des enfants issus des logements construits dans le cadre de l'opération. C'est pourquoi l'avenant n° 5 a acté le versement d'un fonds de concours à la Ville d'un montant de 1 523 000 € en 2006 (au prorata de la prévision de fréquentation) pour la construction de ce groupe scolaire, et que, conformément à une délibération du 25 juillet 2006, le programme des équipements publics de la ZAC a été modifié pour tenir compte de cette évolution.

L'avancement de l'urbanisation du quartier Port Marianne et l'augmentation de la population ont conduit la Région Languedoc Roussillon à programmer la réalisation d'un lycée professionnel, dénommé « lycée Georges Frêche », sur l'îlot P de la ZAC Port Marianne-Jardins de la Lironde. Compte tenu de la nature de cet équipement, la Ville a décidé de procéder à la cession gratuite de ce terrain à la Région Languedoc Roussillon. Cette cession gratuite générant une perte de recette au bilan prévisionnel de 2 000 000 € HT, un avenant n° 6, approuvé par délibération du 25 juillet 2006, a permis de modifier le bilan prévisionnel de la

Délibération n°V2019-458

concession d'aménagement pour compenser cette perte par une augmentation équivalente de la participation financière de la Ville à l'opération.

La bonne commercialisation de la ZAC, à cette époque, a généré un niveau de recettes suffisamment important qui a permis de compenser le montant de la participation financière de la Ville. Dans ce contexte, un avenant n° 7 à la concession d'aménagement a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2007 afin de modifier le bilan prévisionnel de l'opération par la réduction de cette participation de la Ville pour un montant de 2 000 000 € HT.

Cet avenant a également intégré les dispositions autorisant la SERM à confier la mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) à un prestataire extérieur après mise en concurrence, cette mission étant supprimée de la concession d'aménagement.

Afin de réaliser les aménagements de la partie ouest de la ZAC en particulier pour accompagner les constructions sur les îlots I, J, K, M2, N et Y, un avenant n° 8 à la concession d'aménagement a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2010 en vue de proroger les missions de la SERM jusqu'au 31 décembre 2015.

La santé financière de l'opération a permis de dégager en 2010 un fonds de concours de 700 000 € au bénéfice de la Ville, dont 200 000 € ont été versés en 2011 et 500 000 € en 2012. Le fonds de concours total versé à la Ville par l'opération d'un montant de 3 743 000 € reste inchangé par rapport au bilan précédent.

Un avenant n°9 à la concession d'aménagement a été approuvé au Conseil Municipal du 25 novembre 2013 et signé le 20 décembre 2013 en vue de proroger les missions de la SERM jusqu'au 31 décembre 2017.

A la suite d'études hydrauliques menées sur l'ensemble du bassin versant de la Lironde, le cours d'eau qui traverse cette opération, un des îlots sur lequel était projetée une opération de logements (îlot Y) s'est révélé inondable et ne peut plus faire l'objet d'un projet de construction. Cette situation a entraîné par conséquent une perte de charge foncière de 476 000 €, ce qui a amené la SERM à solliciter une participation d'équilibre de la Ville d'un montant de 448 000 € programmée en 2017. En conséquence, un avenant n°10 au traité de concession permettant d'adapter la participation d'équilibre de la Ville a été approuvé par le Conseil Municipal du 6 novembre 2014 et signé le 10 décembre 2014.

Par délibération du 5 novembre 2015, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°11 à la concession d'aménagement, signé le 25 novembre 2015, en vue de l'octroi d'une nouvelle participation d'équilibre à l'opération de 606 000 €. Cette modification a permis de porter la participation d'équilibre totale de la Ville à un montant total de 1 054 000 € pour un versement prévu en 2017.

Un avenant n°12 à la concession d'aménagement, approuvé par le Conseil Municipal le 20 octobre 2016, a permis de proroger les missions de la SERM jusqu'au 31 décembre 2020, de décaler sur 2018 la participation de la Ville et de lisser dans le temps la rémunération des opérations de liquidation de la SERM.

Par Délibération du 3 novembre 2017, un avenant n°13 à la concession d'aménagement signé le 19 décembre 2017, a permis de décaler en 2019 la participation prévue en 2018.

Un avenant n°14, approuvé par Délibération du Conseil Municipal du 25 octobre 2018 et signé le 17 décembre 2018 a modifié l'échéancier du versement de la participation de la Ville en décalant sur 2020 cette participation d'équilibre initialement prévue en 2019.

Afin de poursuivre l'aménagement d'un quartier vivant et animé et répondre, à proximité des lignes de tramway, à la demande en logements toujours très importante sur Montpellier, et en particulier en logements locatifs sociaux, des études de faisabilité opérationnelles et la réalisation de nouveaux programmes doivent être engagées.

Délibération n°V2019-458

Aussi, pour permettre la poursuite de cette opération, la durée de la concession d'aménagement, prévue à ce jour jusqu'en 2020, doit être prolongée de 5 ans jusqu'au 31 décembre 2025. Cette modification fait l'objet d'un avenant n°15 au traité de concession qu'il est proposé de soumettre à l'approbation du Conseil municipal.

Au 31 décembre 2018, les dépenses engagées s'élevaient à 45 051 000 € HT pour un montant de recettes perçues de 44 347 000 € HT. Le bilan prévisionnel de l'opération s'équilibre à 45 491 000 € en dépenses et en recettes, sans modification notable par rapport au bilan précédent.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2018 de la ZAC Port Marianne - Jardins de la Lironde, établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2018 ;
- d'approuver les termes de l'avenant n°15 à la concession d'aménagement permettant de proroger la concession d'aménagement de 5 ans jusqu'au 31 décembre 2025 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 9 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Marie-Hélène SANTARELLI.

Fait à Montpellier, le 27 novembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant n°15
- CRAC

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et aménagement foncier opérationnels

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Rabii YOUSSEUS

ZAC Port Marianne - Parc Marianne et extension, avenue de la Mer et plaine du Mas de Carbonnier - Concession d'aménagement Ville - SERM Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018 Avenant n° 12

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre du développement de Port Marianne, le Conseil municipal a décidé, par délibération du 12 mars 2003, l'engagement d'études de définition urbaine sur une zone située à l'est de l'avenue de la Mer (rebaptisée avenue Raymond Dugrand), couvrant les secteurs au nord et au sud du parc public Parc Marianne (devenu Georges Charpak) et leur environnement immédiat.

Par la même délibération, la Ville a confié à la SERM un mandat pour la réalisation, d'une part, des études préalables aux études de définition urbaines et, d'autre part, des études préalables au montage d'une zone d'aménagement concerté (ZAC) nécessaires à l'approbation d'une convention publique d'aménagement.

A l'issue des études de définition, le projet de l'équipe d'architectes-urbanistes « Architecture Studio – Imagine – Carrés Verts » a été désigné comme lauréat. Le contrat d'études avec ce groupement, approuvé par délibération du Conseil municipal du 3 juin 2004, a permis de préciser les orientations urbaines, architecturales et paysagères pour un premier périmètre d'aménagement et d'élaborer les dossiers techniques et administratifs afférents.

Par délibération du 3 juin 2004, le Conseil municipal a décidé de lancer la procédure de ZAC sur un premier secteur de 7 ha, délimité par l'avenue du Mondial 98 au nord, l'avenue Raymond Dugrand à l'ouest, la future avenue Joan Miró à l'est et le parc Georges Charpak au sud, et désigné sous l'appellation « ZAC Port

Délibération n°V2019-459

Marianne-Parc Marianne ». Le dossier de création de cette ZAC a été approuvé par délibération du Conseil municipal le 7 octobre 2004 avec pour objectif principal la construction de logements collectifs et de bureaux.

Par ailleurs, la complexité et la diversité des opérations envisagées sur un même périmètre ont conduit la Ville à lancer le 12 février 2005, une procédure de mise en concurrence en vue de désigner le titulaire d'une convention publique d'aménagement (telle que prévue par les articles L.300-4, L.300-5 du code de l'urbanisme) sur un secteur de 40 ha environ, dénommé alors « Quartier Port Marianne – Parc Marianne, avenue de la Mer, Plaine du Mas de Carbonnier ».

Les objectifs principaux retenus pour ce secteur étaient les suivants :

- réaliser la première ZAC de 7 ha, située entre l'avenue du Mondial 98 et le Parc Georges Charpak (capacité d'environ 100 000 m² de SHON – environ 1 000 logements, bureaux, commerces et services), créée par délibération du 7 octobre 2004 ;
- poursuivre l'urbanisation par l'aménagement d'une zone d'environ 6 ha au sud du parc (capacité d'environ 80 000 m² de SHON – environ 800 logements, commerces et services) ;
- aménager une zone de 8 ha environ, située entre l'emplacement réservé pour voirie C37 (future avenue Nina Simone) inscrit au plan local d'urbanisme (PLU), la rue du Mas Rouge et l'autoroute A9 (devenue A709), dans le secteur de la plaine du Mas de Carbonnier, pour accueillir notamment des entreprises créées ou transférées – capacité d'environ 50 000 m² de SHON ;
- requalifier une zone de 4 ha environ située en bordure de la place Ernest Granier et de l'avenue du Mondial 98, aujourd'hui principalement occupée par des activités d'entrepôt et de commerce, afin d'accueillir des bureaux et logements ;
- aménager une zone de 5 ha environ, située au sud de l'avenue du Mondial 98 et à l'est de l'emplacement réservé pour voirie C99 (future avenue Joan Miró), destinée à accueillir un établissement d'enseignement secondaire du 1^{er} degré, des logements et activités ;
- requalifier l'avenue Raymond Dugrand, entre la place Ernest Granier et l'autoroute A709, et aménager les voiries structurantes C37 (future avenue Nina Simone) et C99 (future avenue Joan Miró).

La commission-jury réunie le 7 avril 2005 a décidé de retenir la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) comme aménageur. Par délibération du 25 juillet 2005, le Conseil municipal a approuvé les termes de la convention publique d'aménagement liant la Ville à la SERM.

A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Le dossier de réalisation ainsi que le programme des équipements publics de la ZAC ont été approuvés par délibérations du Conseil municipal du 29 septembre 2005.

Par délibération du 31 janvier 2006, le Conseil municipal a décidé de lancer la procédure d'extension de la ZAC « Port Marianne – Parc Marianne ». A la suite d'une phase d'études et de concertation avec le public, par délibération du 27 juin 2006, le Conseil municipal a approuvé le dossier de création de l'extension de la ZAC Port Marianne-Parc Marianne ainsi que le bilan de la concertation à laquelle elle a donné lieu.

L'extension de la ZAC consiste à urbaniser trois secteurs dans le prolongement de la ZAC initiale :

- au sud de la ZAC initiale, sur environ 15 ha, un secteur intégrant le parc public déjà aménagé et les terrains situés entre ce parc et la future avenue Nina Simone, destinés à recevoir un programme d'environ 80 000 m² de surface hors œuvre nette (SHON) majoritairement de logements,
- un secteur d'environ 5 ha à vocation essentiellement d'activités (programme d'environ 30 000 m² SHON), situé dans la plaine du Mas de Carbonnier et délimité par les rues du Mas Rouge, du Mas de Barlet, la future avenue Nina Simone et l'autoroute A709,
- au nord-est, longeant l'avenue du Mondial 98, un secteur d'environ 2 ha destiné à accueillir un programme d'environ 10 000 m² SHON de logements.

Le 25 juillet 2006, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°1 à la concession d'aménagement modifiant l'article 16-6 de la concession pour supprimer la participation financière de la Ville d'un montant de 863 000 €, initialement prévue par l'échéancier prévisionnel des dépenses.

Délibération n°V2019-459

La mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) étant supprimée du contrat de concession, un avenant n°2 a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2007 en vue d'autoriser la SERM à confier cette mission à un prestataire extérieur, après mise en concurrence.

Pour donner suite à la modification du régime fiscal des participations et afin de garantir les droits de la collectivité en matière de récupération de la TVA, cet avenant a également intégré un modèle de fiches d'ouvrages permettant de déterminer les participations affectées par la collectivité à chaque ouvrage. Enfin, en raison de la bonne commercialisation de l'opération, cet avenant a acté la réduction de 3 000 000 € HT de la participation de la Ville prévue au bilan prévisionnel de la concession d'aménagement.

Le dossier de réalisation ainsi que le programme des équipements publics de l'extension de la ZAC ont été approuvés par délibérations du Conseil municipal du 7 février 2007.

L'opération a été déclarée d'utilité publique par arrêté préfectoral du 23 avril 2007.

Par délibération du 17 novembre 2008, le Conseil municipal a approuvé la modification du programme des équipements publics de la ZAC Port Marianne – Parc Marianne, pour intégrer un programme d'aménagement complémentaire du grand parc public Parc Marianne (aujourd'hui « parc Georges Charpak »), la réalisation d'un réseau de chauffage urbain utilisant une énergie renouvelable (biomasse), et la réduction de 90 à 80 % de la participation de la Ville au financement de l'avenue Joan Miró (voirie primaire).

Par délibération du 24 juillet 2008, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°3 à la concession d'aménagement actant l'augmentation de la participation financière de la Ville pour prendre en compte l'actualisation des travaux des infrastructures primaires de l'opération (avenue Raymond Dugrand, avenue Nina Simone et avenue Joan Miró).

Par délibération du 27 juillet 2009, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°4 à la concession d'aménagement en vue de recaler dans le temps l'échéancier prévisionnel des participations financières de la Ville en fonction du calendrier de réalisation des ouvrages de l'opération.

Par délibération du 26 juillet 2010, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°5 à la concession d'aménagement en vue de diminuer de 1 126 000 € HT la participation financière de la Ville à la concession d'aménagement (du fait du versement d'une participation équivalente par la Communauté d'agglomération pour les aménagements de l'avenue Raymond Dugrand liés à la construction de la 3^e ligne de tramway) et de recaler dans le temps l'échéancier de versement de cette participation.

Cet avenant n°5 avait également pour objectif de confier à la SERM une mission complémentaire d'évaluation et de suivi des performances énergétiques des constructions réalisées dans la ZAC dans le cadre d'une démarche « éco-quartier ».

Par délibération du 25 juillet 2011, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°6 à la concession d'aménagement en vue de prolonger sa politique de requalification et d'extension urbaine mise en œuvre sur le quartier de Port Marianne, en cohérence avec les quartiers déjà réalisés ou en cours, par l'aménagement d'une partie du secteur de la Baume sur une superficie d'environ 4 hectares, située dans le prolongement direct de la limite nord du périmètre de la concession d'aménagement, le long de l'avenue Raymond Dugrand et de la place Christophe Colomb.

Afin de procéder à la requalification urbaine de ce secteur, sur les moyen et long termes, la Ville a donc confié à la SERM sur le périmètre ainsi défini :

- une mission d'études pré-opérationnelles sur l'ensemble des parcelles concernées (4 ha),
- une mission d'aménagement opérationnel portant sur une emprise réduite de 2,5 hectares environ, correspondant aux parcelles les moins bâties.

La superficie globale de la concession est à présent d'environ 44 hectares.

Par délibération du 1^{er} octobre 2012, le Conseil municipal a approuvé une seconde modification du programme des équipements publics de la ZAC Port Marianne – Parc Marianne, principalement afin d'intégrer à ce programme la réalisation du groupe scolaire Chengdu et de fixer la répartition de son

financement entre la Ville (90%) et la concession (10%).

Par une délibération du Conseil municipal du 17 juin 2013, une convention d'avance de trésorerie (art. L.1523-2,4° du code général des collectivités territoriales) entre la Ville de Montpellier et la SERM a été approuvée, puis signée le 24 juin 2013. Par délibération du 6 novembre 2014, afin de répondre au nouveau plan de trésorerie, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n°1 à cette convention d'avance de trésorerie, permettant d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances jusqu'au 31 décembre 2020.

Par délibération du 25 novembre 2013, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 7 à la concession d'aménagement, en vue de modifier l'échéancier prévisionnel de versement des participations financières de la Ville à la réalisation des ouvrages de l'opération, compte-tenu du calendrier de réalisation des infrastructures primaires projetées dans le cadre de cette opération.

La ZAC Port Marianne – Parc Marianne a été choisie en 2013 pour être labellisée « Eco-quartier » dans le cadre d'une démarche nationale, labellisation confirmée en décembre 2015. En 2014, cette opération a également été lauréate des Victoires du Paysage.

Par délibération du 5 novembre 2015, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°8 à la concession d'aménagement, signé le 25 novembre 2016, prévoyant un réajustement de la participation de la Ville à un montant total de 37 160 341 € pour la réalisation d'équipements publics primaires et permettant de recaler dans le temps l'échéancier prévisionnel de versement correspondant.

Par délibération en date du 20 octobre 2016, le Conseil Municipal a approuvé un avenant n°9 à la concession d'aménagement ayant pour objet d'acter une diminution de la participation de la Ville pour la réalisation d'équipements publics primaires de l'ordre de 2 220 000 € TTC résultant d'économies substantielles sur la réalisation de certains espaces publics. Ce même avenant n°9 prévoyait par ailleurs d'intégrer une rémunération forfaitaire complémentaire pour les missions de suivi et de gestion des demandes d'implantations commerciales de la SERM, et de lisser dans le temps la rémunération des opérations de liquidation de la SERM pour les adapter au travail réellement effectué par la société.

Par délibération en date du 3 novembre 2017, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°10 à la concession d'aménagement afin de modifier l'échéancier de versement de la participation d'équilibre due par la Ville sur les exercices 2017, 2018 et 2019. Ce même avenant intègre par ailleurs une augmentation de la participation d'équilibre de la collectivité de 720 000 € TTC afin de permettre la réalisation d'un nouveau carrefour sur l'avenue Raymond Dugrand permettant d'optimiser le maillage viaire de l'ensemble du secteur.

Un dialogue compétitif a été engagé en 2017 pour la désignation d'un architecte urbaniste coordonnateur sur le secteur de la Baume, sur lequel est envisagée une opération d'aménagement sous forme de ZAC, restant à créer. L'équipe MUTABILIS / SOUL / BETEM a été retenue en 2018. Un programme prévisionnel pour la ZAC de la Baume a été ébauché, avec 100 000 m² SDP au total, dont 20 000 m² de surfaces tertiaires et 80 000 m² de surfaces de logements.

En 2017 ont également été lancées les études d'urbanisation du secteur Mas Combelle situé au sein de la concession et dont les équipements publics induits seront financés dans le cadre de projets urbains partenariaux (PUP).

Ces études ont permis de préciser les programmes respectifs et d'intégrer ces deux opérations au bilan financier global de la concession.

Par délibération n°V2018-376 du 25 octobre 2018, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 11 à la concession d'aménagement portant sur l'extension des missions opérationnelles du concessionnaire sur le secteur nord de la Baume, augmentant la superficie totale de la concession à 51 ha environ, l'extension du périmètre du secteur de la Baume à l'avenue Raymond Dugrand (section nord), à la place Christophe Colomb, et partiellement à la copropriété Saint Michel (parcelle DS 461p), l'évolution des missions de l'aménageur permettant d'établir des Projets Urbains Partenariaux (PUP) ou tout autre financement alternatif des équipements publics sur les secteurs de la concession non couverts par une ZAC, l'intégration d'une rémunération complémentaire pour le montage du dossier de financement des équipements publics

Délibération n°V2019-459

nécessaires au secteur du Mas Combelle, ainsi que la modification de l'échéancier de versement du montant de participation de la Ville, en baisse de 291 000 € HT.

Le Conseil municipal a également approuvé par cette même délibération les termes d'un avenant n° 2 à la convention d'avance de trésorerie du 24 juin 2013, portant sur le prolongement des avances annuelles de trésorerie pour les années 2021 et 2022.

Le montage du dossier de financement des équipements publics nécessaires au secteur du Mas Combelle a depuis abouti à l'approbation par le Conseil métropolitain en date du 22 mars 2019 (délibération n° M2019-101) et par le Conseil municipal en date du 27 mars 2019 (délibération n° V2019-77) des termes d'une convention de transfert de maîtrise d'ouvrage entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, signée le 21 mai 2019. Par délibération n°M2019-486 en date du 30 septembre 2019, le Conseil métropolitain a, d'une part, instauré un périmètre de conventions de projets urbains partenariaux (PUP) sur le secteur Mas Combelle, et d'autre part, approuvé les termes d'une première convention de PUP tripartite avec VINCI Immobilier / ACM et la SERM (PUP Mas Combelle CDE).

En 2018, les études relatives à la mise en œuvre du sous-secteur 2 de la ZAC Parc Marianne et au projet de ZAC de la Baume se sont également poursuivies.

Aussi, il convient de modifier par avenant n° 12 le texte de la concession d'aménagement afin d'intégrer l'évolution du programme global de l'opération, qui comportera notamment :

- sur la ZAC Port Marianne – Parc Marianne et son extension : 220 000 m² SDP sur 27 hectares, dont environ 2 800 logements et 30 000 m² de surfaces tertiaires et équipements publics ;
- sur la future ZAC de la Baume : 100 000 m² SDP sur 9 hectares pour environ 1 300 logements et 20 000 m² de surfaces tertiaires ;
- sur le secteur Mas Combelle : 250 logements environ sur 0,7 hectare ;

Les aménagements des voiries primaires Raymond Dugrand, Joan Miro, Nina Simone et d'un secteur de 3 hectares situé au sud de Mondial 98 et à l'est de l'avenue Joan Miro, destiné à recevoir des équipements scolaires, des logements et des activités sont également inclus dans ce programme.

Par ailleurs, à la demande du concédant, l'aménageur va mettre en place une plateforme de services à l'échelle de l'opération d'aménagement. Dans le cadre de la ville connectée, cette démarche repose sur deux éléments :

- Mettre en place un ensemble de capteurs et d'infrastructures réseau dans les bâtiments créés sur les différents quartiers pilotés par l'aménageur permettant d'améliorer le quotidien des usagers (visiophonie / contrôle d'accès, énergie, eau, sécurité, stationnement, domotique, santé...). Ce travail sera réalisé par les différents constructeurs, piloté et coordonné par l'aménageur.
- Créer une plateforme de services permettant de mettre à disposition un ensemble de services issus des données remontées par les capteurs mais également de données plus générales mises à dispositions par d'autres partenaires (TaM, Métropole, partenaires privés...).

Ceci permettra pour chaque quartier concerné de créer un véritable « portail numérique de quartier ». Les dépenses relatives à la conception et la mise en place de cette plateforme qui ne sont pas prises en charge par les opérateurs-constructeurs seront intégrées à l'opération d'aménagement (ces dépenses seront partagées entre les différentes opérations concernées, au prorata des m² à construire).

Le projet d'avenant n° 12 à la concession d'aménagement propose d'intégrer cette nouvelle mission de l'aménageur pour un montant de dépenses estimé à 27 000 € environ.

Au 31 décembre 2018, le montant total des dépenses engagées au titre de la concession d'aménagement s'élève à 87 283 000 € HT pour un montant de recettes constaté de 86 071 000 € HT.

Le bilan prévisionnel total de l'opération s'équilibre en dépenses et en recettes à un montant de 140 380 000 €, en légère augmentation par rapport à l'exercice précédent (+ 299 000 € HT).

La participation d'équilibre de la Ville s'établit à 35 619 000 € HT, sans modification par rapport à l'exercice précédent.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2018 concernant la concession d'aménagement ZAC Port Marianne - Parc Marianne et extension, avenue de la Mer et plaine du Mas de Carbonnier établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération tel qu'établi par la SERM à la date du 31 décembre 2018 ;
- d'approuver les termes d'un avenant n°12 à la concession d'aménagement permettant d'intégrer l'évolution du programme global de l'opération et d'intégrer une nouvelle mission relative à la conception et la mise en œuvre d'une plateforme de services de proximité de type « portail numérique de quartier » ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 10 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Marie-Hélène SANTARELLI.

Fait à Montpellier, le 27 novembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- texte CRAC 2018 Concession Parc Marianne
- Projet d'avenant n° 12 à la concession Parc Marianne

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et aménagement foncier opérationnels

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Rabii YOUSSEUS

ZAC Port Marianne-République - Concession d'aménagement Ville/SA3M Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018 Avenant n° 2

Madame l'Adjointe déléguée à l'Urbanisme opérationnel, Chantal MARION, rapporte :

Dans le cadre du projet urbain Port Marianne et du développement de son territoire vers l'est, la Ville de Montpellier a décidé la réalisation d'un nouveau quartier dénommé Port Marianne – République d'une superficie de 21 hectares environ. Ce quartier s'inscrit dans la continuité des quartiers Port Marianne - Parc Marianne, Port Marianne - Jacques Cœur et Port Marianne - Rive Gauche, lesquels s'étendent en rive gauche du Lez.

Par délibération du Conseil municipal du 4 juin 2008, la Ville a adopté le principe d'aménagement de ce nouveau quartier sous la forme d'une Zone d'Aménagement Concertée (ZAC), a désigné ce quartier sous l'appellation ZAC Port Marianne - République, et a défini les objectifs d'aménagement du projet ainsi que les modalités de concertation et d'association du public. Le bilan de la concertation et la création de la ZAC ont été approuvés par délibération du Conseil municipal en date du 22 décembre 2008.

Par délibération du Conseil municipal du 4 mai 2009, la Ville de Montpellier a décidé le lancement d'un concours d'urbanisme pour la conception et le suivi de ce nouveau quartier.

A l'issue du concours d'urbanisme, le Conseil municipal a décidé, en sa séance du 4 octobre 2010, de confier le marché d'urbanisme - architecte coordonnateur de ce quartier à l'équipe formée par l'Agence Nicolas Michelin & Associés et Nicolas Boudier architecte. S'en sont suivi de nombreuses études complémentaires.

Délibération n°V2019-460

Un plan-guide a été finalisé par l'architecte en chef de la ZAC, permettant d'engager la phase de réalisation de la ZAC.

Le programme de la ZAC Port Marianne – République porte sur la réalisation de 200 000 m² maximum de surface de plancher, avec environ 1 800 logements (dont 30 % de logements locatifs sociaux et 20 % de logements abordables), 30 000 m² de surfaces de plancher de bureaux, 10 000 m² de surfaces de plancher commerciales, des équipements publics dont une crèche, un groupe scolaire, un internat régional, des espaces publics, un parc paysager couplé à la fonction de bassin de rétention hydraulique. 60% du quartier sera urbanisé (environ 12,5 hectares), tandis que les 40 % restants (8,5 hectares) auront vocation à préserver et mettre en valeur les espaces naturels constitués autour du lit de la Lironde et de la transparence hydraulique entre le Lez et la Lironde, garantissant le bon fonctionnement des corridors écologiques vers les quartiers voisins.

Soucieuse de maîtriser le développement durable de son territoire et eu égard à la complexité du projet (protection hydraulique du bassin versant de la Lironde, secteur de hameau à l'angle de l'avenue Nina Simone et de la rue du Mas Rouge, secteur secondaire de faible emprise (secteur de la Cavallade) occupé en partie par les bâtiments de l'internat régional réalisé depuis 2016, lignes électriques haute tension à enfouir, nécessitant d'intervenir en plusieurs phases), la Ville de Montpellier a souhaité confier la mise en œuvre opérationnelle de ce nouveau quartier à un opérateur public spécialisé, dans le cadre d'une concession d'aménagement. Ainsi, par délibération du 19 février 2015, la Ville de Montpellier a approuvé les termes d'une concession d'aménagement à conclure avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue depuis la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M). Cette concession d'aménagement a été signée entre les parties le 7 avril 2015, puis déposée en Préfecture de l'Hérault le 8 avril 2015.

Par délibération du 20 octobre 2016, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 1 à cette concession d'aménagement afin de compléter les missions de promotion et de commercialisation que doit assurer la SA3M et prévoir le versement de la rémunération qui s'y attache. Cet avenant proposait par ailleurs de modifier la participation d'équilibre à verser par la Ville à la SA3M pour intégrer le montant de la convention de participation du projet d'internat régional perçu par la Ville (171 160 €), portant la participation d'équilibre totale à 467 000 €.

Par arrêté préfectoral du 22 mai 2018, le projet de la ZAC Port Marianne – République a fait l'objet d'une déclaration d'utilité publique (DUP) emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme (PLU), en considération de la délibération du 29 mars 2018 du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole émettant un avis favorable sur la mise en compatibilité du PLU, ainsi que de la déclaration de projet approuvée par le Conseil municipal de Montpellier en sa séance du 3 avril 2018.

Par délibération n° V2019-002 du 6 février 2019, le Conseil municipal a approuvé le Programme des Equipements Publics, ainsi que le dossier de réalisation de la ZAC Port Marianne – République, après avis favorable du Conseil métropolitain sur le projet de programme des équipements publics (délibération n° M2018-626 en date du 21 décembre 2018).

En application du vote le 21 février 2019 par le Conseil de la Métropole de Montpellier des nouvelles dispositions du Plan Local de l'Habitat 2019/2024, le concédant a demandé à l'aménageur de modifier au sein de l'opération d'aménagement la répartition entre les différents types de logements, la part du logement social étant ainsi portée à 33%. La perte de charge foncière est cependant compensée par la hausse des hypothèses de charges foncières sur le logement social et sur le logement libre (+ 10 € / m² SDP). La nouvelle ventilation programmatique de la ZAC Port Marianne – République est désormais de 33% de logements sociaux, 20% de logements abordables et 47% de logements libres, avec une projection actualisée à un total d'environ 1 700 logements.

Le lancement effectif des îlots A et E de la ZAC Port Marianne – République a mis en évidence la nécessité

Délibération n°V2019-460

de confier à l'aménageur les missions de portage et de gestion des commerces projetés sur ces deux îlots bordant l'avenue Raymond Dugrand, afin d'assurer l'animation et la mixité commerciale du quartier dès la livraison. Pour ce faire, une prolongation de 5 ans de la durée de la concession d'aménagement par un avenant n° 2 est nécessaire, soit jusqu'en 2035.

Par ailleurs, à la demande du concédant, l'aménageur va mettre en place une plateforme de services à l'échelle de l'opération d'aménagement. Dans le cadre de la ville connectée, cette démarche repose sur deux éléments :

- Mettre en place un ensemble de capteurs et d'infrastructures réseau dans les bâtiments créés sur les différents quartiers pilotés par l'aménageur permettant d'améliorer le quotidien des usagers (visiophonie / contrôle d'accès, énergie, eau, sécurité, stationnement, domotique, santé...). Ce travail sera réalisé par les différents constructeurs, piloté et coordonné par l'aménageur.
- Créer une plateforme de services permettant de mettre à disposition un ensemble de services issus des données remontées par les capteurs mais également de données plus générales mises à dispositions par d'autres partenaires (TaM, Métropole, partenaires privés...).

Ceci permettra pour chaque quartier concerné de créer un véritable « portail numérique de quartier ». Les dépenses relatives à la conception et la mise en place de cette plateforme qui ne sont pas prises en charge par les opérateurs-constructeurs seront intégrées à l'opération d'aménagement (ces dépenses seront partagées entre les différentes opérations concernées, au prorata des m² à construire). Le projet d'avenant n° 2 à la concession d'aménagement propose d'intégrer cette nouvelle mission de l'aménageur pour un montant de dépenses estimé à 117 000 € environ.

Au 31 décembre 2018, le montant total des dépenses engagées au titre de la concession d'aménagement s'élevait à 4 239 000 € HT en dépenses pour un montant de recettes constaté de 180 000 € HT. Le bilan prévisionnel total de l'opération s'équilibre en dépenses et en recettes à un montant de 70 141 000 € HT, en augmentation de 16 598 000 € HT par rapport à l'année précédente.

Cette augmentation est due principalement en dépenses à l'intégration (dont rémunération de l'aménageur) :

- des nouvelles missions de portage et de gestion des commerces des îlots A et E,
- de la mission de conception et de mise en œuvre d'une plateforme de services numériques,
- et d'un fonds de concours à destination de Montpellier Méditerranée Métropole correspondant à la quote-part de la ZAC Port Marianne – République, en vue de la réalisation d'un réseau de collecte en assainissement avenue Raymond Dugrand, d'un montant de 350 000 € HT maximum.

Cette augmentation est compensée par :

- une augmentation des recettes de loyers, à percevoir dans le cadre de l'exploitation par l'aménageur des commerces des îlots A et E,
- un recours à l'emprunt lié au portage et à la gestion des commerces des îlots A et E, dans la perspective de leur cession ultérieure et des recettes correspondantes,
- une augmentation des charges foncières, tant liée à la bonne commercialisation du lot A1 de l'opération qu'à la hausse des hypothèses de charges foncières futures sur le logement social et le logement libre, permettant d'intégrer les nouvelles dispositions du PLH 2019/2024.

Le montant de la participation d'équilibre à verser par la Ville reste inchangé par rapport à l'exercice précédent (467 000 € HT).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2018 concernant la zone d'aménagement concerté Port Marianne – République, joint à la présente, établi par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération tel qu'établi par la SA3M à la date du 31 décembre 2018 ;
- de prendre acte du document joint identifiant les acquisitions effectuées dans le cadre de la concession de la ZAC Port Marianne – République du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018 ;
- d'approuver les termes de l'avenant n° 2 à la concession d'aménagement ZAC Port Marianne – République, permettant de confier à la SA3M les missions de portage et de gestion des commerces des îlots A et E de l'opération jusqu'à la fin de la concession (avant cession au privé), de prolonger en conséquence la durée de la concession de 5 ans, soit jusqu'en 2035, et de confier à la SA3M une mission de conception et de gestion d'une plateforme de services en lien avec d'autres opérations d'aménagement ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 10 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 27 novembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CRAC République 2018
- Projet d'avenant n° 2 concession République

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et aménagement foncier opérationnels

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Claire HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Rabii YOUSSEF

ZAC Port Marianne - Richter - Concession d'aménagement Ville-SERM Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne-Richter est située sur la rive gauche du Lez, délimitée à l'est par l'avenue Raymond Dugrand, au nord par le rond-point Christophe Colomb et au sud par l'avenue Marie de Montpellier.

Elle accueille notamment la faculté de sciences économiques et de gestion, une bibliothèque universitaire et un espace de restauration, ainsi qu'un parc public de 2,5 hectares, des logements, des bureaux et des commerces.

Elle est très bien desservie par un réseau de voiries et de pistes cyclables (pont Zuccarelli, passerelle des Barons de Caravètes, avenue Marie de Montpellier), renforcé par une solide desserte par les transports en commun (bus et tramway).

La Ville a confié son aménagement à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) par un traité de concession signé le 10 mai 1994.

Son architecte coordonnateur est Adrien Fainsilber.

Le dossier de création de la ZAC Port Marianne-Richter a été approuvé par arrêté préfectoral du 2 août 1993. Son dossier de réalisation a été approuvé par arrêté préfectoral du 7 mars 1995.

Délibération n°V2019-461

Par délibération du 24 juillet 1995, le Conseil municipal a approuvé les termes d'un avenant n°1 au traité de concession et a fixé les objectifs et les modalités de concertation du public relatifs à la modification du Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) de la ZAC.

Par délibération du 31 juillet 1998, le Conseil municipal a approuvé les termes d'un avenant n°2 au traité de concession prenant notamment en compte les dispositions de la loi n° 95-127 du 8 février 1995 précisant les modalités de contrôle des sociétés d'économie mixte par les collectivités dans la cadre des marchés publics et des délégations de service public.

A la suite d'une phase de concertation organisée en janvier 1999, dont le bilan a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 février 1999, et à l'issue d'une enquête publique organisée du 28 mai au 2 juin 1999, le Conseil municipal a approuvé cette modification du PAZ par délibération du 27 juillet 1999.

Par délibération du 28 juillet 2000, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°3 au traité de concession visant à proroger ledit traité jusqu'au 31 décembre 2006 pour permettre à la SERM de réaliser, notamment, un immeuble de bureaux situé en façade de la place Ernest Granier.

En application de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains (SRU), le Conseil municipal a approuvé par délibération du 25 juillet 2001 un avenant n°4 visant à transformer le traité et le cahier des charges de concession en convention publique d'aménagement et à définir les modalités d'association de l'aménageur aux études d'évolution du plan local d'urbanisme.

Par délibération du 25 juillet 2003, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°5 visant à permettre à la SERM de réaliser un bâtiment sur l'îlot E nord de la ZAC, en bordure de la place de la Révolution Française, qui marque l'achèvement des façades de cet espace public majeur du quartier sur 4 000 m² de SHON environ. Ce bâtiment, désigné « Espace Jacques I^{er} d'Aragon », abrite à la fois des équipements publics et des bureaux privés.

Par délibération du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°6 en vue de permettre la réalisation d'un parking d'une capacité d'environ 300 places sur l'îlot M de la ZAC. Le parking prévu a été réalisé en surface avec une capacité de 80 places environ pour des raisons de coût et d'environnement.

A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Par délibération du 25 juillet 2005, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°7 prorogeant la concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2009 afin de permettre à la SERM de mener à bien sa mission, concernant, en particulier, l'achèvement de l'Espace Jacques I^{er} d'Aragon et l'aménagement définitif de la place de la Révolution Française.

La mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) étant supprimée de la concession d'aménagement, un avenant n°8 a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2007 en vue d'autoriser la SERM à confier cette mission à un prestataire extérieur, après mise en concurrence.

Considérant la possibilité de commercialisation à court terme du lot M de la ZAC, situé à l'arrière du bâtiment Etoile Richter, pour permettre la réalisation d'une nouvelle opération de bureaux, un avenant n°9 à la concession d'aménagement a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 27 juillet 2008 prorogeant la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2014.

Compte-tenu du décalage dans le temps de la réalisation de l'opération de bureau sur le lot M (CNFPT), le Conseil municipal a approuvé un avenant n°10 par délibération du 25 novembre 2013, signé le 10 décembre 2013, permettant de proroger les missions de la concession de deux ans, soit jusqu'au 31 décembre 2016.

Par délibération du 5 novembre 2015, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°11 à la concession d'aménagement, signé le 25 novembre 2015, prolongeant les missions de la SERM jusqu'au 31 décembre

Délibération n°V2019-461

2018, pour permettre la construction du siège du CNFPT (lot M).

Par délibération du 20 octobre 2016, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°12 à la concession d'aménagement prorogeant les missions de la SERM jusqu'au 31 décembre 2019 afin de permettre la clôture de cette concession d'aménagement dans les meilleures conditions et permettre de lisser dans le temps la rémunération des opérations de liquidation de la SERM pour les adapter au travail réellement effectué par la société.

Au 31 décembre 2018, les dépenses engagées s'élevaient à 47 137 000 € HT pour un montant total de recettes perçues de 47 461 000 € HT. Le bilan prévisionnel de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 47 461 000 € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2018 de la zone d'aménagement concerté Port Marianne – Richter qui a été établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2018 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 10 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Marie-Hélène SANTARELLI.

Fait à Montpellier, le 27 novembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CRAC

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et aménagement foncier opérationnels

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Rabii YOUSSEUS

ZAC Port Marianne - Rive gauche - Concession d'aménagement Ville-SERM Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018 Avenant n° 7

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Poursuivant le projet urbain de Port Marianne et le développement de son territoire vers l'est, la Ville de Montpellier a décidé au début 2006 d'engager la réalisation d'un nouveau quartier en rive gauche du Lez. Par délibération du 6 novembre 2006, le conseil municipal a dénommé ce nouveau quartier « Port Marianne - Rive gauche ». Conçu comme un écoquartier mettant en œuvre les principes du développement durable, le quartier Port Marianne - Rive gauche est situé dans le prolongement sud du quartier Jacques Cœur, entre le Lez et l'avenue Raymond Dugrand.

Le lancement d'un concours d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre en vue de la conception et de la réalisation de ce nouveau quartier a été acté par délibération du Conseil municipal du 10 mai 2006. A l'issue de ce concours, le Conseil municipal a décidé, lors de sa séance du

15 novembre 2007, de confier le marché d'urbaniste-architecte coordonnateur et le marché de maîtrise d'œuvre de ce quartier à l'équipe Pierre TOURRE (architecte en chef) / Marc RICHIER (paysagiste) / TRIBU (Bureau d'études Energie et développement durable).

Par délibération du 26 mars 2007, le Conseil municipal a défini les objectifs d'aménagement de la ZAC Port Marianne - Rive gauche et a établi les modalités de la concertation avec la population à mettre en œuvre tout au long de l'élaboration du projet. Le projet d'urbanisme voulu dans le cadre de cette ZAC répond notamment aux objectifs suivants :

- réaliser dans le respect des principes du développement durable, un quartier mixte à vocation dominante d'habitat collectif, accueillant également bureaux et commerces,
- développer l'urbanisation nouvelle à proximité du tramway, dans la perspective du passage programmé de la 3^{ème} ligne sur l'avenue Raymond Dugrand,
- répondre aux besoins en matière d'habitat sur cette partie du territoire communal, dans le respect du principe de mixité sociale,
- participer à la requalification de l'avenue Raymond Dugrand et à la composition de la place Pablo Picasso par la création d'un front urbain structuré et ordonnancé,
- aménager les abords du Lez dans le prolongement des aménagements déjà réalisés en privilégiant les continuités piétons et cycles entre le fleuve, l'intérieur du quartier et les quartiers voisins.

Par délibération du 4 février 2008, le Conseil municipal a approuvé le dossier de création de la ZAC Port Marianne - Rive gauche et a dressé le bilan de la concertation préalable.

Une nouvelle phase de concertation a ensuite été organisée durant l'élaboration du dossier de réalisation de la ZAC Port Marianne – Rive gauche. A la suite de cette phase de consultation publique, le Conseil municipal, par délibération du 14 décembre 2009, a établi le bilan définitif de la concertation et arrêté le dossier de réalisation. Par délibérations du 29 mars 2010, le Conseil municipal a ensuite approuvé le dossier de réalisation de la ZAC ainsi que son programme des équipements publics.

A l'issue d'une procédure de mise en concurrence pour la désignation d'un concessionnaire chargé de la réalisation des aménagements de la ZAC, conformément aux dispositions des articles L.300-4 et L.300-5 du code de l'urbanisme, le Conseil municipal a approuvé le

22 décembre 2008 les termes d'une concession d'aménagement à signer avec la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM). Ladite concession a été signée le 7 janvier 2009 puis notifiée à la SERM le 14 janvier 2009.

Un avenant n°1 à cette concession d'aménagement a ensuite été approuvé par délibération du Conseil municipal du 27 juillet 2009 afin de confier à la SERM les études et les travaux nécessaires à la réalisation d'un nouveau pont sur le Lez desservant directement la ZAC Rive gauche. Ce pont, désigné initialement sous l'appellation « pont de la République », devenu depuis « pont André Lévy » assure la jonction entre l'avenue Théroigne de Méricourt et la rue des Acconiers pour l'ensemble des modes de déplacements (motorisés, piétons, cycles, ...), permettant ainsi le maillage des opérations de Port Marianne en rive gauche du fleuve avec celles de la rive droite (Consuls de Mer et l'hôtel de ville, les Aiguerelles, la Restanque, ...). Cet avenant a également permis d'adapter en conséquence le périmètre de la concession pour le rendre conforme à la nouvelle mission de la SERM.

Par délibération du 14 décembre 2009, le Conseil municipal a arrêté le dossier d'enquête parcellaire et le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux et acquisitions nécessaires à la réalisation de la ZAC Port Marianne – Rive gauche. Les enquêtes correspondantes se sont déroulées du 21 juin 2010 au 21 juillet 2010, à l'issue desquelles le commissaire enquêteur désigné par le tribunal administratif a formulé un avis favorable sur le projet proposé. Le Conseil municipal de la Ville de Montpellier s'étant prononcé favorablement sur l'intérêt général du projet lors de sa séance du 4 octobre 2010, Monsieur le préfet de l'Hérault, préfet de la région Languedoc-Roussillon, a ensuite, par arrêté du 10 février 2011, déclaré l'utilité publique de l'opération et prononcé la cessibilité des terrains nécessaires à sa réalisation.

Par délibération du 25 juillet 2011, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé les termes d'un avenant n°2 permettant à la SERM d'engager des études complémentaires liées au volet hydraulique de l'opération et de modifier sa rémunération en conséquence. Cet avenant a également acté la modification de l'échéancier de versement de la participation de la Ville à la concession d'aménagement pour la réalisation du pont André Lévy.

Par délibération du 23 juillet 2012, un avenant n°3 à la concession d'aménagement a été approuvé afin de modifier le montant et l'échéancier de versement de la participation financière de la Ville, permettant ainsi d'intégrer au bilan de l'opération une actualisation des coûts de réalisation du pont André Lévy ainsi que la part de la Ville au financement des actions Ecocité, non prévues dans le bilan initial.

Un avenant n°4 permettant de réduire le montant de la participation de la Ville de 200 000 € et de modifier son échéancier de versement a été approuvé par délibération du 25 novembre 2013 et signé le 10 décembre 2013.

Un avenant n°5 à la concession, signé le 16 décembre 2016, a permis d'intégrer au programme de l'opération un nouveau complexe communal composé d'une crèche, d'une Maison pour Tous et d'un relais d'assistantes maternelles.

L'avenant n°5 a également permis d'ajuster, compte-tenu de l'intégration de ces nouveaux équipements publics, le programme prévisionnel global des constructions pour le ramener à 110 000 m² de SDP, au lieu de 140 000 m² initialement. Enfin, il a également prorogé la durée de la concession de la SERM jusqu'au 31 décembre 2022 et introduit une nouvelle rémunération correspondant à la gestion des demandes d'implantations commerciales sur le quartier.

Pour donner suite à de nouvelles études menées en 2017 sur le nouveau complexe communal, le coût global de cet équipement, initialement fixé à 6 750 000 €HT (soit 8 100 000 €TTC) a été réajusté à 6 000 000 €HT (soit 7 200 000 €TTC) : en conséquence, la participation de la Ville correspondant à cet équipement a dû être revue à la baisse. Par conséquent, un avenant n°6 au traité de concession, signé le 17 décembre 2018, a permis de modifier le montant de la participation de la Ville aux équipements publics de la ZAC ainsi que l'échéancier de versement de cette participation jusqu'en 2022.

Cette opération est actuellement en cours de réalisation : aussi, pour permettre sa poursuite, la durée de la concession d'aménagement, prévue à ce jour jusqu'en 2022, doit être prolongée de 5 ans jusqu'au 31 décembre 2027. Cette modification fait l'objet d'un avenant n°7 au traité de concession qu'il est proposé de soumettre à l'approbation du Conseil municipal.

Au 31 décembre 2018, les dépenses engagées s'élevaient à 28 298 000 € pour un montant total de recettes perçues de 32 836 000 €. A la même date, le bilan prévisionnel global s'équilibre en recettes et en dépenses à hauteur de 46 629 000 €, sans évolution par rapport au bilan précédent.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2018 de la zone d'aménagement concerté Port Marianne – Rive gauche, établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2018 ;
- d'approuver les termes d'un avenant n°7 à la concession d'aménagement permettant de proroger la concession d'aménagement de 5 ans jusqu'au 31 décembre 2027.
- de prendre acte du document joint identifiant les cessions effectuées dans le cadre de la concession de la ZAC Port Marianne – Rive gauche du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018.
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

Délibération n°V2019-462

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 10 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Marie-Hélène SANTARELLI.

**Fait à Montpellier, le 27 novembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Bilan synthèse CRAC
- Tableau cessions
- Avenant n°7
- CRAC

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et aménagement foncier opérationnels

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Rabii YOUSSEF

ZAC du Coteau - Concession d'aménagement Ville/SA3M Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018 Avenant n° 1

Madame l'Adjointe déléguée à l'Urbanisme opérationnel, Chantal MARION, rapporte :

Par délibération du 3 octobre 2011, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé la création de la ZAC du Coteau, située au sud du quartier de Malbosc et à l'Est du parc Malbosc.

S'inscrivant dans une logique de développement durable, le projet d'aménagement de ce nouveau quartier vise particulièrement les objectifs suivants :

- réaliser un quartier mixte à dominante d'habitat collectif accueillant également des commerces et des services tout en s'insérant dans le tissu urbain dense et structuré des quartiers voisins, notamment celui de Malbosc ;
- développer un nouveau quartier à proximité des lignes 1 et 3 du tramway, conformément aux orientations du schéma de cohérence territoriale ;
- répondre aux besoins en matière d'habitat, toujours très importants, exprimés sur cette partie de la commune dans le respect du principe de mixité sociale mis en œuvre par la Ville dans l'ensemble de ses nouveaux quartiers depuis près de 30 ans ;
- aménager ce nouveau quartier dans le prolongement des aménagements déjà réalisés en ayant une attention toute particulière sur le traitement des espaces publics (conception paysagère de la rue, de la coulée verte, ...), en privilégiant les continuités favorisant les modes de déplacements doux (piétons et cycles) et en s'appuyant sur une conception innovante et sobre d'un nature entre rusticité et domesticité ;
- achever l'accroche du quartier Mosson au reste de la ville ;

- accompagner l'aménagement du parc Malbosc par un traitement respectueux de sa lisière.

En vue de préciser les conditions de réalisation de cette opération et afin d'en améliorer la faisabilité, la Ville de Montpellier a décidé de lancer un programme d'études complémentaires.

Conformément aux dispositions des articles L 300-3 du Code de l'urbanisme, la Ville de Montpellier, par décision n°2015/0177 en date du 29 mai 2015, a confié à la SAAM (Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier), devenue S.A.3.M. (Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole) dans le cadre d'un mandat d'études, le soin de faire réaliser en son nom et pour son compte un ensemble d'études et de mener une procédure de concours afin de désigner l'architecte-urbaniste-paysagiste coordonnateur de la ZAC sur la base d'un plan guide.

Par décision du 27 décembre 2016, reçue en Préfecture le 28 décembre 2016, la Ville de Montpellier, a désigné le groupement DEVILLERS & Associés / IMAGINE Architectes / Les ENR (devenus VIZEA) / ALPHAVILLE / ARTELIA lauréat du concours d'urbanisme en vue de la conception et le suivi de la ZAC du Coteau en qualité d'architecte-urbaniste-paysagiste coordonnateur de la ZAC.

Soucieuse de maîtriser le développement de son territoire et au regard de la complexité du projet qui tient notamment aux caractéristiques paysagères et géographiques remarquables de ce secteur et à leur nécessaire préservation, la Ville de Montpellier a souhaité confier la mise en œuvre de ce projet, à un opérateur public spécialisé dans le cadre d'une concession d'aménagement.

Aussi par délibération du 22 juin 2017, la Ville a confié cette opération à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), société publique locale.

L'année 2017 a permis à la SA3M d'acquérir le foncier auprès de l'Etablissement Public Foncier.

L'année 2018 a été marquée par l'avancée des études pré-opérationnelles en vue d'aboutir à un dossier de réalisation courant 2020.

L'ajustement du montant des travaux, l'adaptation de la part de logements sociaux prévisionnelle du nouveau PLH, passant de 30 à 33% et l'ajustement des recettes ont conduit à légèrement modifier le montant total du bilan.

Aussi, il est proposé d'augmenter le bilan financier prévisionnel de l'opération, à 187 000 € HT, le portant à 44 855 000 €HT en dépenses et recettes. Cette évolution n'engendre pas de participation de la Ville de Montpellier.

Enfin, à la demande du concédant, l'aménageur va mettre en place une plateforme de services à l'échelle de l'opération d'aménagement. Dans le cadre de la ville connectée, cette démarche repose sur deux éléments :

- mettre en place un ensemble de capteurs et d'infrastructures réseau dans les bâtiments créés sur les différents quartiers pilotés par la SERM et la SA3M permettant d'améliorer le quotidien des usagers (visiophonie / contrôle d'accès, énergie, eau, sécurité, stationnement, domotique, santé...). Ce travail sera réalisé par les différents constructeurs, piloté et coordonné par l'aménageur.
- créer une plateforme de services permettant de mettre à disposition un ensemble de services issus des données remontées par les capteurs mais également de données plus générales mises à dispositions par d'autres partenaires (TAM, Métropole, partenaires privés).

Ceci permettra pour chaque quartier concerné de créer un véritable « portail numérique de quartier ».

Les dépenses relatives à la conception et la mise en place de cette plateforme qui ne sont pas prises en charge par les opérateurs-constructeurs seront intégrées à l'opération d'aménagement (ces dépenses seront partagées entre les différentes opérations concernées, au prorata des m² à construire).

Le projet d'avenant n° 1 à la concession d'aménagement propose d'intégrer cette nouvelle mission de

l'aménageur pour un montant de 76 000 €HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité, de la zone d'aménagement concerté du Coteau qui a été établi au 31 décembre 2018 par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), concessionnaire de la Métropole ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération tel qu'établi par la SA3M au 31 décembre 2018 ;
- de prendre acte du document joint identifiant les acquisitions effectuées dans le cadre de la concession de la ZAC du Coteau du 1er janvier au 31 décembre 2018 ;
- d'approuver l'avenant n°1 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire ;

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 10 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 27 novembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CRAC 2018
- Synthèse Bilan 2018
- Acquisitions 2018
- Avenant n°1

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 21 novembre 2019**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme et aménagement
foncier opérationnels**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Rabii YOUSSEF

**ZAC Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI)
Concession d'aménagement Ville/SA3M
Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018
Approbation de l'avenant n° 9**

Madame l'Adjointe déléguée à l'Urbanisme opérationnel, Chantal MARION, rapporte :

Dans le cadre de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) et de la réforme de la carte militaire, l'Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI) a fermé ses portes à l'été 2010.

La Ville a décidé de répondre immédiatement en engageant de façon volontariste la transformation de ce site désaffecté pour le remobiliser au service de son développement, de son rayonnement et de la création d'emploi.

Il s'agit là d'une opportunité exceptionnelle de réaménager un site stratégique de 35 hectares au potentiel remarquable situé à proximité du centre-historique, doté d'un important patrimoine militaire et d'un vaste parc, auquel les montpelliérains témoignent un fort attachement. Par sa situation et son échelle, ce site est plus que tout autre, susceptible de devenir un "démonstrateur" de l'urbanisme du 21^{ème} siècle en étant aux années 2010 ce qu'Antigone a été aux années 1980, le signal d'un nouvel élan.

En date du 6 avril 2012, la Ville de Montpellier a acquis auprès de l'Etat le foncier de l'ancienne EAI d'une superficie de 356.019 m².

Soucieuse de maîtriser le développement de ce territoire et eu égard à la complexité du projet, la Ville, par délibération en date du 25 juin 2012, a confié à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), l'opération de reconversion de l'E.A.I. sous la forme d'une concession d'aménagement.

Pour une bonne articulation du projet avec son environnement urbain, cette concession d'aménagement porte sur un périmètre opérationnel élargi. Elle prévoit, sur les terrains de l'ancienne EAI, la réalisation de 214.000 m² de surface de plancher comprenant 2 500 logements, 30 000 m² d'activités et de commerces, un programme d'équipements publics intégrant la réalisation d'un groupe scolaire et d'une crèche ainsi que la création d'un parc de plus de 20 hectares, des voies nouvelles et tous les réseaux nécessaires à l'aménagement de la zone. La SA3M a acquis auprès de la Ville une partie de l'ensemble immobilier acquis par celle-ci auprès de l'Etat en reprenant à son compte tous les engagements pris par la Ville suite aux accords passés avec l'Etat.

Par délibération du 25 novembre 2013, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°1 reventilant le montant annuel des versements de la participation de la Ville et intégrant une mission de gestion immobilière.

Par délibération du 11 décembre 2014, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°2 ajustant le programme de l'opération aux objectifs politiques de la nouvelle municipalité (agrandissement du parc de 15 à 20 ha, réduction de l'emprise constructible).

Par délibération du 5 novembre 2015, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°3 pour acter l'évolution de l'échéancier de versement de la participation du concédant, sans évolution du montant global.

Par délibération du 31 mars 2016, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°4 pour intégrer la réalisation d'un groupe scolaire dans l'opération.

Par délibération du 20 octobre 2016, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°5 pour intégrer les missions de suivi par l'aménageur des demandes d'implantation commerciales dans les immeubles existants.

Par délibération du 3 novembre 2017, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°6 pour intégrer une diminution des surfaces cessibles et une augmentation de la part de logement social de 25% à 30%, générant une augmentation de la participation de la Ville de 2 000 000 et portant celle-ci à 38 900 000 €HT.

Par délibération du 3 avril 2018, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°7 pour allonger la durée de la concession d'aménagement de 5 ans, portant à 20 ans la durée globale de la concession.

Par délibération du 25 octobre 2018, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°8 pour intégrer une augmentation de 800 000 € de la participation d'équilibre de la Ville pour le renforcement du réseau AEP, portant la participation de la Ville à l'opération à 39 700 000 €HT.

L'année 2018 a permis de mener les études nécessaires à la finalisation du dossier de réalisation de la Zac approuvé en juin 2018 et du dossier de demande d'autorisation Environnementale pour les aménagements hydrauliques du parc Montcalm soumis à enquête publique du 20 décembre 2018 au 25 janvier 2019. Elle a également permis de mettre au point le PRO/DCE et de poursuivre l'établissement des fiches de lots de la tranche 1 de l'opération. L'affinement des études et la poursuite de la concertation avec le public ont conduit à une réduction de l'emprise du projet dans le secteur dit « Chasseurs » au profit du parc Montcalm, dont la surface sera augmentée de 1,3 hectare le long du Lantissargues. Par ailleurs, pour se mettre en conformité avec le nouveau Plan local de l'Habitat, la part de logement social passera de 30% à 33%.

Les travaux réalisés en 2018 ont concerné la mise en sécurité et le raccordement de la Halle créative Tropisme qui a ouvert ses portes en janvier 2019, la viabilisation de la phase 1 de la caserne, la construction de l'école associative occitane Dau Chivalet et de la première tranche du groupe scolaire Jeanne Moreau mis en service en septembre 2019, et la maintenance et le gardiennage du site.

En juillet 2018, dans le cadre de la stratégie d'accueil des Industries Culturelles et Créatives, un premier lot a été vendu pour permettre l'implantation de l'Ecole Supérieure des Métiers Artistiques (ESMA).

Enfin, à la demande du concédant, l'aménageur va mettre en place une plateforme de services à l'échelle de l'opération d'aménagement. Dans le cadre de la ville connectée, cette démarche repose sur deux éléments :

- Mettre en place un ensemble de capteurs et d'infrastructures réseau dans les bâtiments créés sur les différents quartiers pilotés par la SERM et la SA3M permettant d'améliorer le quotidien des usagers (visiophonie / contrôle d'accès, énergie, eau, sécurité, stationnement, domotique, santé...). Ce travail sera réalisé par les différents constructeurs, piloté et coordonné par l'aménageur.

- Créer une plateforme de services permettant de mettre à disposition un ensemble de services issus des données remontées par les capteurs mais également de données plus générales mises à dispositions par d'autres partenaires (TAM, Métropole, partenaires privés).

Ceci permettra pour chaque quartier concerné de créer un véritable « portail numérique de quartier ».

Les dépenses relatives à la conception et la mise en place de cette plateforme qui ne sont pas prises en charge par les opérateurs-constructeurs seront intégrées à l'opération d'aménagement (ces dépenses seront partagées entre les différentes opérations concernées, au prorata des m² à construire).

L'ensemble de ces dispositions fait l'objet d'un avenant n° 9 pour un montant de 117 000 € à la concession d'aménagement.

Le nouveau bilan financier de l'opération d'aménagement de l'EAI est en diminution de 1 359 000 €HT en dépenses et en recettes, essentiellement pour intégrer une réduction de l'emprise constructible sur le secteur « Chasseurs » et un ajustement de la part de logement social.

Le bilan présenté s'établit donc à 103 541 000€ HT en dépenses et en recettes, dont 30 261 000 €HT réalisés en dépenses et 17 146 000 €HT réalisés en recettes au 31 décembre 2018.

La participation de la Ville est augmentée de 2 286 000 €HT pour compenser le solde négatif lié à la nouvelle programmation du PLH et à la réduction de l'emprise constructible sur « Chasseurs ». Elle est portée à 41 986 000 €HT, ce qui nécessite l'approbation d'un avenant n°9.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2018 établi par la Société d'aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SA3M), concessionnaire de la Ville, joint à la présente délibération ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération tel qu'établi par la SA3M au 31 décembre 2018, joint à la présente délibération ;
- d'approuver l'avenant n°9 à la concession d'aménagement, joint à la présente délibération ;
- de prendre acte des documents identifiant les acquisitions et cessions effectuées par la SA3M entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2018, joints à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 47 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 10 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Stéphanie JANNIN, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 27 novembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 01945_CRAC_2018_VD.pdf
- 01945C_Bilan Synthese.pdf
- CESSIONS 2018 - 1945.EAI.pdf
- 01945_AVENANT 9 EAI_2019_VD.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et aménagement foncier opérationnels

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Rabii YOUSSEF

ZAC des Grisettes - Concession d'aménagement Ville/SERM Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du 25 juillet 2003, le Conseil municipal a lancé la procédure de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) des Grisettes, située au sud-ouest de Montpellier, entre l'avenue du Colonel Pavelet et le parc public du Mas Nouguier.

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a approuvé la création de la ZAC des Grisettes par délibération du 20 décembre 2005.

D'une superficie de 20 hectares environ, cette opération prévoit, dans un objectif de mixité urbaine, la construction d'environ 1 900 logements sous forme d'immeubles d'habitat collectif diversifiés, accompagnés de commerces et de bureaux. Le programme global des constructions est de 150 000 m² de Surface De Plancher (SDP) dont 15 000 m² de bureaux et de commerces en rez-de-chaussée. Le quartier s'organise autour de deux axes structurants : la grande Rambla et la petite Rambla, espaces publics majeurs du quartier. Cette opération a contribué également au développement des équipements dans le quartier, avec la reconstruction en septembre 2013 du groupe scolaire Beethoven à proximité, et la création d'un parc public, l'agriparc du Mas Nouguier. De même, la nouvelle clinique Saint Roch implantée le long de l'avenue du Colonel Pavelet en 2016 participe au dynamisme de ce secteur.

Par délibération du 6 novembre 2006, le Conseil municipal a, par ailleurs, approuvé le contrat de concession d'aménagement confiant à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) la réalisation de

la ZAC des Grisettes.

Par délibération du 24 avril 2008, le Conseil Municipal a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC, et le programme des équipements publics de la ZAC a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 4 juin 2008.

Par la suite, le Conseil municipal a prononcé l'intérêt général de cette opération et a adopté la déclaration de projet relative à cette ZAC par délibération du 9 février 2009. Le projet a fait l'objet d'une autorisation au titre de la loi sur l'eau par arrêté préfectoral du 10 septembre 2009.

Le foncier de la ZAC est totalement maîtrisé depuis 2013.

L'année 2018 a été marquée par la livraison des programmes de logements de la tranche 7 (lot 5F et 5E). Cette dernière tranche intègre deux programmes majeurs dont les travaux se sont poursuivis durant cette année : le lot 1A1 situé à l'entrée de la ZAC comprenant 100 logements libres et aidés, un rez-de-chaussée commercial d'environ 2 000m² (dont des halles privées) et du stationnement mutualisé en sous-sol ouvert aux utilisateurs extérieurs, ainsi qu'une opération de 40 logements dédiée en totalité au logement abordable sur le lot 5D.

Les 7 tranches de la ZAC sont aujourd'hui quasiment livrées, reste un dernier lot à proximité de l'agriparc du Mas Nouguier et les travaux de la tranche 7 sont en cours de finalisation.

La réflexion urbaine s'est poursuivie sur un pôle de bureaux et la construction d'un parking en lieu et place du parking relais les Sabines. Des études techniques seront menées en 2020 en collaboration avec Montpellier Méditerranée Métropole.

Au 31 décembre 2018, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 42 221 000 € HT et les recettes perçues à 46 537 000 € HT.

Le bilan prévisionnel de l'opération s'équilibre en dépenses et en recettes à 46 731 000 € HT, en légère augmentation par rapport au bilan précédent. Cette hausse de 130 000 € HT s'explique par la prise en compte de l'actualisation du montant des travaux de Voirie et Réseaux Divers (VRD) restant à réaliser et à l'augmentation de la rémunération aménageur induite.

Le montant du fonds de concours de 7 048 000 € HT reste inchangé.

Le montant des recettes est en hausse grâce à la bonne commercialisation des droits à bâtir.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018 de la ZAC des Grisettes, établi par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2018 ;
- de prendre acte du document joint identifiant les cessions effectuées dans le cadre de la concession de la ZAC des Grisettes, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 10 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Marie-Hélène SANTARELLI.

Fait à Montpellier, le 27 novembre
2019

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 01426_CRAC_2018_VD.pdf

- 01426 SYNTHÈSE.pdf

- CESSIONS 2018 -1426.GRISETTES.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et aménagement foncier opérationnels

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Rabii YOUSSEUS

ZAC Malbosc - Concession d'aménagement Ville/SERM Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs desservis par la ligne de tramway n° 1, le Conseil municipal a confié un mandat d'étude à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) par délibération du 2 juin 1998, concernant le secteur de Malbosc situé à l'ouest de la route de Grabels.

Par délibération du 26 février 1999, le Conseil municipal a lancé la zone d'aménagement concerté (ZAC) Malbosc. Cette opération, d'une superficie de 38 hectares, a pour principaux objectifs :

- de répondre aux besoins en logements dans le secteur nord-ouest de la ville. A ce titre, le programme de la ZAC de Malbosc prévoit environ 2100 logements répartis en différents types : collectifs, intermédiaires et, de façon plus marginale, individuels ;
- de constituer un quartier équilibré et animé : outre les logements, ce quartier comprend des commerces, des activités et services, deux groupes scolaires. Il est desservi par une station de tramway, autour de laquelle est organisé un vaste espace public sur lequel a ouvert en 2009 la Maison pour tous Rosa Parks ;
- de poursuivre l'intégration du quartier Mosson à la ville : la ZAC de Malbosc est très bien reliée aux nombreux équipements publics du quartier Mosson (Maisons pour tous Léo Lagrange et Georges Brassens, centre nautique, théâtre Jean Vilar, médiathèque Jean-Jacques Rousseau, stade et piscine de la Mosson...). De plus, ce nouveau quartier s'ouvre sur le parc de Malbosc qui, à terme, couvrira 30 hectares et offrira de multiples activités de plein air ;
- de mettre en valeur un site exceptionnel : la proximité du parc public, du Château d'Ô, des boisements de

Délibération n°V2019-466

l'aqueduc Saint Clément ou des mas proches de la rue Henri Lagatu, la topographie remarquable offrant des vues panoramiques proches et lointaines, sont autant d'éléments mis en valeur dans l'aménagement du nouveau quartier.

Le plan de composition de ce nouveau quartier prévoit un pourcentage important d'espaces verts publics et privés (56% de la surface de l'opération), avec notamment une coulée verte au centre, permettant de relier le parc public de Malbosc à la place centrale s'ouvrant sur la station du tramway.

Par délibération du 30 septembre 1999, le Conseil municipal a approuvé le dossier de création de la ZAC de Malbosc et le traité de concession Ville-SERM concernant les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de l'opération.

Par délibération du 29 septembre 2000, le Conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC de Malbosc valant déclaration d'utilité publique et notamment le programme des équipements publics à réaliser dans la zone, le plan d'aménagement de zone et les modalités prévisionnelles de financement de l'opération.

En application de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain, un avenant n° 1 a été signé le 6 septembre 2001. Il avait pour objet de transformer le traité et le cahier des charges de convention en convention publique d'aménagement et de définir les modalités d'association de l'aménageur aux études d'évolution du plan local d'urbanisme.

Par délibération du 24 septembre 2002, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n° 2 à la convention publique d'aménagement qui intégrait une participation de la Ville au bilan de l'opération en vue de réaliser une part des ouvrages de rétention hydraulique nécessités par l'imperméabilisation des terrains du nouveau quartier. Suite à la loi n° 2005-809 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Par délibération du 25 juillet 2005, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n° 3 à la concession d'aménagement qui permettait d'ajuster la rémunération de la SERM, afin de tenir compte des évolutions des coûts du foncier.

La mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) étant supprimée de la concession Ville-SERM, le Conseil municipal a approuvé le 26 juillet 2007 l'avenant n° 4 autorisant la SERM à confier cette mission à un prestataire extérieur, après mise en concurrence et prolongeant la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2015.

Par ailleurs, le 4 février 2008, le Conseil municipal a approuvé la modification du programme des équipements publics, permettant d'intégrer la réalisation de trois nouveaux équipements : la Maison pour tous « Rosa Lee Parks », la crèche « La Petite Sirène » et le groupe scolaire modulaire provisoire « François Rabelais ».

Par délibération du 23 juillet 2012, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n° 5 à la concession d'aménagement qui permettait d'inscrire une augmentation de la participation pour un montant de 180 000 € HT correspondant à des travaux de reprises complémentaires à réaliser sur les voiries et réseaux de la ZAC.

Par délibération du 5 novembre 2015, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n° 6 pour proroger la concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2017, afin de poursuivre la remise des ouvrages publics à la collectivité.

Par délibération du 20 octobre 2016, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n° 7 pour proroger la concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2019 et achever les dernières opérations en cours et procéder à la remise des ouvrages publics à la collectivité.

La place Pierre Waldeck Rousseau a été inaugurée en juin 2017, le dernier programme de logements privés

ayant été livré le long de la rue de Malbosc.

Par délibération du 25 octobre 2018, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n° 8 pour proroger la concession d'aménagement d'un an jusqu'au 31 décembre 2020 et augmenter la participation de la Ville à l'opération de 300 000 €.

Des sommes sont provisionnées sur 2019 et 2020 pour permettre de finaliser les aménagements d'espaces publics (cheminements piétons, paysagement de la place Pierre Waldeck Rousseau, ...) et de rémunérer l'aménageur, notamment pour les opérations de clôture de l'opération d'aménagement.

Le montant global du bilan qui est présenté est inchangé et s'établit à 54 559 000 € en dépenses et en recettes, dont 54 012 000 € réalisés en dépenses et 54 252 000 € réalisés en recettes au 31 décembre 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité, de la zone d'aménagement concerté Malbosc qui a été établi au 31 décembre 2018 par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), concessionnaire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2018 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 10 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Marie-Hélène SANTARELLI.

Fait à Montpellier, le 27 novembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CRAC 2018
- Synthèse Bilan 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et aménagement foncier opérationnels

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALLANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Rabii YOUSSEUS

ZAC Nouveau Saint Roch - Concession d'aménagement Ville/SERM Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018 Avenant n° 8

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Lors du Conseil municipal du 4 février 2008, la Ville a adopté le principe de réalisation du futur quartier Nouveau Saint-Roch sous forme de zone d'aménagement concerté (ZAC) et a défini les objectifs d'aménagement de l'opération ainsi que les modalités relatives à la concertation du public.

Son périmètre, de plus de 15 hectares, est délimité approximativement par le pont de Lattes au nord, la rue Colin à l'est, le boulevard Vieussens au sud et l'avenue de Maurin à l'ouest. Il comprend notamment les emprises libérées par la SNCF et RFF, aujourd'hui en friches ou sous-utilisées compte tenu de leur situation.

L'aménagement de ces terrains permettra la naissance d'un nouveau quartier constituant un atout pour le centre-ville, avec la construction d'environ 1300 à 1500 logements, de commerces et de bureaux, s'articulant autour d'un parc d'environ 1,5 hectares, dénommé René Dumont.

Ce quartier est de plus extrêmement accessible, en particulier par les transports collectifs : il comprend le projet d'extension et de modernisation de la gare Saint-Roch, livrée mi-octobre 2014 et les quatre lignes de tramways le desservent.

Le Conseil municipal du 24 juillet 2008 a approuvé, à la vue du bilan de la concertation alors réalisée, le dossier de création de la ZAC Nouveau Saint-Roch.

Par ailleurs et à l'issue d'une procédure de mise en concurrence pour la désignation d'un concessionnaire chargé de la réalisation des aménagements de la ZAC, conformément aux dispositions des articles L. 300-4 et L. 300-5 du Code de l'urbanisme, le Conseil municipal a approuvé le 4 mai 2009 les termes d'une concession d'aménagement qui a dès lors été signée avec la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM).

Une nouvelle phase de concertation a ensuite été organisée durant l'élaboration du dossier de réalisation de la ZAC Nouveau Saint-Roch. Le Conseil municipal, par délibération du 26 juillet 2010, a établi le bilan définitif de la concertation et arrêté le dossier de réalisation. En conséquence, par délibération du 4 octobre 2010, le Conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC ainsi que son programme des équipements publics.

Dès 2015, une nouvelle ambition en matière d'accueil d'entreprises est proposée pour ce quartier, véritable vitrine économique aux portes de la gare centrale.

L'année 2018 a été marquée par l'obtention des permis de construire des lots 3 et 4 ainsi que les lots 7.1, 7.2 et 7.3 et le lancement de l'aménagement du parc René Dumont.

Dans ce cadre, le pôle tertiaire constitué de trois bâtiments linéaires le long des voies ferrées accueillera des entreprises en lien avec la ville intelligente offrant des espaces de co-working, des bureaux et un hôtel innovant. Cet ensemble a fait l'objet d'ateliers architecturaux, rassemblant les porteurs de projet, les architectes et l'Architecte des Bâtiments de France afin d'optimiser l'accueil d'entreprises et la forme urbaine.

De plus, dans le cadre de la politique de transition énergétique, la collectivité souhaite développer un ambitieux programme de production thermique solaire notamment sur le dernier étage du parking Saint Roch avec l'installation de panneaux photovoltaïques.

Au 31 décembre 2018, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 46 167 000 € et les recettes perçues à 39 121 000 €.

Le bilan prévisionnel de l'opération s'équilibre en dépenses et en recettes à 66 924 000€, sans évolution par rapport au bilan précédent.

Le projet de véloparc (pôle service vélos) à proximité immédiate de la gare a été intégré à la concession d'aménagement par avenant n° 7 du 17 décembre 2018, approuvé par délibération du Conseil municipal du 25 octobre 2018, moyennant le versement d'une participation de 700 000 € HT de Montpellier Méditerranée Métropole. L'avenant n° 8 proposé a pour objectif de modifier l'échéancier du versement du montant de cette participation affectée au financement du véloparc.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2018 de la zone d'aménagement concerté Nouveau Saint Roch, établi par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2018 ;
- d'approuver les termes de l'avenant n° 8 à la concession d'aménagement modifiant l'échéancier du montant de la participation de Montpellier Méditerranée Métropole pour la réalisation du véloparc ;
- de prendre acte des documents joints identifiant les acquisitions et les cessions effectuées dans le cadre de la concession de la ZAC Nouveau Saint Roch du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 10 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Marie-Hélène SANTARELLI.

**Fait à Montpellier, le 27 novembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CRAC 2018

- Avenant n°8

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et aménagement foncier opérationnels

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASILVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Claire HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Rabii YOUSSEUS

ZAC Ovalie - Concession d'aménagement Ville/SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2018)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a décidé par délibération du 26 juin 2003 de lancer la procédure de la zone d'aménagement concerté (ZAC) Ovalie.

Par délibération du 3 juin 2004, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a confié une convention publique d'aménagement à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Par délibération du 28 février 2005, le Conseil municipal a approuvé, d'une part, le dossier de réalisation de la ZAC, d'autre part, le programme des équipements publics.

Par arrêté préfectoral en date du 13 avril 2005, les travaux et acquisitions foncières nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie ont été déclarés d'utilité publique.

Suite à la loi n° 2005-809 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Délibération n°V2019-468

Cette opération, d'une superficie de 32 hectares, est bordée par l'avenue de Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et le ruisseau du Rieucoulon à l'ouest. Elle a pour objectif d'offrir une offre de logements diversifiée, dans un cadre paysagé de qualité. Doté de commerces et services de proximité, et de nombreux équipements publics (crèche, groupe scolaire, EHPAD, parcs), ce nouveau quartier de 3300 logements à terme marquera l'entrée sud-ouest de la ville et la transition entre les espaces naturels et agricoles de la vallée du Rieucoulon et les tissus urbains constitués de Montpellier.

La proximité du complexe de rugby Yves du Manoir, équipement métropolitain, participe de la valorisation de ce secteur de la ville. Le prolongement de la rue de Bugarel jusqu'à la rue du Pas du Loup permet quant à lui d'assurer une liaison forte avec le quartier de Bagatelle.

Par délibérations du 29 septembre 2005 et du 26 juillet 2007, le Conseil municipal a respectivement approuvé un avenant n° 1 à la concession d'aménagement fixant les conditions économiques et administratives propres aux acquisitions foncières et conduisant à adapter les rémunérations de la SERM, et un avenant n° 2 autorisant la SERM à confier la mission "Sécurité et Protection de la Santé" à un prestataire extérieur après mise en concurrence.

Par délibération en date du 20 octobre 2016, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 3 à la concession d'aménagement prolongeant sa durée de 3 ans jusqu'au 31 décembre 2024, sans participation supplémentaire du concédant et sans modification de la convention d'avance de trésorerie (avances infra-annuelles consenties par la ville conformément à l'article L. 1523-2, 4°, du Code général des collectivités territoriales).

Le bilan qui est présenté s'établit, au 31 décembre 2018, à 84 851 000 € HT en dépenses et 84 851 000 € HT en recettes, dont 75 429 000 € HT réalisés en dépenses et 70 796 000 € HT réalisés en recettes.

Le bilan est augmenté de 284 000 € HT en dépenses en raison notamment de l'actualisation des coûts de travaux. Cette hausse des dépenses est compensée par une augmentation des recettes de charges foncières.

La participation d'équilibre de la Ville reste inchangée : elle s'établit toujours à 3 600 000 € HT. Elle est soldée depuis 2013.

La convention d'avance de trésorerie, qui court jusqu'au 31 décembre 2018, est inchangée.

Un document identifiant les acquisitions et cessions effectuées par la SERM entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2018 est présenté en annexe de la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de prendre acte du compte-rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2018 de la ZAC Ovalie, établi par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2018 ;
- de prendre acte des documents joints identifiant les cessions et les acquisitions effectuées dans le cadre de la concession de la ZAC Ovalie du 1^{er} janvier et le 31 décembre 2018 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 47 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 10 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Stéphanie JANNIN, Mme Marie-Hélène SANTARELLI.

Fait à Montpellier, le 27 novembre
2019

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 01420_CRAC_2018_VD.pdf

Accusé de réception — Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et aménagement foncier opérationnels

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Rabii YOUSSEUS

Petit Bard - Concession d'aménagement Ville/SERM Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018- Avenant n° 12 à la concession Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2018)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre du premier Programme National de Rénovation Urbaine lancé en 2004, la Ville de Montpellier a élaboré, dans les années qui ont suivi, en partenariat avec l'Etat - ANRU, les autres collectivités locales et la Caisse des dépôts et consignation, un projet de rénovation urbaine portant sur trois quartiers prioritaires au titre de la politique de la ville : la Mosson, le Centre et les Cévennes (Petit Bard - Pergola).

La Convention Territoriale de Rénovation Urbaine pour le quartier des Cévennes a ainsi été signée le 25 novembre 2005.

Il s'agissait d'un ambitieux projet de rénovation urbaine du quartier (Petit Bard - Pergola), devant permettre :

- d'améliorer les conditions de vie des habitants,
- de réaliser une mixité résidentielle et fonctionnelle comme support de la mixité sociale,
- de restructurer le quartier (création de nouvelles voiries et de nouveaux équipements, réaménagement des voiries existantes, création d'une centralité commerciale, ...) et de l'ouvrir sur la ville,
- de rénover complètement l'habitat dans le sous-secteur du Petit Bard (scission de l'ensemble privé dégradé du Petit Bard en plusieurs copropriétés pour en faciliter la gestion, réhabilitation de 390 logements privés répartis sur 8 copropriétés, démolition de 462 logements privés dégradés, reconstruction sur site de 247 logements sociaux et d'environ 250 logements privés)
- et d'offrir aux habitants du quartier un parcours résidentiel.

Par délibération en date du 25 juillet 2005, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé les termes d'une

Délibération n°V2019-469

concession d'aménagement, notifiée le 8 septembre 2005, confiant au Groupement d'Intérêt Economique Sud Habitat (GIE) la réalisation du projet de rénovation urbaine quartier du Petit Bard – Pergola.

Par arrêté préfectoral n°2006-01-2633 du 5 octobre 2006 de Monsieur le Préfet de la région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault, les enquêtes publiques conjointes préalables à la déclaration d'utilité publique et parcellaire ont été ouvertes dans le cadre de l'opération de rénovation urbaine des Cévennes (Petit Bard – Pergola) – 1° phase.

Les enquêtes publiques conjointes préalables à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) et parcellaire se sont tenues du 14 novembre 2006 au 14 décembre 2006.

Par délibération en date du 26 mars 2007, et faisant suite à la décision de l'assemblée générale du GIE Sud Habitat de dissoudre le groupement, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la résiliation amiable de la concession d'aménagement relative à la rénovation urbaine du Petit Bard – Quartier Cévennes, notifiée le 8 septembre 2005 au GIE.

Par délibération en date du 26 mars 2007, le Conseil municipal a confié une concession d'aménagement à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), pour la réalisation d'une opération d'aménagement s'inscrivant dans le cadre du projet de rénovation urbaine pour le quartier Cévennes (Petit Bard - Pergola).

Par arrêté préfectoral n°2007-01-939 du 14 mai 2007, Monsieur le Préfet de la région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault, a déclaré d'utilité publique la rénovation du quartier du Petit Bard – 1° phase, et cessibles en urgence les immeubles bâtis et non bâtis nécessaires à ladite opération au profit de la ville de Montpellier et de son concessionnaire, la SERM.

Par arrêté préfectoral n°2011-I-1538 du 11 juillet 2011, Monsieur le Préfet de la région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault, a déclaré d'utilité publique le projet de rénovation urbaine du quartier Cévennes (Petit Bard - Pergola) – 2° phase. Par arrêté préfectoral n°2011-I-1988 du 13 septembre 2011, Monsieur le Préfet de la région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault, a déclaré cessibles en urgence les biens et droits immobiliers bâtis ou non bâtis nécessaires à la réalisation de ce projet au profit de la ville de Montpellier ou de son concessionnaire, la SERM.

Par arrêté préfectoral n°2012-I-524 du 5 mars 2012, Monsieur le Préfet de la région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault, a prorogé pour une durée de cinq ans, soit jusqu'au 12 mai 2017, la déclaration d'utilité publique du projet de rénovation urbaine du quartier Cévennes (Petit Bard - Pergola) – 1° phase du 14 mai 2007.

En 2008, l'avenant n°1 à la concession d'aménagement entre la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) et la ville de Montpellier a acté d'une réfaction de la participation de la Ville de Montpellier de 872 775 € au bilan de l'opération.

En 2009, l'avenant n°2 prévoyait une prorogation de deux ans de la durée de la concession jusqu'au 31 mai 2014 et par conséquent une augmentation de la participation d'équilibre de la Ville de Montpellier de 2 376 000 €.

En 2010, l'avenant n°3 intégrait une participation complémentaire de la Ville de 273 000 € pour compenser le déficit de gestion locative.

En 2011, l'avenant n°4 intégrait l'évaluation objective du coût des travaux d'aménagement des espaces publics et la réalisation d'un dispositif de rétention des eaux pluviales dimensionné en fonction de débordements constatés plus en aval dans le bassin versant, conduisant à une participation supplémentaire de la Ville de 5,498 millions d'euros TTC.

En 2012, l'avenant n°5 intégrait l'acquisition de commerces en pied d'immeubles (résidence Guillaume Apollinaire et îlot M) en vue de la restructuration et de la revalorisation du tissu commercial de proximité et leur revente en fin d'opération. Il prévoyait par ailleurs un allongement de deux ans de la durée de la concession jusqu'au 31 mai 2016.

En 2013, l'avenant n°6 intégrait des ajustements des prix d'acquisition et des prix de cession des commerces et des logements réhabilités, ainsi que l'évolution des contreparties cédées à la Foncière Logement.

Délibération n°V2019-469

En 2014, l'avenant n°7 intégrait une réévaluation du coût des démolitions, liée à l'évolution de la réglementation en vigueur, un ajustement du programme des espaces publics, des travaux complémentaires liés à la complexité d'une intervention en site habité, ainsi qu'un allongement de la durée de portage. Il prévoyait également une prorogation de la concession de deux ans et demi jusqu'au 31 décembre 2018.

En 2015, l'avenant n°8 intégrait une augmentation des dépenses due à l'allongement de la durée de portage des logements restant à démolir et une prorogation de la concession de six mois jusqu'au 30 juin 2019 en cohérence avec l'avenant n°10 de clôture de la Convention Territoriale de Rénovation Urbaine du quartier des Cévennes.

En 2016, l'avenant n°9 à la concession d'aménagement intégrait un ajustement des coûts et recettes liés aux contraintes opérationnelles.

En 2017, dans un avenant n°10, la concession d'aménagement a été prorogée jusqu'au 31 décembre 2021, intégrant l'augmentation des coûts de travaux et honoraires, l'allongement de la durée du portage des logements restant à démolir, ainsi qu'une baisse des recettes de cessions.

En 2018, l'avenant n°11 intégrait une augmentation de la participation de la Ville, pour permettre la finalisation du programme.

Pour permettre la finalisation du programme visé par la concession d'aménagement et ses avenants tout en prenant en compte la modification du programme de reconfiguration de l'offre commerciale et les nouveaux calendriers de travaux et de cessions, il est proposé un avenant n°12 pour proroger la durée de la concession d'aménagement de trois ans soit jusqu'au 31 décembre 2024. Le montant de la participation d'équilibre de la Ville demeure inchangé et son échéancier doit être modifié.

Ainsi, le bilan est augmenté en dépenses et recettes de 458 000 € : il s'établit à 72 198 000 € en dépenses et en recettes, dont 66 342 000 € réalisés en dépenses et 55 913 000 € réalisés en recettes, au 31 décembre 2018.

Par délibération en date du 26 juillet 2007, le Conseil municipal a approuvé la convention d'avance de trésorerie prévue à l'article 16.5 du traité de concession d'aménagement. Dans ce cadre, la Ville verse une avance de trésorerie destinée à couvrir les besoins de l'opération, conformément aux dispositions de l'article L.1523-2,4° du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par délibération en date du 27 juillet 2009, un avenant n°1 à la convention d'avance de trésorerie avait permis d'ajuster le montant et les modalités de versement des avances financières jusqu'au 31 décembre 2012.

Par délibération en date du 25 juillet 2011, l'avenant n°2 à la convention d'avance de trésorerie avait permis d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances jusqu'au 31 décembre 2013.

Par délibération en date du 25 novembre 2013, l'avenant n°3 à la convention d'avance de trésorerie avait permis d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances jusqu'au 31 mai 2016.

Par délibération en date du 6 novembre 2014, l'avenant n°4 à la convention d'avance de trésorerie avait permis d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances jusqu'au 31 décembre 2018.

Par délibération en date du 5 novembre 2015, l'avenant n°5 à la convention d'avance de trésorerie a permis d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances jusqu'au 30 juin 2019.

Par délibération en date du 20 octobre 2016, l'avenant n°6 à la convention d'avance de trésorerie a permis d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances jusqu'au 30 juin 2019.

Par délibération en date du 3 novembre 2017, l'avenant n°7 à la convention d'avance de trésorerie a permis d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances jusqu'au 31 décembre 2021 en portant le total à 47 millions d'euros.

En application des dispositions de l'article L.1524-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, la SERM a établi un rapport spécial sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2018 qui est présenté en annexe de cette délibération, ainsi qu'un document identifiant les acquisitions et cessions effectuées par la SERM entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte-rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2018 établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), concessionnaire de la Ville, joint à la présente délibération ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2018, joint à la présente délibération ;
- de prendre acte du rapport spécial établi par la SERM sur l'exercice des prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2018, joint à la présente délibération ;
- de prendre acte des documents identifiant les acquisitions et cessions effectuées par la SERM entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2018, joints à la présente délibération ;
- d'approuver les termes de l'avenant n°12 à la concession d'aménagement, joint à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 47 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 10 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Stéphanie JANNIN, Mme Marie-Hélène SANTARELLI.

Fait à Montpellier, le 27 novembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CRAC Petit Bard exercice 2018
- avenant 12 CRAC 2018 Petit Bard
- rapport spécial

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et aménagement foncier opérationnels

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT

Quartier de la Pompignane - Renouvellement urbain Concession d'aménagement Ville/SA3M Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018 Avenant n° 2

Madame l'Adjointe déléguée à l'Urbanisme opérationnel, Chantal MARION, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, de réinvestissement des quartiers existants et de requalification des espaces publics, la Ville de Montpellier a souhaité étudier le réaménagement du quartier de la Pompignane.

D'une superficie d'environ 100 hectares, ce quartier comprend notamment :

- Un parc industriel et technologique (entreprises IBM, Dell,...) ;
- Des commerces, services et équipements en cœur de quartier et sur l'avenue de la Pompignane ;
- Des zones pavillonnaires ainsi qu'un parc locatif social important concentré surtout au nord du secteur étudié.

Pour ce faire, la Ville a confié par décision en date du 20 décembre 2012, un mandat d'études à la SAAM signé le 21 décembre 2012. Les différentes études ont permis de mettre en évidence un remarquable potentiel de développement urbain fondé notamment sur la proximité avec le centre-ville, les caractéristiques d'une cité-jardin, la présence du fleuve le Lez, la densité urbaine et la mixité sociale du quartier, les possibilités de mutation foncière et le rôle de centralité de quartier à l'échelle de la ville.

Délibération n°V2019-470

Un dialogue compétitif a également été mené pour proposer un projet global de renouvellement urbain à l'issue duquel le cabinet d'urbaniste CASTRO/DENISSOF et Associés, associé au paysagiste PRAXYS et au bureau d'études BERIM a été désigné comme architecte en chef du projet en 2014.

La complexité d'une telle opération de renouvellement d'un tissu urbain existant et diversifié a imposé de définir ultérieurement les outils potentiels d'aménagement urbain pour se concentrer prioritairement sur le processus de définition du projet urbain.

Dans ce sens, le Conseil Municipal a approuvé par délibération du 25 février 2016 les objectifs et modalités de la concertation préalable au projet de renouvellement urbain du quartier de la Pompignane, afin de recueillir l'avis de la population sur les principaux enjeux et objectifs de ce projet que sont :

- L'affirmation de la centralité urbaine du quartier (équipements publics, espaces publics, commerces & services, densité adaptée, forme urbaine, ...) ;
- Une programmation immobilière assurant le renouvellement urbain du quartier, et recherchant une plus grande mixité sociale et fonctionnelle ;
- L'amélioration et le développement des espaces publics et des modes de circulation doux (piétons, vélos) garantissant une transversalité inter-quartier et le lien avec le centre-ville ;
- L'accompagnement qualitatif des projets immobiliers d'initiative privée (espaces publics, paysage, architecture et intégration des projets dans leur site, ...) ;
- L'amélioration de la protection hydraulique du quartier et sa valorisation paysagère.

Par délibération du Conseil Municipal en date du 29 septembre 2016, la Ville de Montpellier a tiré le bilan favorable de la concertation préalable, et en conséquence, a souhaité confier la mise en œuvre opérationnelle de ce quartier à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), dans le cadre d'une concession d'aménagement.

Par délibération du 29 septembre 2016, la Ville de Montpellier a approuvé les termes d'une concession d'aménagement à conclure avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M). Cette concession d'aménagement a été signée le 14 novembre 2016, puis déposée en Préfecture de l'Hérault le 16 novembre 2016. Elle porte sur les secteurs du quartier susceptibles de connaître une mutation conséquente.

L'opération d'aménagement a notamment pour objet de permettre la réalisation de nouveaux équipements publics ou l'adaptation de ceux existants aux futurs besoins des habitants dont un certain nombre relèvent de la compétence métropolitaine (voiries, assainissement, eau potable, réseau de chauffage, ...). Dans l'objectif d'une maîtrise optimale des finances publiques et de la rationalisation des interventions sur l'espace public, le transfert de maîtrise d'ouvrage à la Ville ou son aménageur pour la réalisation du programme prévisionnel de travaux de ces équipements métropolitains a été fixé par convention approuvée en Conseil Municipal en date du 20 juillet 2016 et en Conseil Métropolitain le 21 juillet 2016. Un avenant n° 1 à cette convention a été approuvé depuis en Conseil municipal le 17 juillet 2018 et en Conseil métropolitain le 19 juillet 2018, afin d'adapter le périmètre et les modalités financières d'intervention sur l'espace public de la Ville ou son aménageur, tenant compte de l'évolution globale du projet de renouvellement urbain.

En conséquence, par délibération du 18 octobre 2018, le Conseil métropolitain a instauré un périmètre de convention de projets urbains partenariaux (PUP) sur le secteur dit Pinville Nord, au nord du plateau de la Pompignane, en vue de la signature de conventions de PUP avec les constructeurs intervenant sur ce secteur et dans le but de participer aux équipements publics rendus nécessaires par ces opérations de construction, dans la mesure où aucun périmètre de zone d'aménagement concerté n'est envisagé sur ce secteur. Les conventions de PUP tripartites sont signées entre la Métropole, les constructeurs et l'aménageur, pour le compte de la Ville de Montpellier.

La SA3M a poursuivi parallèlement avec l'équipe de maîtrise d'œuvre les études de définition du projet de

Délibération n°V2019-470

renouvellement urbain qui table désormais en divers secteurs du quartier sur un programme d'environ 2 500 logements nouveaux et environ 5 000 m² de surfaces tertiaires, des équipements de proximité, des espaces publics paysagers et de cœur de quartier, la création de nouvelles voiries et l'amélioration de voiries existantes, ... en cohérence avec les espaces urbanisés existants et la préservation, voire le développement de l'activité économique située notamment sur le plateau.

Par délibération du Conseil municipal en date du 25 octobre 2018, un avenant n° 1 à la concession d'aménagement a été approuvé afin de prolonger sa durée de 5 ans, soit un total de 15 années (jusqu'en novembre 2031) dans le but d'optimiser la planification des opérations dans le temps. L'avenant n° 1 a également permis d'adapter le périmètre de la concession à l'évolution globale du projet de renouvellement urbain.

L'approbation par le Conseil métropolitain le 21 février 2019 du Programme Local de l'Habitat 2019/2024 a impliqué au sein de la concession une prise en considération des objectifs de renforcement de l'offre en logement social, tout en considérant les contraintes tant économiques que sociales propres à ce territoire et à ce projet de renouvellement urbain.

Depuis, deux projets d'opérations d'aménagement, l'une d'initiative publique et l'autre générée par un projet d'initiative privée, se développent sur des secteurs ciblés :

- le projet de zone d'aménagement concerté de la Pompignane, d'une superficie d'environ 12 hectares, sur le secteur du cœur de quartier de la Pompignane et sur la frange Ouest du plateau de la Pompignane,
- le projet immobilier des Hauts de Jausserand, auquel la Ville de Montpellier a souhaité donner un cadre en l'intégrant dans le projet global de renouvellement de la Pompignane par la création d'une opération d'aménagement, d'une superficie de 9 hectares environ, située au nord du quartier, entre le campus technologique de la Pompignane, la rue de Salaison et la rue de Pinville.

Ces deux opérations d'aménagement doivent permettre d'engager activement le processus de renouvellement urbain du quartier de la Pompignane, au sein de la concession d'aménagement.

Par ailleurs, à la demande du concédant, l'aménageur va mettre en place une plateforme de services à l'échelle de l'opération d'aménagement. Dans le cadre de la ville connectée, cette démarche repose sur deux éléments :

- Mettre en place un ensemble de capteurs et d'infrastructures réseau dans les bâtiments créés sur les différents quartiers pilotés par l'aménageur permettant d'améliorer le quotidien des usagers (visiophonie / contrôle d'accès, énergie, eau, sécurité, stationnement, domotique, santé...). Ce travail sera réalisé par les différents constructeurs, piloté et coordonné par l'aménageur.
- Créer une plateforme de services permettant de mettre à disposition un ensemble de services issus des données remontées par les capteurs mais également de données plus générales mises à dispositions par d'autres partenaires (TaM, Métropole, partenaires privés...).

Ceci permettra pour chaque quartier concerné de créer un véritable « portail numérique de quartier ». Les dépenses relatives à la conception et la mise en place de cette plateforme qui ne sont pas prises en charge par les opérateurs-constructeurs seront intégrées à l'opération d'aménagement (ces dépenses seront partagées entre les différentes opérations concernées, au prorata des m² à construire).

Le projet d'avenant n° 2 à la concession d'aménagement propose d'intégrer cette nouvelle mission de l'aménageur pour un montant de dépenses estimé à 114 000 € environ.

Au 31 décembre 2018, le montant total des dépenses engagées au titre de la concession d'aménagement s'élevait à 11 078 000 € HT en dépenses pour un montant de recettes constaté de 2 495 000 € HT. Le bilan prévisionnel total de l'opération s'équilibre en dépenses et en recettes à un montant de 55 616 000 € HT, en diminution de 1 349 000 € HT par rapport à l'année précédente. Cette évolution est due principalement, en recettes, à la prise en considération du nouveau Programme Local de l'Habitat 2019/2024, avec un renforcement de l'offre en logements sociaux impactant à la baisse le niveau de charges foncières attendues. Elle est compensée par une diminution des dépenses, dont notamment l'optimisation des besoins d'emprunt,

Délibération n°V2019-470

ainsi qu'un ajustement du poste « Acquisitions » lié à l'aboutissement favorable en 2018 des négociations relatives à l'achat d'un terrain situé rue de Pinville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2018 relatif à l'opération de renouvellement urbain du quartier de la Pompignane, établi par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération tel qu'établi par la SA3M à la date du 31 décembre 2018 ;
- de prendre acte du document joint établi par la SA3M, identifiant les acquisitions effectuées dans le cadre de la concession Pompignane du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018 ;
- d'approuver les termes de l'avenant n° 2 à la concession d'aménagement pour le renouvellement urbain du quartier de la Pompignane, intégrant de nouvelles missions relatives à la conception et la mise en œuvre d'une plateforme de services de proximité de type « portail numérique de quartier » ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 10 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Stéphanie JANNIN, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 27 novembre 2019

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- texte CRAC 2018 Pompignane
- avenant 2 concession Pompignane

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et aménagement foncier opérationnels

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT

ZAC de la Restanque Concession d'aménagement Ville/SA3M Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018 Approbation de l'avenant n° 3

Madame l'Adjointe déléguée à l'Urbanisme opérationnel, Chantal MARION, rapporte :

La Ville de Montpellier a décidé d'engager la transformation de la zone industrielle des Prés d'Arènes, par une opération de renouvellement urbain de grande envergure, pour créer le quartier de la Restanque, contigu aux quartiers existants de Saint Martin, et de Tournezy.

En effet compte tenu de sa position stratégique à proximité du centre-ville, desservi par la 4^{ème} ligne de tramway, la Ville vise sur ce site la réalisation d'un quartier de 125 ha regroupant de l'habitat diversifié (collectifs, maisons de ville ...), des bureaux, des commerces, des activités, et des équipements publics. Ce programme nécessite un ensemble de travaux de réseaux, de voiries, d'espaces libres et d'installations diverses à réaliser, pour répondre aux besoins des habitants ou usagers des constructions existantes ou à édifier à l'intérieur du périmètre de l'opération.

Par délibération du conseil municipal du 24 avril 2008, la Ville a adopté le principe de réalisation de ce nouveau quartier sous forme de zone d'aménagement concerté (ZAC) et a défini les objectifs d'aménagement de l'opération, ainsi que les modalités relatives à la concertation du public. Le bilan de la concertation et la création de la ZAC ont été approuvés par délibération du conseil municipal en date du 30 mars 2009.

Délibération n°V2019-471

Les particularités de cette opération, notamment sa durée de 30 ans et une économie de projet fortement impactée du fait de l'occupation du site par des sociétés en activité, ont conduit la Collectivité à désigner la SPLA SAAM en qualité de concessionnaire d'aménagement, en application des dispositions des articles L.300-4 et L.300-5-2 du code de l'urbanisme.

Par délibération du Conseil Municipal en date du 25 juin 2012, la Ville de Montpellier a approuvé les termes du traité de concession d'aménagement de la ZAC de la Restanque et a désigné la SAAM comme titulaire de cette concession.

Le 24 mai 2016, l'Assemblée générale extraordinaire de la SAAM a adopté une modification des statuts de la société, portant sur la forme de la société, son objet social ainsi que sa dénomination sociale. La SPLA SAAM est donc devenue une Société Publique Locale (SPL) dénommée Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M).

Courant 2013, la décision a été prise de temporiser le démarrage opérationnel de la ZAC de la Restanque. En effet, les enjeux et la complexité de l'opération qui a débuté dans un contexte économique tendu nécessite un suivi particulier en termes de gestion et d'équilibre financier.

Dans ce contexte, la Ville a adopté par délibération du 17 février 2014 l'avenant n°1 à la concession d'aménagement, actant une nouvelle répartition de l'échéancier forfaitaire de la SAAM (devenue depuis SA3M) et un étalement du phasage des participations financières de la Ville à cette opération.

Les études menées ces dernières années et le travail engagé avec les acteurs de terrain (propriétaires, promoteurs, ...) ont permis le démarrage des premières de construction fin 2017-début 2018, avec des programmes mixtes comprenant du logement et une part significative d'activités sur l'ilot test, à l'angle de la rue de l'Industrie et de la rue du Lantissargues.

Ces opérations ont permis notamment de valider une stratégie et une méthode devant permettre de finaliser les études aboutissant à un dossier de réalisation.

Aussi, le bilan de l'opération jusqu'alors inscrit dans le CRAC avait été défini sur la base des études préalables. Les études réalisées ont permis d'affiner le programme de l'opération et ainsi ajuster et consolider le bilan.

Les principaux éléments d'évolution du bilan sont les suivants :

- la baisse du programme de construction (et des recettes afférentes), ajusté à 7 500 logements, pour mieux tenir compte des activités qui seront maintenues sur place (Marché d'Intérêt National...) ;
- l'ajustement du programme de travaux pour tenir compte de l'évolution du programme de construction, et des impératifs environnementaux (augmentation de la part des modes doux et espaces non imperméabilisés, ...) ;
- l'augmentation de la part globale d'activité pour mieux tenir compte des besoins du territoire ;
- la prise en compte du nouveau PLH (2019-2024) comprenant notamment une augmentation significative de la part de logements sociaux ;
- l'intégration de la construction d'une nouvelle cuisine centrale pour un montant total de 27 305 000 € HT.

A ce titre, le bilan de l'année 2018 fait apparaître une dépense de 717 000 € HT couvrant principalement la rémunération de l'aménageur, les études, les acquisitions foncières et les frais financiers de portage. Depuis le début de l'opération, les dépenses de la concession s'élèvent à 9 386 000 € HT.

Aussi, au 31 décembre 2018, le bilan financier prévisionnel global de l'opération, s'établit donc à 203 261 000 € H.T. en dépenses et recettes, soit en baisse de 62 939 000 € HT par rapport au CRAC de l'année précédente.

Le montant de la participation de la Collectivité est augmenté du montant de la cuisine centrale, et porté à 50 505 000 € HT.

Délibération n°V2019-471

Un avenant n°3 à la concession d'aménagement est nécessaire afin notamment de prendre acte de l'évolution du programme de l'opération et de la concession ainsi que du nouvel échéancier des participations de la collectivité intégrant la cuisine centrale.

En 2019, le permis de construire d'un groupe scolaire de 15 classes a été accordé., en vue d'une ouverture en septembre 2021.

Ces différentes étapes permettent d'envisager de poursuivre la construction de nouveaux logements et donc une accélération de la mutation du site de la Restanque dans les prochaines années.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2018 de la ZAC de la Restanque établi par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), titulaire de la concessionnaire d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SA3M à la date du 31 décembre 2018 ;
- d'approuver les termes de l'avenant n° 3 à la concession d'aménagement modifiant le programme de la concession, le montant de la participation et l'échéancier de versement de la participation d'équilibre par la collectivité ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 10 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 27 novembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 01940_CRAC_2018_VD.pdf
- Avenant 3 RESTANQUE_VD.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Culture

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT

Archives Municipales: aménagement des Archives de la Ville de Montpellier Mandat Ville/SA3M

Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018 Approbation de l'avenant n° 4 à la convention de mandat

Madame l'Adjointe déléguée à la Culture, Isabelle MARSALA, rapporte :

Par délibération du 25 mars 2013, la Ville de Montpellier a fait l'acquisition de l'ancien bâtiment des Archives départementales de l'Hérault, situé avenue de Castelnau à Montpellier, pour y installer les Archives municipales.

Par délibération du 23 juillet 2015, la Ville de Montpellier a approuvé le projet de réhabilitation du bâtiment, son programme et son enveloppe financière prévisionnelle ; par la même délibération, la Ville a autorisé la signature d'une convention de mandat avec la SAAM, devenue SA3M, pour la réalisation des travaux d'aménagement correspondants, pour un montant de 4 131 842 € H.T. (hors rémunération du mandataire), soit 5 200 000 € TTC.

Par délibération du 20 octobre 2016, la Ville a approuvé l'avenant n°1 au mandat, avec pour objet le versement d'une avance complémentaire de 700 000 €, portant ainsi le montant total de l'avance à 800 000 €.

Par délibération du 26 janvier 2017, la Ville a approuvé l'avenant n°2 au mandat, avec pour objets l'autorisation de lancer une nouvelle procédure concurrentielle avec négociation de maîtrise d'œuvre, la prolongation de la durée prévisionnelle de la convention de mandat, la modification du programme, la

modification du montant provisoire des dépenses à engager et la modification du montant de la rémunération du mandataire et de ses modalités de règlement.

Par délibération du 25 octobre 2018, la Ville a approuvé l'avenant n°3 au mandat, avec pour objet d'approuver le montant de l'enveloppe prévisionnelle des travaux à réaliser à 6 330 000 € H.T., de préciser la durée de la convention de mandat et de porter le montant de l'avance à verser au mandataire à 1 000 000 €, soit une augmentation de 200 000 €.

Depuis fin 2016, l'ensemble du site fait l'objet d'une occupation illicite, pour laquelle le Tribunal Administratif a ordonné le 12 juillet 2018 l'expulsion des occupants, avec un délai de deux mois. En l'absence de mise en œuvre de cette décision, le bilan prévisionnel est maintenu à 10 000 K€ TTC ; le calendrier de versement de l'avance est modifié par rapport à l'avenant n° 3, comme suit :

100 000 € perçus en 2016

300 000 € perçus en 2018

400 000 € prévus en 2019, à verser dès réception par le maître d'ouvrage de l'Ordre de Service notifiant le redémarrage de l'opération.

200 000 € prévus en 2020, à verser l'année suivant la réception par le maître d'ouvrage de l'Ordre de Service notifiant le redémarrage de l'opération.

La modification de l'échéancier de versement de l'avance sera actée dans le cadre de l'avenant n°4 à la convention de mandat.

Le bilan du présent CRAC 2018 est conforme au bilan approuvé dans le cadre du CRAC 2017. Il est arrêté à 10 000 K€ TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte-rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2018 établi par la SA3M, mandataire de la Ville pour l'aménagement des Archives municipales ;
- d'approuver le bilan prévisionnel du mandat de l'opération précitée tel qu'établi par la SA3M au 31 décembre 2018 ;
- d'approuver l'avenant n°4 au mandat précité ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 10 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 27 novembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CRAC 2018 Archives
- avenant 4 mandat Archives

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et aménagement foncier opérationnels

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clarc HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT

Réalisation des nouvelles halles Laissac et aménagement des espaces publics attendants

Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018

Contrat de mandat public

Monsieur le Premier Adjoint, Max LEVITA, rapporte :

Les nouvelles halles Laissac ont été conçues en concertation avec les habitants et commerçants à chaque étape du projet de construction. Elles font désormais partie de la stratégie commerciale mise en œuvre en cœur de ville, en cohérence avec les travaux de la Grand Rue Jean Moulin inaugurée le 31 août 2019, mais également en lien avec l'attractivité retrouvée du boulevard du Jeu de Paume ou encore la rue du faubourg du Courreau qui a pris tout son essor dans un environnement renouvelé. Cet équipement structurant, conçu comme le véritable pivot d'un circuit commercial, trouve pleinement sa place au cœur d'un secteur en plein renouveau. Il contribue à l'attractivité du centre-ville, centre de la Métropole entre la Gare Saint-Roch, le MoCo - Montpellier Contemporain, les faubourgs à la vie de quartier intense et l'Écusson au patrimoine architectural emblématique.

Cette opération comprend les travaux de construction des nouvelles halles en coordination avec l'aménagement des espaces publics alentours.

Par délibération du Conseil municipal en date du 28 janvier 2016, il a été approuvé la signature d'une convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier confiant la totalité de la maîtrise d'ouvrage de l'opération à la Commune. Par délibération du Conseil municipal en date du 16

Délibération n°V2019-473

décembre 2016, un mandat a été confié à la SA3M pour une mission de maîtrise d'ouvrage déléguée, pour un montant de 9 376 000 € TTC.

Par délibération du Conseil municipal en date du 3 novembre 2017, l'avenant n°1 a modifié les modalités de financement et de règlement des dépenses engagées par la SA3M au nom et pour le compte du mandant. Par délibération du Conseil municipal en date du 25 octobre 2018, l'avenant n°2 a acté la correction de date de réception de l'ouvrage (1^{er} trimestre 2019 au lieu de 1^{er} trimestre 2018) et du total du bilan ajusté à 9 352 000 € TTC. Conformément au planning, le 1^{er} décembre 2018, les halles Laissac ont été inaugurées. Les travaux de la place sont effectués en 2019. Le bilan prévisionnel s'inscrit dans l'épure du mandat notifié.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité de l'opération « Halles Laissac » établi au 31 décembre 2018, par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), concessionnaire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SA3M ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

**Fait à Montpellier, le 27 novembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- crac 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASILVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patrick VIGNAL

Adoption du procès-verbal de la séance du 27 septembre 2019

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

VOIR LE PROCÈS-VERBAL EN ANNEXE

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27 novembre
2019

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :
- PV CM 27.09.2019.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Conseil municipal du 21 novembre 2019

**Décisions prises par Monsieur le Maire
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément aux articles L. 5211-10, L. 2122-22 et L. 2122-23 du Code Général des Collectivités
Territoriales**

N°VD2019-336 - Direction Sports et Jeunesse

Contrat de prestations de service

Club de haut niveau Handball SAS MONTPELLIER HANDBALL

Championnat de France et d'Europe

Saison 2019-2020

N° V9C0014DS-2

Objet : La Ville décide d'acquiescer auprès de la SAS Montpellier Handball des prestations de service pour les rencontres de Championnat de France et d'Europe de Handball pour un montant de 121 061.80 € HT

N°VD2019-379 - Direction de l'Education

Décision relative au marché 6D0050 Construction du groupe scolaire Croix Lavit Benoîte Groult

Avenant n°3 du lot 11

Objet : Avenant d'augmentation de 10.50% pour le lot 11.

Ce marché a été attribué à la société SPI Industrie et Tertiaire. Des modifications ont entraîné une augmentation pour les motifs suivants :

- normes d'hygiène et sécurité concernant la mise en place d'équipement adaptés dans les offices ;
- mise en place d'un plan particulier de mise en sécurité face aux risques majeurs ;

Le montant total de l'avenant au contrat est fixé à 31 508.39 € HT soit un montant total du contrat porté pour ce lot à 331 546.45€ HT.

N°VD2019-395 - Direction Aménagement et Renouvellement Urbain

Quartier Hôpitaux Facultés - Secteur Veyrassy - Mandat d'études Ville/SA3M

Objet : Dans le cadre de sa politique de production diversifiée de logements, la Ville de Montpellier envisage la réalisation d'un quartier mixte à dominante de logements sur le secteur de Veyrassy (6 ha).

Pour préciser les conditions de réalisation de cette opération, la Ville de Montpellier a décidé d'engager un programme d'études et pour cela de confier un mandat d'études à la SA3M. Le montant des études de tiers est estimé à 155 000 euros HT, et la rémunération du mandataire à 50 000 euros HT (84 000 euros TTC). La durée du mandat est de 24 mois.

N°VD2019-402 - Direction de l'Education

Construction du groupe scolaire croix Lavit (Benoite Groult)

Marché n° 6D0050

Augmentation du montant du marché et de prolongation du délai pour le lot 12

Avenant n° 3

Objet : Dans le cadre de la construction du groupe scolaire (Malbosc - Croix Lavit) Benoite Groult, le lot n° 12 – chauffage ventilation plomberie sanitaire- du marché 6D0050 a été attribué par décision VD/2017/343 en date du 27 novembre 2017 à l'entreprise Engie Axima.

Des modifications programmatiques sont intervenues répondant à la politique alimentaire et de nettoyage des écoles de la Ville de Montpellier, ces éléments entraînent des sujétions techniques imprévues et une augmentation de 1 600,50 € HT soit une augmentation de 0,31% du contrat initial.

Un arrêt de chantier, de trois semaines, imposé par l'inspection du travail, a pénalisé l'ensemble des lots en cascade. Les conditions climatiques (canicule ou chaleur extrême) n'ont pas permis aux entreprises titulaires

de travailler dans des conditions optimales et ces dernières ont dû aménager leur temps de travail journalier. Par conséquent, certains travaux ne pourront être réalisés que lors des vacances de la Toussaint 2019.

Des interventions décalées, des entreprises de voirie, réalisant des aménagements de sécurité aux abords du Groupe Scolaire ont engendré des perturbations conséquentes en terme d'approvisionnement sur le chantier. Ces trois facteurs ont perturbé le bon déroulement du chantier et le lot 14 « espaces verts » ne pourra intervenir que début novembre 2019.

En conséquence, il est nécessaire de signer un avenant n° 3 d'augmentation et de prolongation de la durée du marché pour le lot 12 portant la date de fin du marché au 1er décembre 2019 au lieu du 31 juillet 2019.

N°VD2019-410 - Direction qualité de vie au travail, du dialogue social et de l'accompagnement managérial
Attribution du marché "Prestation d'accompagnement d'agent(s) en situation de handicap dans le cadre de son activité professionnelle (Auxiliaire de vie professionnelle et personnelle) de la Ville de Montpellier, de Montpellier Méditerranée Métropole et du CCAS de la Ville de Montpellier"

N° G8B0029RH

Objet : Certains handicaps nécessitent, le recours à une auxiliaire de vie qui accompagne l'agent dans ses actes professionnels et actes personnels pendant son temps de travail. Afin de faciliter le maintien dans l'emploi des agents en situation de handicap, la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et le CCAS de la Ville de Montpellier se sont groupés pour lancer un accord cadre de "Prestation d'accompagnement d'agent(s) en situation de handicap dans le cadre de son activité professionnelle (Auxiliaire de vie professionnelle et personnelle)".

Au terme de la procédure et de l'analyse, il a été décidé d'attribuer le marché G8B0029RH à SAP SO'LIFES, 465 avenue Jean Mermoz, Centre commercial Parc à ballons 34000 MONTPELLIER, pour un montant maximum annuel de 44 500€ H.T. pour une durée de 12 mois à compter de sa notification renouvelable 1 fois par tacite reconduction

N°VD2019-422 - Direction Architecture et Immobilier

Marché de travaux de réalisation d'un système de production et de distribution de chaud et froid pour les plateaux de bureaux du R+2 au R+5 de l'ancien Hôtel de Ville

Avenant n° 1

Objet : Par décision n°VD2018-311 du 7 août 2018, le marché de travaux de réalisation d'un système de production et de distribution de chaud et froid a été attribué au groupement ENGIE AXIMA/INEO MP LR/FPI, dont le mandataire est ENGIE AXIMA, pour un montant total de 426 264,74 € H.T (toutes tranches confondues). Que le marché se décompose en tranches. Il convient d'intégrer des travaux supplémentaires, nécessaires à la bonne exécution du marché et imprévisibles au lancement de la consultation. Il s'agit de la réalisation du système de chauffage et climatisation dans deux bureaux situés en R+5 de l'ancien Hôtel de Ville à intégrer dans le périmètre de la tranche optionnelle 2 du marché. Ces bureaux n'étaient pas initialement intégrés à la réalisation du nouveau réseau de chauffage et climatisation, car équipés de façon autonome. Cela a pour conséquence de modifier le montant initial du marché initial par un avenant n°1, dans la mesure où il faut prendre en compte la modification des travaux. Que le montant du marché initial est donc porté de 426 264,74 € H.T à 431 285,92 € H.T. (toutes tranches confondues), soit une augmentation de 1.18 % du marché. La modification du marché, opérée par le présent avenant, est fondée sur l'article 139 (3° et 6°) du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

N°VD2019-429 - Direction Événementiel - Protocole

Décision relative au marché n° 7D0014 - lot 11 - "Electricité - courant forts et faibles" - Avenant n° 2

Objet : La Ville décide d'autoriser la signature d'un avenant n° 2 du prestataire TECH ELEC SUD du marché 7D0014 - lot 11 "Electricité" - courants forts et faibles - des locaux du protocole, est nécessaire suite à des éléments précités des sujétions techniques imprévues et une augmentation du marché initial du marché de 2 435.63 € HT portant le marché à 114 580.41 € HT soit une d'augmentation de 2.17 % du marché retenu, la durée du marché reste inchangé.

N°VD2019-430 - Direction Événementiel - Protocole

Décision relative au marché n° 7D0014

Locaux Technique du Protocole - Construction de bureaux et hangars SANITHERMIC "Plomberie - Chauffage - Ventilation - Sanitaires" - lot 12 Avenant n° 2

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n° 2 du marché 7D0014 de l'entreprise SANITHERMIC

- lot 12 "Plomberie-Chauffage-Ventilation-Sanitaires" d'un montant de 965.44 € HT soit un pourcentage de 0.50 % suite aux modifications programmatiques intervenues pour les nouveaux besoins du service Protocole de la Ville, la durée du marché reste inchangé.

N°VD2019-431 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice " Requête n°1903836-1 TA - SARL L'OISEAU BLEU"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1903836-1 le 30 juillet 2019 par la SARL L'Oiseau bleu et autres contre l'arrêté n° PC 34 172 14 V0223 M01 accordant permis de construire valant permis de démolir pour la création de 30 logements et d'un local d'activité sis au 13 rue Boussairolles et au 17 rue Alfred Bruyas.

N°VD2019-438 - Mission Grand Coeur

Décision relative à la restauration des corps de garde du Peyrou

Autorisation de signature d'avenants au marché 7D0043

Objet : Avenants ayant pour objet d'augmenter le montant des contrats des entreprises SELE, GSD ECHAFAUDAGE, ATELIER JEAN-LOUP BOUVIER et ATELIERS DRUILHET FLAVIN, titulaires du marché 7D0043, pour la réalisation de travaux supplémentaires devenus nécessaires en cours de chantier.

N°VD2019-446 - Direction des Relations aux Publics

Obsèques des personnes dépourvues de ressources suffisantes ou sans famille 2019 - V9B0078RP

Objet : Le Maire doit organiser décemment les obsèques des personnes dépourvues de ressources ou sans famille connue, sans distinction de culte et de croyance. Le Maire assure sur le territoire de la commune l'inhumation ou la crémation.

N°VD2019-463 - Direction des Relations aux Publics

Attribution MAPA N°V9B0074RP - Reliure des registres d'Etat Civil

Objet : La Ville de Montpellier propose d'attribuer le marché reliure des registres d'Etat Civil, afin de permettre d'utiliser les registres de naissances, de mariage et de décès dans des conditions optimales et de sécuriser les feuilles mobiles, à l'entreprise de Chat pour un montant de 28 000 euros H.T pour une durée de 1 an à compter de la notification, et reconductible 3 fois.

N°VD2019-464 - Direction de l'Education

Autorisation de signature - convention de mise à disposition de locaux scolaires pour le déploiement de l'IDEAS BOX, bibliothèque en kit et mobile de la Direction des Médiathèques et du Livre de la Métropole - Année 2019 - Jean ZAY

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique de déploiement de l'offre culturelle au plus près des territoires de la métropole et en particulier des zones d'éducation prioritaires et que le réseau des médiathèques dispose d'un outil de déploiement mobile « IDEAS BOX ». Une convention de mise à disposition à titre gratuit doit être mise en place afin de permettre la réalisation de ce projet sur l'Ecole JEAN ZAY.

N°VD2019-465 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs avec l'association "Ekhô" pour les 5 juillet, 29-30 et 31 août 2019

Objet : Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association "Ekhô" pour les 5 juillet, 29-30 et 31 août 2019, moyennant une redevance de 225€.

N°VD2019-466 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs avec l'association "Fiamme musicali" pour les 13 octobre et 17 novembre 2019

Objet : Une convention de mise à disposition de la maison des chœurs est conclue avec l'association "Fiamme musicali" pour les 13 octobre et 17 novembre 2019, moyennant une redevance de 60€.

N°VD2019-468 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Plan objet 2019

Conservation, restauration et valorisation des églises Notre-Dame-des-Tables et Chapelle-Saint-Charles

n° V9B0045DC et V9A1534DC

Attribution des marchés et autorisation de dépôt d'une demande de subvention auprès de l'Etat, Ministère de la Culture

Objet : Les lots 3, 4 et 5 du marché V9B0045DC ont été attribués par décision n° VD2019-309, pour des montants respectifs de 3288€ HT, 3520€ HT et 20495.10€ HT. Les lots 1 et 5 ont été déclarés sans suite, le lot 2 infructueux.

Un nouveau marché a été relancé (V9A1534DC) pour les lots déclarés sans suite: le lot 1 est attribué à Sophie Vergne pour un montant de 13 800 € HT, le lot 2 est déclaré sans suite

Le montant total des marchés attribués dans le cadre de cette opération s'élève ainsi à 41 103.10€ HT, il est proposé de déposer une demande de subvention auprès de la DRAC d'un montant équivalent à 40% de ces travaux.

N°VD2019-469 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Procédure d'expertise - Tribunal de commerce - LABASTERE et Autres"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SCP PARME Avocats près le Tribunal de Commerce de Montpellier dans la procédure d'expertise tendant à établir les causes et origines des désordres affectant les brise-soleil de l'hôtel de Ville de Montpellier.

N°VD2019-470 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n° 1904430-1 TA - Association Syndicale Libre Les Vignes de l'Ecluse"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1904430-1 le 20 août 2019 par l'Association Syndicale Libre Les Vignes de l'Ecluse sollicitant l'annulation de l'arrêté n°DP341721900367 en date du 4 avril 2019 par lequel le maire de la commune de Montpellier s'est opposé à la déclaration préalable déposée par la SARL CITYA COGESIM relatif à la pose d'un portail avec portillon en bordure de l'avenue du Pont Trinquat.

N°VD2019-471 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Convention de mise à disposition de la maison des chœurs avec l'association "Chœur symphonique de Montpellier" pour le 9 novembre 2019

Objet : Une convention de mise à disposition de la maison des chœurs est conclue avec l'association "Chœur symphonique de Montpellier" pour le 9 novembre 2019 moyennant une redevance de 30€.

N°VD2019-472 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°19MA03683 CAA - SCI AIGUELONGUE"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SCP "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près la Cour Administrative d'Appel de Marseille suite au dépôt de la requête n°19MA03683 le 5 août 2019 par la SCI AIGUELONGUE tendant à l'annulation du jugement du tribunal Administratif de Montpellier n°1800671 du 5 juin 2019 refusant d'annuler l'opposition à la déclaration préalable prise par Monsieur le Maire de Montpellier le 11 août 2017 pour des travaux projetés sur l'immeuble sis 39 Boulevard Jeu de Paume à Montpellier.

N°VD2019-473 - Direction Sports et Jeunesse

Conditions d'intervention des Educateurs Territoriaux pour l'organisation d'activités physiques et sportives à l'Ecole Elémentaire

Académie de Montpellier - Ville de Montpellier 2019-2020

Objet : La Ville décide de passer une convention avec l'académie de Montpellier pour l'année scolaire 2019-2020, afin de définir les conditions d'intervention des éducateurs sportifs de la Ville pendant les temps scolaires en Education Physique et Sportive.

N°VD2019-474 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête Indivision BILLET - TGI Juge de la liberté et de la détention"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SCP "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et

Associés" près le Juge de la liberté et de la détention du Tribunal de Grande Instance de Montpellier tendant à obtenir l'accès à la propriété de l'indivision Billet sise à Montpellier de façon à pouvoir réaliser les travaux de débroussaillage d'office.

N°VD2019-475 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n° 1904431-1 TA - SCI DGLD"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SCP d'Avocats Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés suite au dépôt de la requête n° 1904431-1 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 20 août 2019 par la SCI DGLD sollicitant l'annulation de l'arrêté n°PC3417218V0278 en date du 24/01/2019 par lequel Monsieur le Maire a délivré un Permis de Construire à la SCI MILETTE Immobilier sis 480 avenue des Etats du Languedoc.

N°VD2019-476 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "SCI CENTRE MEDICAL MALBOSC - TGI Montpellier"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au cabinet d'Avocats "PARME" près le Tribunal de Grande instance de Montpellier suite au dépôt de la requête n° 15-07483 par la SCI Centre Médical Malbosc tendant à la condamnation de la Ville consécutivement aux désordres affectant le bâtiment du Centre Médical.

N°VD2019-478 - Direction de l'Education

Mission de maîtrise d'œuvre pour la construction d'une nouvelle école primaire à Port Marianne
Avenant n° 2

Coût de réalisation des travaux

Marché n° 7D0003

Objet : Un avenant n° 2 est nécessaire pour fixer le coût de réalisation des travaux pour la réalisation du projet.

Le coût s'élève à 6 452 518,13€ HT. La maîtrise d'œuvre s'engage à respecter ce montant sous réserve de sanctions prévues à l'article 17 du CCAP.

N°VD2019-479 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice " Référé expertise - Ville de Montpellier c/ Société MASSILIA ETANCHEITE/SA BUREAU VERITAS/SOCIETE SMABTP

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SCP d'Avocats "PARME" près le Tribunal de Grande instance de Montpellier dans le cadre de l'expertise n°RG18/31225 engagée par la Ville consécutivement à des malfaçons affectant les vestiaires sur le domaine dit de Grammont.

N°VD2019-480 - Direction de l'Education

Décision relative au Marché n° 8D0015

Extension & réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier

Lot 1 : Gros Œuvre - Avenant n° 1

Objet : Le lot 1 du marché Extension & réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier intitulé Gros Œuvre a été attribué à l'entreprise LE MARCORY. En raison de sujétions techniques imprévues, visées à l'avenant n° 1 d'un montant de 19 059,83 € HT, il est nécessaire de signer un avenant n° 1 représentant un montant d'augmentation de 1.74 % du contrat initial. Cet avenant porte le nouveau montant du marché à 1 114 059,83 € HT.

N°VD2019-481 - Direction de l'Education

Décision relative au Marché n° 8D0015

Extension & réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier

Lot 2 : Couverture

Avenant n° 1

Objet : Le lot 2 du marché Extension & réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier intitulé Couverture a été attribué à l'entreprise STRUCTURE BOIS/INEO MIDI PYRENEES LR. En raison de sujétions techniques imprévues visées à l'avenant n°1 d'un montant de 4 608,68 € HT, il est nécessaire de signer un avenant n°1 représentant une augmentation de 1.96 % du contrat initial.

N°VD2019-482 - Direction de l'Education

Extension & réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier

Lot 3 : Menuiseries extérieures

Avenant n° 1 - Marché n° 8D0015/3

Objet : Le lot 3, Menuiseries extérieures du marché n°8D0015/3 Extension & réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier Montpellier, Quartier Celleneuve a été attribué à l'entreprise BARSALOU. En raison de sujétions techniques imprévues, visées à l'avenant n° 1 d'un montant de 20 705 € HT, il est nécessaire de signer un avenant n° 1 représentant un montant d'augmentation de 6.56 % du contrat initial.

N°VD2019-483 - Direction de l'Education

Extension & réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier

Lot 5 : Cloisons - doublages - faux plafonds

Avenant n° 1

Marché n° 8D0015

Objet : Le lot 5 du marché Extension & réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier intitulé Cloisons doublages faux-plafonds a été attribué à l'entreprise EP3. En raison de sujétions techniques imprévues, visées à l'avenant n° 1 d'un montant de 24 752€ HT, il est nécessaire de signer un avenant n° 1 représentant un montant d'augmentation de 14.65 % du contrat initial.

N°VD2019-484 - Direction de l'Education

Extension & réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier

Lot 7 : Revêtement de sols durs - faïences

Avenant n° 1 - Marché n° 8D0015

Objet : Le lot 7: Revêtement de sols durs - faïences du marché n°8D0015 - Extension & réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier Montpellier, Quartier Celleneuve a été attribué à l'entreprise Revêtement du Sud PROCERAM. En raison de sujétions techniques imprévues, visées à l'avenant n°1 d'un montant de 7 619.20€ HT, il est nécessaire de signer l'avenant n°1 représentant une augmentation de 6.95% du contrat initial.

N°VD2019-485 - Direction de l'Education

Décision relative au marché n° 8D0015

Extension & réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier

Lot 8 : Peinture - revêtement de sols souples

Avenant n° 1

Objet : Le lot 8 du marché Extension & réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier intitulé Peinture Revêtements de sols souples a été attribué à l'entreprise SPC Revêtement. En raison de sujétions techniques imprévues, visées à l'avenant n°1 d'un montant de 3105€ HT, il est nécessaire de signer un avenant n°1 représentant un montant d'augmentation de 3.88% du contrat initial

N°VD2019-486 - Direction de l'Education

Décision relative au marché n° 8D0015

Extension & réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier

Lot 9 : Appareil élévateur

Avenant n° 1

Objet : Le lot 9 du marché Extension & réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier intitulé Appareil élévateur a été attribué à l'entreprise NSA. En raison de sujétions techniques imprévues, visées à l'avenant n° 1 d'un montant de 720€ HT, il est nécessaire de signer un avenant n° 1 représentant un montant d'augmentation de 3.16% du contrat initial

N°VD2019-487 - Direction de l'Education

Décision relative au marché n°8D0015

Extension & réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier

Lot 10 : Chauffage - ventilation - plomberie

Avenant n° 1

Objet : Le lot 10 du marché Extension & réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier

intitulé Chauffage, ventilation, plomberie a été attribué à l'entreprise V20. En raison de sujétions techniques imprévues, visées à l'avenant n° 1 d'un montant de 2 985.37€ HT, il est nécessaire de signer un avenant n° 1 représentant un montant d'augmentation de 1.50% du contrat initial

N°VD2019-488 - Direction de l'Education

Décision relative au marché n°8D0015

Extension & réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier

Lot 11 : Electricité - courants forts et faibles

Avenant n°1

Objet : Le lot 11 du marché Extension & réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier intitulé Electricité – courants forts et faibles a été attribué à l'entreprise TEC ELEC SUD. En raison de sujétions techniques imprévues, visées à l'avenant n°1 d'un montant en moins-value de 302.28€ HT, il est nécessaire de signer un avenant n°1 représentant un montant en moins-value de 0.17% du contrat initial

N°VD2019-489 - Direction de l'Education

Décision relative au marché n°8D0015 1/2

Extension & réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier

Lot 12 : VRD

Objet : Le lot 12 du marché Extension & réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier intitulé VRD a été attribué à l'entreprise ASTRUC. En raison de sujétions techniques imprévues, visées à l'avenant n° 1 d'un montant de 3 919.50€ HT, il est nécessaire de signer un avenant n° 1 représentant un montant d'augmentation de 3.51% du contrat initial

N°VD2019-490 - Direction Architecture et Immobilier

Décision relative au marché n° V8D0029I

Abroge et remplace la décision n° VD2019-020

Missions de contrôles techniques et vérifications périodiques

Objet : Abroge et remplace la décision n° VD2019-020 marché n° V8D0029AI Missions de contrôles techniques et de vérifications périodiques; Un appel d'offres ouvert a été lancé conformément aux articles 25-I-1° et 67 à 68 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016; il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum ni maximum. Le marché est alloué en 2 lots désignés ci-dessous : Lot 1 : Missions de contrôles techniques / Attributaire : QUALICONSLT Lot 2 : Missions de vérifications périodiques / Attributaire : BUREAU VERITAS. L'accord-cadre est conclu pour une durée d'un an à compter de la notification, l'accord peut être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

L'article 2 précise les imputations budgétaires à la demande de la Trésorerie.

N°VD2019-492 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n° 1904731-3 - Ressources humaines"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n° 1904731-3 le 6 septembre 2019 par un agent de la Ville de Montpellier tendant à l'annulation de la décision du 22 juillet 2019 le plaçant en disponibilité d'office pour raison de santé à compter du 5 janvier 2019.

N°VD2019-493 - Direction des Relations aux Publics

Rétrocession d'une concession quinquennale située au cimetière Saint Lazare Acte n° 45334

Objet : Madame ROUAINI a acquis une concession d'un montant de 517€ le 21 mars 2016 pour son fils inhumé en terrain commun. Or, cette opération n'a pas pu se faire pour des raisons personnelles. En conséquence, un montant de 400€ sera remboursé.

N°VD2019-494 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n° 1904734-3 TA - Ressources humaines"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n° 1904734-3 le 6 septembre 2019 par un agent de la Ville de Montpellier contre la décision du 22 juillet 2019 le plaçant en congés de maladie ordinaire au-delà de 6 mois.

N°VD2019-495 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice " Requête n° 1904631-3 TA - Ressources humaines"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés suite au dépôt de la requête n° 1904631-3 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 30 août 2019 par un agent de la Ville contre la décision de la commune de Montpellier du 10 juillet 2019 l'informant de ne pas renouveler son engagement d'adjoint technique contractuel.

N°VD2019-496 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice " Requête n° 1901794-4 TA - SARL TEISSIER BP"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats PARME près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n° 1901794-4 le 10 avril 2019 par la SARL TEISSIER BP tendant à l'annulation de la décision de la Ville de refuser la demande d'extension de la terrasse de la SARL sise rue Saint Guilhem.

N°VD2019-497 - Direction Sports et Jeunesse

Décision relative à l'occupation de salles

Palais Universitaire Sportif Veyrassi

Université Montpellier 1 - Ville de Montpellier

Convention saison sportive 2019 - 2020

Objet : La Ville décide de signer une convention de mise à disposition du P.U.S. Veyrassi avec l'Université Montpellier 1 du 16 septembre 2019 au 26 juin 2020, pour un montant de 17 376.72 € T.T.C.

N°VD2019-498 - Direction Architecture et Immobilier

Décision relative à un marché public

Missions de diagnostic et de programmation pour le domaine et le parc de Méric

V9B0009AI

Objet : La Ville de Montpellier a besoin de réaliser des missions de diagnostic et de programmation pour le domaine et le parc de Méric. Une procédure adaptée a été lancée sous la référence V9B0009AI. Le marché a été attribué au groupement dont la SARL CARDO Architecture et Paysage est mandataire (5 bis rue des Galons 92190 MEUDON) regroupant AVRIL EN MAI (Paysagiste, Urbaniste) - Atelier Caroline SERRA (Architecte du Patrimoine) - SARL TEMAH (Programmist) - Véronique MURE (Botaniste) - SAS CHLOROPHYLL'ASSISTANCE (écologie et pédologie) - BET Brizot Masse Ingénierie (bureau études techniques) et Laurent TAILLANDIER SARL (Economiste) qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse pour un montant de 89 698,00 € HT au regard de la décomposition du prix global et forfaitaire.

N°VD2019-499 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Convention de mise à disposition de la maison des chœurs conclue avec l'association Chœur Universitaire de Montpellier pour les 5 octobre et 1er décembre 2019

Objet : Une convention de mise à disposition de la maison des chœurs est conclue avec l'association Chœur Universitaire de Montpellier pour les 5 octobre et 1er décembre 2019 moyennant une redevance de 90€.

N°VD2019-500 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Convention de mise à disposition de la maison des chœurs conclue avec l'association "Pour un sourire d'enfant" pour le 1er décembre 2019

Objet : Une convention de mise à disposition de la maison des chœurs est conclue avec l'association "Pour un sourire d'enfant" pour le 1er décembre 2019 moyennant une redevance de 60€.

N°VD2019-501 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Convention de mise à disposition de la maison des chœurs conclue avec l'association "Chœur Universitaire de Montpellier" pour le 13 octobre 2019

Objet : Une convention de mise à disposition de la maison des chœurs est conclue avec l'association "Chœur Universitaire de Montpellier pour le 13 octobre 2019 moyennant une redevance de 15€

N°VD2019-502 - Direction Aménagement et Renouvellement Urbain

Décision relative à l'accord-cadre de prestations

Intellectuelles à marchés subséquents pour une mission d'architecte urbaniste coordonnateur en vue de la reconversion urbaine du quartier Croix Lavit - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de l'accord-cadre de prestations intellectuelles à marchés subséquents, sans montant minimum ni maximum, pour la mission d'architecte urbaniste coordonnateur en vue de la reconversion urbaine du quartier Croix Lavit au groupement SATHY/SARL ALTO STEP/TN+PAYSAGISTES ASSOCIES

N°VD2019-503 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la maison des chœurs pour l'association "Jordelan" pour le 29 septembre 2019

Objet : Une convention de mise à disposition de la maison des chœurs est conclue avec l'association Jordelan pour le 29 septembre 2019, moyennant une redevance de 90€.

N°VD2019-504 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la maison des chœurs conclue avec l'association "Jordelan" pour le 6 octobre 2019

Objet : Une convention de mise à disposition de la maison des chœurs est conclue avec l'association "Jordelan" pour le 6 octobre 2019, moyennant une redevance de 30€

N°VD2019-505 - Direction Sécurité et Tranquillité Publique

Décision relative à l'attribution du marché en procédure adaptée ouverte n° V9D0011ST

Surveillance - Filtrage et Gardiennage de sites pour la Ville de Montpellier

Autorisation à signer le marché

Objet : Il s'agit de l'attribution du marché en procédure adaptée ouverte n° V9D0011ST concernant la surveillance, le filtrage et le gardiennage de sites pour la Ville de Montpellier selon un accord cadre à bons de commande sans minimum ni maximum pour une valeur estimée annuelle de 200 000,00 Euros H.T. à la société Agence 34 Sécurité sise 34970 Lattes sur une durée potentielle de 4 ans.

N°VD2019-506 - Direction Architecture et Immobilier

Décision relative à la mise à disposition de la Villa 480 avenue du Pic St Loup

Convention de location Ville / Brigade de Recherche et d'Intervention de Montpellier

Autorisation de signer la convention

Objet : Mise à disposition de la villa située au 480 avenue du Pic St Loup à la BRI, à titre gratuit, pour trois ans maximum.

N°VD2019-509 - Direction Sécurité et Tranquillité Publique

Décision relative à une attribution du marché en procédure adaptée ouverte n° V9B0072ST

Assistance à Maîtrise d'Ouvrage

Modernisation du Plan Communal de Sauvegarde et formation des acteurs à la gestion de crise

Autorisation à signer le marché

Objet : Attribution de la procédure adaptée ouverte n° V9B0072ST concernant l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour la Modernisation du Plan Communal de Sauvegarde et la formation des acteurs à la gestion de crise au bureau d'études RISCRISES sis 30100 Ales pour un montant de 69 750,00 Euros H.T. sur une durée de 36 mois.

N°VD2019-511 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la maison des chœurs avec l'association "Rotary Club de la Grande Motte" pour le 27 septembre 2019

Objet : Une convention de mise à disposition de la maison des chœurs est conclue avec l'association "Rotary Club de la Grande Motte", pour le 27 septembre 2019 moyennant une redevance de 30€.

N°VD2019-512 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la maison des chœurs avec l'association "A portée d'arts" pour les 26 et 27 octobre 2019

Objet : Une convention de mise à disposition de la maison des chœurs est conclue avec l'association "A portée d'arts" pour les 26 et 27 octobre 2019, moyennant une redevance de 300€

N°VD2019-513 - Direction des Finances

Emprunt de vingt millions d'euros auprès de la Société Générale

Objet : Dans le cadre des investissements et besoins de financement prévus et inscrits au budget de la Ville, un appel d'offres bancaires a été lancé le 8 août 2019 conjointement avec la métropole. A l'issue des deux tours de table et après analyse des conditions récapitulées dans les tableaux ci-joints, 5 établissements bancaires ont été retenus pour un montant global de 50 M€ pour la Ville dont la Société Générale pour 20 M€, se scindant en deux contrats de 10 M€.

N°VD2019-514 - Direction des Finances (VM)

Décision relative aux régies comptables

Direction Sécurité et Tranquillité Publique

Service Police Municipale

Régie de recettes et d'avances "Zone Piétonne"

Diminution du montant maximum de l'avance

Objet : Qu'au vu du montant des dépenses effectuées par la régie, il convient de diminuer le montant de l'avance.

N°VD2019-515 - Direction Energie et Moyens Techniques

Décision relative à l'Accord Cadre n° 6D0015

Signature d'un avenant de prolongation pour l'Acquisition et livraison de fournitures d'environnement de bureau et scolaire '

Objet : L'accord cadre n° 6D0015 « Acquisition et livraison de fournitures d'environnement de bureau et scolaire » AVENANT de prolongation au lot n° 1 (Acquisition et livraison de fournitures d'environnement de bureau) pour la société LYRECO. C'est un groupement de commande, la redéfinition nécessaire et complexe du besoin a fait prendre du retard au lancement d'une nouvelle procédure, donc il est nécessaire de prolonger la décision à l'attributaire LYRECO, pour 4 mois pour un montant estimatif de 100 000 € H.

N°VD2019-516 - Direction des Finances

Décision relative à un emprunt de dix millions d'euros auprès du Crédit Agricole CIB

Objet : Dans le cadre des investissements et besoins de financement prévus et inscrits au budget de la Ville, un appel d'offres bancaires a été lancé le 8 août 2019 conjointement avec la métropole. A l'issue des deux tours de table et après analyse des conditions récapitulées dans les tableaux ci-joints, 5 établissements bancaires ont été retenus pour un montant global de 50 M€ pour la Ville dont le Crédit Agricole CIB pour 10 M€.

N°VD2019-519 - Direction des Finances

Décision relative à un emprunt de dix millions d'euros auprès d'Arkea

Objet : Dans le cadre des investissements et besoins de financement prévus et inscrits au budget de la Ville, un appel d'offres bancaires a été lancé le 8 août 2019 conjointement avec la métropole. A l'issue des deux tours de table et après analyse des conditions récapitulées dans les tableaux ci-joints, 5 établissements bancaires ont été retenus pour un montant global de 50 M€ pour la Ville dont Arkea pour 10 M€.

N°VD2019-520 - Direction des Finances

Décision relative à un emprunt de cinq millions d'euros auprès de la Banque Postale

Objet : Dans le cadre des investissements et besoins de financement prévus et inscrits au budget de la Ville, un appel d'offres bancaires a été lancé le 8 août 2019 conjointement avec la métropole. A l'issue des deux tours de table et après analyse des conditions récapitulées dans les tableaux ci-joints, 5 établissements bancaires ont été retenus pour un montant global de 50 M€ pour la Ville dont la Banque Postale pour 5 M€.

N°VD2019-521 - Direction des Finances

Décision relative à un emprunt de 5 millions d'euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations

Objet : Dans le cadre des investissements et besoins de financement prévus et inscrits au budget de la Ville, un appel d'offres bancaires a été lancé le 8 août 2019 conjointement avec la métropole. A l'issue des deux tours de table et après analyse des conditions récapitulées dans les tableaux ci-joints, 5 établissements bancaires ont été retenus pour un montant global de 50 M€ pour la Ville dont la Caisse des Dépôts et

Consignations pour 5M€

N°VD2019-522 - Direction des Finances (VM)

Décision relative aux régies comptables

Direction de la Culture et du Patrimoine

Modification de la régie de recettes Parcours Muséographique

Diminution du montant de l'encaisse autorisée

Objet : Au vu de la diminution des recettes moyennes encaissées par la régie, il convient de réduire le montant de l'encaisse autorisée.

N°VD2019-523 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la maison des chœurs au profit de l'association "L'accroch'Choeur" pour les 19 octobre et 6 décembre 2019

Objet : Une convention de mise à disposition de la maison des chœurs est conclue avec l'association "L'accroch'Choeur" pour les 19 octobre et 6 décembre 2019, moyennant une redevance de 60€

N°VD2019-524 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la maison des chœurs au profit de l'association "L'accroch'Choeur" pour le 8 décembre 2019

Objet : Une convention de mise à disposition de la maison des chœurs est conclue avec l'association "L'accroch'Choeur" pour le 8 décembre 2019, moyennant une redevance de 30€

N°VD2019-525 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la maison des chœurs au profit de l'association "Jordelan" pour le 21 décembre 2019

Objet : Une convention de mise à disposition de la maison des chœurs est conclue avec l'association "Jordelan" pour le 21 décembre 2019, moyennant une redevance de 90€

N°VD2019-526 - Direction des Finances (VM)

Décision relative aux régies comptables

Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public

Service Gestion des Moyens Communs

Modification de la régie de recettes "Les Terrasses et Etalages"

Objet : Pour permettre les remboursements aux commerçants suite à un trop perçu, il est nécessaire de transformer la régie de recettes en régie mixte.

N°VD2019-527 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à l'annulation de la décision n°VD2019-499 concernant la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "Chœur Universitaire de Montpellier"

Objet : La décision VD2019-499 relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "Chœur Universitaire de Montpellier" est annulée. En effet, il existe déjà la même décision portant le n°VD2019-397.

N°VD2019-530 - Direction Aménagement et Renouvellement Urbain

Décision relative à la Convention de participation entre la Ville de Montpellier / la Société COGEDIM/la SA3M :

ZAC de la Restanque - parcelle OO31

Objet : Il s'agit d'approuver une convention de participation aux financements des équipements publics de la ZAC de la Restanque entre la Ville, la société COGEDIM et SA3M pour la construction d'un immeuble collectif composé de logements et de locaux de commerces/d'activités situé 730-838 av. des Près d'Arènes. Le montant total de cette convention s'élève à 1 103 715 €.

N°VD2019-531 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative au droit de préemption urbain - Propriété Jean-Gayola - lot 11 - 7 rue Boussairolles- Exercice du droit de préemption

Objet : A la suite de la DIA portant sur la propriété du lot 11 appartenant à M. JEAN et MMe GAYOLA,

sisé 7 rue Boussairolles, il est proposé de préempter ce bien. En effet, dans le cadre de la concession Grand Coeur, la SA3M est propriétaire de la quasi totalité des lots de cette copropriété qui nécessite de lourds travaux de réhabilitation. Après restructuration, l'objectif est de pouvoir proposer des logements répondant aux normes d'habitabilité avec possibilité de loyer maîtrisé / conventionné.

N°VD2019-532 - Direction du Parc de Lunaret

Décision relative au marché n° 6B0157

Achat d'aliments- viande fraîche et œufs pour les animaux du parc zoologique de Lunaret

Avenant N°1- Autorisation de signer l'avenant

Objet : Le présent avenant a pour objet d'augmenter le montant du contrat de 10% (MAPA2 n° 6B0157) afin de couvrir les besoins croissants de consommation de viande en 2019/2020, conséquence de la naissance de 10 guépards entre 2018 et 2019.

L'avenant autorise une augmentation du marché de 8000 € HT sur la totalité du marché (4 ans) portant ainsi le montant maximum hors taxe du dit marché à la somme de 88 000 € HT.

N°VD2019-535 - Direction des Systèmes d'Information

Décision relative au recours à l'Union des Groupements d'Achats Publics pour l'acquisition de solutions de gestion de l'occupation du domaine public

Marché n° V9B0092RI

Objet : Il s'agit d'autoriser les services de la Ville de Montpellier à faire appel à l'UGAP pour l'acquisition de solutions de gestion de l'occupation du domaine public et de prestations associées pour un montant maximum de 70 000 € HT sur une période d'un an à compter de la date d'effet de cette décision.

N°VD2019-536 - Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public

Décision relative à l'attribution du Marché n°V9D0035UV - Location, pose et dépose de décoration lumineuses et illumination de Noël 2019 - Marché subséquent n°2

Objet : Le présent marché subséquent concerne la location, pose et dépose de décorations lumineuses et illuminations de Noël 2019, il est issu de l'accord-cadre n°8D0005801000.

Il s'agit d'un marché de Fournitures et Services sans allotissement, ni tranches.

Son estimation est de 400 000 € HT et sa durée s'étend de la notification jusqu'à la dépose du dernier décor (prévue fin janvier 2020).

L'offre du groupement Blachere illuminations/Citeos Travasset, Zone Industrielle des Bourguignons, 84400 APT, d'un montant forfaitaire de 400 353,87 € est l'offre économiquement avantageuse.

N°VD2019-541 - Direction de la Cohésion Sociale

Décision relative pour une Convention de Partenariat entre le Comité Départemental Handisport de l'Hérault et la Ville de Montpellier

Objet : Convention de Partenariat entre le Comité Départemental Handisport de l'Hérault et la Ville de Montpellier pour le prêt de matériels pédagogiques handisports pendant la manifestation Handi'Com du 12 au 15 novembre 2019 en Mairie (salle des Rencontres).

N°VD2019-542 - Direction Sports et Jeunesse

Décision relative à la mise à disposition

du Gymnase "Georges Frêche" à titre gratuit

au profit du Lycée "Georges Frêche"

Ville de Montpellier - Région Occitanie - Lycée "Georges Frêche"

Objet : DSJ : La Ville décide de formaliser avec la Région Occitanie et le Lycée "Georges Frêche", une convention de mise à disposition à titre gratuit du gymnase "Georges Frêche" cofinancé par la Région Occitanie, qui prend effet dès la rentrée scolaire 2019-2020 pour une durée de 8 ans, renouvelable par reconduction express.

N°VD2019-545 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la maison des chœurs au profit de l'association "Coralen" pour le 14 décembre 2019.

Objet : Une convention de mise à disposition de la maison des chœurs est conclue avec l'association "Coralen" pour le 14 décembre 2019, moyennant une redevance de 30€.

N°VD2019-550 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la maison des chœurs au profit de l'association "What the Fest" pour les 30-31 octobre et 1er novembre 2019.

Objet : Une convention de mise à disposition de la maison des chœurs est conclue avec l'association "What the Fest" pour les 30-31 octobre et 1er novembre 2019, moyennant une redevance de 240€.

N°VD2019-552 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la maison des chœurs au profit de l'association "Jordelan" pour les 28 octobre, 11 novembre et 16 décembre 2019.

Objet : Une convention de mise à disposition de la maison des chœurs est conclue avec l'association "Jordelan" pour les 28 octobre, 11 novembre et 16 décembre 2019, moyennant une redevance de 90€.



Direction Sports et Jeunesse
Service Sports

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Contrat de prestations de service
Club de haut niveau Handball SAS
MONTPELLIER HANDBALL
Championnat de France et d'Europe
Saison 2019-2020
N° V9C0014DS-2

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Patrick RIVAS, Adjoint délégué aux Sports.

Considérant :

- Qu'il y a lieu d'acquiescer des prestations de type communication (naming, publicité sur les équipements professionnels et panneautique), et achats de places (VIP, Présidentielles et places en tribune) dans le cadre d'une démarche de promotion du sport en général et du Handball en particulier, pour les rencontres du championnat de France et d'Europe, organisées à Montpellier pour la saison sportive 2019-2020 ;
- Les prestations (VIP, Présidentielles et places en tribune) bénéficieront à des invités institutionnels, des membres du tissu associatif, des partenaires ainsi que des élus et collaborateurs de la collectivité ;
- Qu'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence en application de l'article R2122-3 du Code de la Commande Publique a été passée auprès de la SAS Montpellier Handball ;

- Qu'après analyse, la SAS Montpellier Handball, domiciliée au Centre Jean-Paul Lacombe – 1000 Avenue du Val de Montferrand – 34090 Montpellier, présente une offre satisfaisante.

Décide en conséquence :

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché V9C0014DS-2 – Contrat de prestations de service Club de Haut niveau Handball MHB (Montpellier Handball) – Championnat de France et d'Europe - Saison 2019-2020, à la SAS Montpellier Handball, pour un montant global et forfaitaire de 121 061,80 € HT ;

Le marché prend effet dès sa notification jusqu'à la fin de sa saison sportive 2019-2020 ; soit le 30 juin 2020.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de la Ville de Montpellier, chapitre 933.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 SEP. 2019
Monsieur l'Adjoint au Maire
Patrick RIVAS



Publiée le : 25 SEP. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Education
Service Ressources (Education)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative au marché 6D0050 Construction
du groupe scolaire Croix Lavit Benoîte Groult
Avenant n°3 du lot 11

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté n°VAR 2019-0328 en date du 13/02/2019 donnant délégation de signature à Madame Sonia KERANGUEVEN, Adjointe au Maire, Déléguée à la réussite éducative et au quartier Hôpitaux-Facultés ;
- Vu la décision n°VD2018-330 du 12/09/2018 « avenant n°1 » ayant pour objet le transfert du contrat de la société SPIE Sud-Ouest à la société SPIE Industrie et tertiaire ;
- Vu la décision n°VD2019-128 du 1^{er} avril 2019 « avenant n°2 » ayant pour objet la prolongation des délais du marché ;
- Vu le rapport d'avenant n°3, relatif au marché 6D0050 – lot 11 « Electricité, courants forts, courants faibles » ;
- Vu l'avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres du 16 juillet 2019, favorable à la passation d'un avenant n°3 pour le lot 11 « Electricité, courants forts, courants faibles » dans la mesure où ce marché excède 5% ;

Considérant :

- Que la Ville a décidé de procéder à la construction du Groupe Scolaire Benoîte Groult ;
- Qu'un marché n°6D0050 « Construction du Groupe Scolaire Malbosc/Croix Lavit Benoîte Groult » a été lancé ;

Décision n° VD2019-379

- Que pour réaliser ses travaux, un appel d'offres ouvert a été lancé, conformément aux articles 25-I-1° et 67 à 68 du décret n°2016/360 du 25 mars 2016, comportant 15 lots ;
- Que le lot 11 « Electricité, courants forts, courants faibles » du marché n°6D0050 a été attribué à la société SPIE Sud-Ouest « PA Marcel Dassault – 170 rue Henri Farman – BP 70339 – 34435 Saint Jean de Védas cedex » ;
- Qu'un avenant n°1 a transféré le contrat à la société SPIE Industrie et Tertiaire « BP 19 – 4 avenue Jean Jaurès 69320 SEYZIN » ;
- Qu'un avenant n°2 a prolongé la durée du contrat portant la date de fin de marché au 31 juillet 2019 ;
- Que des modifications programmatiques sont intervenues répondant à de nouvelles normes d'hygiène et sécurité et à des soucis sécuritaires ;
- Que ces éléments précités entraînent des sujétions techniques imprévues et une augmentation du montant initial du marché de 31 508,39€ HT portant ainsi le montant du marché à 331 546,45€ HT ;
- Qu'un avenant n°3 au marché n°6D0050 lot 11 « Electricité, courants forts, courants faibles » est nécessaire, ayant pour objet une augmentation du montant initial du marché ;

Décide en conséquence :

Article 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°3 au marché 6D0050 – Lot 11 « Electricité, courants forts, courants faibles » de l'entreprise SPIE Sud-Ouest. Le montant de cet avenant est : 31 508,39€ HT soit un pourcentage d'augmentation de 10,50% ;

Montpellier, le 05 NOV. 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Sonia KERANGUEVEN



Publiée le : 06 NOV. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement et Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Est & Nord

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Quartier Hôpitaux Facultés - Secteur Veyrassy - Mandat d'études Ville/SA3M

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Chantal MARION, Adjointe au Maire, déléguée à l'Urbanisme et à l'Aménagement Foncier opérationnels ;
- Vu le Code de l'urbanisme et plus particulièrement son article L.300-3.

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier envisage la réalisation d'un programme urbain mixte à dominante d'habitat dans le cadre d'une opération d'aménagement sur environ 6 hectares de terrains disponibles à proximité du carrefour de la Lyre ;
- Qu'il est nécessaire d'étudier la programmation souhaitable de cette opération compte-tenu de ses caractéristiques particulières, ainsi que les conditions de sa réalisation ;
- Que la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) est à même d'assurer la mission de conduite de l'ensemble des études à réaliser ainsi que leur règlement dans le cadre d'une convention de mandat d'études à conclure avec la Ville de Montpellier ;
- Que le statut de Société Publique Locale d'Aménagement (SPLA) de la SA3M autorise la Ville de Montpellier à conclure ce marché sans mise en concurrence préalable ;
- Que la convention de mandat annexée à la présente porte d'une part, sur la définition des missions de suivi et d'encadrement confiées par la Ville de Montpellier (en son nom et pour son compte) à la SA3M, pour la bonne réalisation de ces études, et d'autre part sur les conditions de financement de ces études dont le montant prévisionnel est estimé à 155 000 € HT (186 000 € TTC).

Décide en conséquence :

- De conclure un marché de mandat d'études entre la Ville de Montpellier et la SA3M, tel qu'annexé à la présente décision, pour un montant prévisionnel total d'études de 155 000 € HT (186 000 € TTC) et pour

Décision n° VD2019-395

une durée de vingt-quatre mois à compter de la réception par le mandataire de la notification du document signé et transmis au représentant de l'Etat ;

- De dire que les honoraires de la SA3M pour l'exécution de sa mission seront établis au montant forfaitaire total de 50 000 € HT (60 000 € TTC) ;
- D'autoriser la SA3M, mandataire, à signer au nom et pour le compte de la Ville de Montpellier, les marchés d'études relevant de sa mission, dans la forme prescrite par les règles applicables au sein de la collectivité et dans le respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnels ;
- De dire que la dépense sera imputée au budget d'investissement de la Ville de Montpellier, chapitre : 905 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.


Montpellier, le 17 OCT. 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Chantal MARION

Publiée le : 21 OCT. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Education
Service Ressources (Education)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Construction du groupe scolaire croix Lavit
(Benoite Groult)
Marché n° 6D0050
Augmentation du montant du marché et de
prolongation du délai pour le lot 12
Avenant n° 3**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation de signature à Madame Sonia KERANGUEVEN, Adjointe au Maire ;
- Vu la délibération n° VD2017/168 du 23 juin 2017 dénommant le groupe scolaire Malbosc – Croix Lavit du nom de Benoîte Groult ;
- Vu la décision n° 2017/343 du 27 novembre 2017 autorisant la signature du marché n°6D0050« Construction du groupe scolaire Malbosc – Croix Lavit » ;
- Vu la décision n° VD2019-057 du 12 mars 2019 « avenant n° 1 » ayant pour objet l'augmentation du montant initial du lot 12 de 7,54% ;
- Vu la décision n° VD2019-128 du 1^{er} avril 2019 « avenant n° 2 » ayant pour objet la prolongation des délais du marché jusqu'au 31 juillet 2019 ;
- Vu le projet d'avenant n° 3 correspondant.

CONSIDÉRANT :

Décision n° VD2019-402

- Que le lot 12 « Chauffage – ventilation – plomberie - sanitaire » du marché n° 6D0050 a été attribué à la société ENGIE AXIMA CONCEPT « ZAE Font de la Banquière BP 90109 34874 LATTES » pour un montant global et forfaitaire de 505 423,836 euros (montant initial + avenant n° 1) ;
- Que des modifications programmatiques sont intervenus répondant à la politique alimentaire et de nettoyage des écoles de la Ville de Montpellier ;
- Que ces éléments précités entraînent des sujétions techniques imprévues et une augmentation du montant initial du marché de 1 600,50 € HT portant ainsi le montant du marché à 507 024,33 € HT ;
- Qu'un avenant n° 3 au marché n° 6D0050 lot 12 « Chauffage – ventilation – plomberie – sanitaire » est nécessaire, ayant pour objet une augmentation du montant incluant l'avenant n° 1 du marché ;
- Qu'un arrêt de chantier de trois semaines imposé par l'inspection du travail, a pénalisé l'ensemble des lots en cascade ;
- Que les conditions climatiques (canicule ou chaleur extrême) n'ont pas permis aux entreprises titulaires de travailler dans des conditions optimales et que ces dernières ont dû aménager leur temps de travail journalier et que certains travaux ne pourront être réalisés que lors des vacances de la Toussaint 2019 ;
- Que des interventions décalées des entreprises de voirie réalisant des aménagements de sécurité aux abords du Groupe Scolaire ont engendré des perturbations conséquentes en terme d'approvisionnement sur le chantier ;
- Que ces trois facteurs ont perturbé le bon déroulement du chantier et que le lot 14 « espaces verts » ne pourra intervenir que début novembre 2019 ;
- Qu'en conséquence une prolongation de la durée du marché pour le lot 12 est nécessaire portant la date de fin du marché au 1^{er} décembre 2019 au lieu du 31 juillet 2019 ;

DÉCIDE :

Article 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n° 3 portant prolongation du délai au 1^{er} décembre 2019 et d'augmentation du montant au marché 6D0050 – Lot 12 « Chauffage – ventilation – plomberie – sanitaire » de l'entreprise ENGIE AXIMA CONCEPT. Le montant de cet avenant est : 1 600,50 € HT soit un pourcentage d'augmentation de 0.31% ;

Article 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 902 ;

Article 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Article 4 : de charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville et Madame la Trésorière Principale Municipale, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 SEP 2019
 Madame l'Adjointe au Maire
 Sonia KERANGUEVEN



Publiée le : 25 SEP. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction qualité de vie au travail, du dialogue social et de l'accompagnement managérial
Service qualité de vie au travail

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Attribution du marché "Prestation
d'accompagnement d'agent(s) en situation de
handicap dans le cadre de son activité
professionnelle (Auxiliaire de vie professionnelle
et personnelle) de la Ville de Montpellier, de
Montpellier Méditerranée Métropole et du CCAS
de la Ville de Montpellier"
N° G8B0029RH**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction, Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller Municipal ;
- Vu la convention de groupement régie par les dispositions de l'article 28 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 et du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, relatif aux aménagements de poste et de prestation d'accompagnement des agents en situation de handicap entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et le CCAS de Montpellier,

Considérant :

- qu'il est nécessaire, dans le cadre de la politique de prévention des risques professionnels, de prendre en compte la situation des agents ayants des difficultés de santé au travail et faciliter le maintien dans l'emploi des agents en situation de handicap ;
- que certains handicaps nécessitent, le recours à une auxiliaire de vie qui accompagne l'agent dans ses actes professionnels et actes personnels pendant son temps de travail

Décision n° VD2019-410

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum, avec un maximum de 44 500€ H.T. pour une durée de 12 mois à compter de sa notification renouvelable 1 fois par tacite reconduction, en application de l'article 78 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux accords-cadres;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique (60%)
 - Prix des prestations sur la base d'une simulation sur 35h (40%)
- qu'après analyse, l'entreprise SAP SO'LIFES, 465 avenue Jean Mermoz, Centre commercial Parc à ballons 34000 MONTPELLIER, seul candidat, présente une offre économiquement avantageuse.

Décide en conséquence :

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché G8B0029RH «Prestation d'accompagnement d'agent(s) en situation de handicap dans le cadre de son activité professionnelle et personnelle de la Ville de Montpellier, de Montpellier Méditerranée Métropole et du CCAS de la Ville de Montpellier.» à l'entreprise pour 12 mois renouvelable 1 fois par tacite reconduction à SAP SO'LIFES, 465 avenue Jean Mermoz, Centre commercial Parc à ballons 34000 MONTPELLIER, pour un montant maximum annuel de 44 500€ H.T.€ (soit 89 000 € H.T. toutes reconductions comprises).

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 12 mois renouvelable 1 fois par tacite reconduction.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur la ligne budgétaire chapitre 930 de la collectivité concernée par la commande.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 SEP. 2019
Monsieur le Conseiller municipal
Abdi EL KANDOUSSI

Publiée le : 24 SEP. 2019
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Marché de travaux de réalisation d'un système de
production et de distribution de chaud et froid
pour les plateaux de bureaux du R+2 au R+5 de
l'ancien Hôtel de Ville
Avenant n° 1**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relatives aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté n° VAR2019-3108 du 1^{er} juillet 2019, donnant délégation de fonction à Monsieur Abdi El Kandoussi, Adjoint au Maire Délégué ;
- Vu la décision n° 2016-0041 du 15 février 2016 autorisant la signature de la convention de mandat de réalisation des travaux liés à la pérennité du bâtiment de l'ancienne Mairie de Montpellier ;
- Vu la décision n° VD2018-311 du 7 août 2018 relative à l'attribution du « Marché de travaux de réalisation d'un système de production et de distribution de chaud et froid pour les plateaux de bureaux du R+2 au R+5 de l'ancien Hôtel de Ville » ;
- Vu le rapport justificatif ;
- Vu le projet d'avenant n° 1 correspondant.

Considérant :

- Que par décision n° 2016-0041 du 15 février 2016, une convention de mandat de réalisation des travaux liés à la pérennité du bâtiment de l'ancienne Mairie de Montpellier, a été signée avec la SA3M ;

Décision n° VD2019-422

- Que, dans ce cadre, il a été nécessaire de procéder à des travaux de réalisation d'un système de production et de distribution de chaud et de froid pour les plateaux de bureaux de R+2 au R+5 de l'ancien Hôtel de Ville situé 1, place Francis Ponge à Montpellier ;
- Que, par décision n°VD2018-311 du 7 août 2018, le marché de travaux de réalisation d'un système de production et de distribution de chaud et froid a été attribué au groupement ENGIE AXIMA/INEO MP LR/FPI, dont le mandataire est ENGIE AXIMA, pour un montant total de 426 264,74 € H.T (toutes tranches confondues). Que le marché se décompose en tranches, à savoir 1 tranche ferme et 2 tranches optionnelles définies comme suit:
 - tranche ferme portant sur les travaux du R+2 et du R+4;
 - tranche optionnelle 1 portant sur les travaux du R+3;
 - tranche optionnelle 2 portant sur les travaux du R+5;
- Qu'il convient d'intégrer des travaux supplémentaires, nécessaires à la bonne exécution du marché et imprévisibles au lancement de la consultation. Il s'agit de la réalisation du système de chauffage et climatisation dans deux bureaux situés en R+5 de l'ancien Hôtel de Ville à intégrer dans le périmètre de la tranche optionnelle 2 du marché. Ces bureaux n'étaient pas initialement intégrés à la réalisation du nouveau réseau de chauffage et climatisation, car équipés de façon autonome ;
- Que ces travaux supplémentaires qui concernent la tranche optionnelle 2 s'élèvent à 5 021,18 € H.T. doivent faire l'objet d'un avenant n°1. Le montant du marché initial est ainsi porté de 426 264,74 € H.T à 431 285,92 € H.T. (toutes tranches confondues), soit une augmentation de 1.18 % du montant total du marché.

La modification du marché opérée par le présent avenant, est fondée sur l'article 139 (3° et 6°) du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Décide en conséquence :

Article 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 du marché de travaux de réalisation d'un système de production et de distribution de chaud et de froid pour les plateaux de bureaux de R+2 au R+5 de l'ancien Hôtel de Ville, avec le groupement désigné comme suit :

- Mandataire: ENGIE AXIMA – 1 place des Degrès – Tour Voltaire - 92059 PARIS LA DEFENSE CEDEX,
 - 2ème cotraitant: INEO MP LR – 16 rue Claude Marie Perroud - BP 34749-31047 TOULOUSE CEDEX 01,
 - 3ème cotraitant: F.P.I. – PAE La Tour – 264 rue Denis Papin - 34570 MONTARNAUD,
- pour un montant total, toutes tranches confondues de 431 285,92 € H.T.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville – Chapitre 900.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16 SEP. 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 16 SEP. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction Événementiel - Protocole****Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier****Décision relative au marché n° 7D0014 - lot 11 -
"Electricité - courant forts et faibles" - Avenant
n° 2****Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire délégué aux finances ;
- Vu la décision n° VD2018-292 du 24 juillet 2018 attribuant le lot 11 « Electricité - Courants forts et faibles » du marché n°7D0014 à la société TEC ELEC SUD « 51, chemin de la Rasimiere 34 380 SAINT MARTIN DE LONDRES » pour un montant de 112 144,78€ HT;
- Vu la décision n° VD2019-181 du 24 mai 2019 autorisant la signature d'un « avenant n° 1 » ayant pour objet la prolongation du marché pour l'ensemble des lots portant la date de fin de marché au 30/10/2019 au lieu du 17/09/2019.

Considérant :

- Que des modifications programmatiques sont intervenues répondant aux nouveaux besoins du service du Protocole de la Ville de Montpellier ;
- Que conformément à l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 il est nécessaire de signer un avenant n°2 au marché n°7D0014 lot 11 « Electricité - Courants forts et faibles » ayant pour objet une augmentation du montant initial du marché ;

Décide en conséquence :

Décision n° VD2019-429

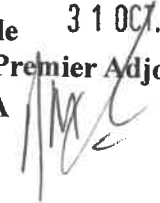
Article 1 : d'autoriser la signature de l'avenant au marché 7D0014 « Electricité – Courants forts et faibles » avec l'entreprise TECH ELEC SUD, avenant n° 2 d'un montant de 2 435,63€ HT soit un pourcentage d'augmentation de 2,17%, portant ainsi le nouveau montant du marché à 114.580,41€ HT ;

Article 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 902 ;

Article 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Article 4 : de charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville et Madame la Trésorière Principale Municipale, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 31 OCT. 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 04 NOV. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture ; - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction Événementiel - Protocole**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au marché n° 7D0014
Locaux Technique du Protocole - Construction de
bureaux et hangars SANITHERMIC "Plomberie
- Chauffage - Ventilation - Sanitaires" - lot 12
Avenant n° 2**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire délégué aux Finances ;
- Vu la décision n° VD2018-292 du 19 juillet 2018 attribuant le lot 12 « Plomberie-chauffage-Ventilation-Sanitaires » du marché n° 7D0014 à la société SANITHERMIC « Parc d'activités via Domitia 70, avenue des cocardières 34160 CASTRIES » pour un montant de 192 228.72 € Hors taxes ;
- Vu la décision n° VD2019-181 du 23 mai 2019 autorisant la signature d'un « avenant n° 1 » ayant pour objet la prolongation du marché pour l'ensemble des lots portant la date de fin de marché au 30/10/2019 au lieu du 17/09/2019.

Considérant :

- Que des modifications programmatiques sont intervenues répondant aux nouveaux besoins du service du Protocole de la Ville de Montpellier ;
- Que conformément à l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 il est nécessaire de signer un avenant n° 2 au marché n° 7D0014, lot 12 « Plomberie – Chauffage – Ventilation - Sanitaires » ayant pour objet une augmentation du montant initial du marché.

Décide en conséquence :


Article 1 : d'autoriser la signature de l'avenant au marché 7D0014 « Plomberie – Chauffage – Ventilation - Sanitaires » avec l'entreprise SANITHERMIC, avenant n° 2 d'un montant de 965,44€ HT soit un pourcentage d'augmentation de 0,50%, portant ainsi le montant du marché à 193 194,16€ HT ;

Article 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 902 ;

Article 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Article 4 : de charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville et Madame la Trésorière Principale Municipale, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 31 OCT. 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 04 NOV. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision d'ester en justice " Requête n°1903836-1
TA - SARL L'OISEAU BLEU"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué.

Considérant :

- La requête n°1903836-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 30 juillet 2019 par la SARL L'Oiseau bleu et autres contre l'arrêté n° PC 34 172 14 V0223 M01 accordant permis de construire valant permis de démolir pour la création de 30 logements et d'un local d'activité sis au 13 rue Boussairolles et au 17 rue Alfred Bruyas ;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1903836-1 le 30 juillet 2019 par la SARL L'Oiseau bleu et autres ;

Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'Avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés » ;

Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930 ;

.../...

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16 SEP. 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 16 SEP. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Mission Grand Coeur
Service Patrimoine Historique

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la restauration des corps de
garde du Peyrou
Autorisation de signature d'avenants au marché
7D0043**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics
- Vu la délibération n°2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégation consenties par le Conseil Municipal à Monsieur le Maire modifiée
- Vu la décision/délibération no VD2018-466 attribuant le lot n° 1 « Echafaudages - maçonnerie - pierre de taille » au groupement d'entreprises SELE / GSD ECHAFAUDAGE / ETI COUVERTURE pour un montant global et forfaitaire de 294.151,51 euros HT (base), le lot n° 2 « Sculptures » à l'entreprise ATELIER BOUVIER pour un montant global et forfaitaire de 63.874.06 euros HT et le lot n° 3 « Menuiseries » à l'entreprise ATELIERS DRUILHET pour un montant global et forfaitaire de 31.310,00 euros HT ; et pour une durée de 6 mois.

Considérant :

Que des prestations supplémentaires relèvent de la compétence du lot n°1 :

- mesures de sécurité complémentaire, imposées par les forces de l'ordre afin de limiter les risques liés aux manifestations de « gilets jaunes » lors de la mise en place des échafaudages ;
- cloisonnements et faux-plafonds intérieurs du corps de garde sud, jugés en très mauvais état au démarrage du chantier et dont la démolition s'avère nécessaire de les démolir afin d'assurer la sécurité des ouvriers et du bâtiment lui-même ;
- mauvais état de certaines pierres, dont le remplacement s'est avéré nécessaire pour assurer la pérennité des ouvrages ;

Il convient en conséquence de conclure l'avenant n°1, pour le lot n°1, qui porte le montant total du marché pour ce lot à 305.012,76 euros H.T soit une augmentation de 3,69 % par rapport au montant initial ;

Que, relevant de la compétence du lot n°2, le mauvais état de la cheminée du corps de garde nord, en terre cuite, impose sa dépose et sa restauration en atelier afin de permettre sa conservation.

Il convient en conséquence de conclure l'avenant n°1, pour le lot n°2, qui porte le montant total du marché pour ce lot à 70.844,06 euros H.T soit une augmentation de 10,91 % par rapport au montant initial ;

Que des prestations supplémentaires relèvent de la compétence du lot n°3 :

- mauvais état de conservation de 2 paires de volets du corps de garde sud imposant leur remplacement à neuf au lieu de leur restauration initialement prévue ;
- dépose en conservation, compte-tenu de leur bon état de conservation, des 2 fenêtres du corps de garde sud, au lieu de les démolir comme prévu initialement ;
- restauration d'une menuiserie, découverte fortuitement anciennement murée, dans le corps de garde nord;
- fourniture et pose de 2 paires de volets supplémentaires sur le corps de garde nord pour limiter le risque d'effraction ;

Il convient en conséquence de conclure l'avenant n°1, pour le lot n°3, qui porte le montant total du marché pour ce lot à 40.470 euros H.T soit une augmentation de 29,26 % par rapport au montant initial ;

Décide en conséquence :

ARTICLE 1 :

- D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché 7D0043870001 Restauration des corps de garde et des murs d'échiffre de la Place royale du Peyrou avec le groupement d'entreprises SELE / GSD ECHAFAUDAGE / ETI COUVERTURE ; d'un montant de 10 861,75 euros H.T pour le lot n°1 portant le nouveau montant du marché à 305 012.76 euros HT.
- D'autoriser à signer l'avenant n°1 au marché 7D0043870001 Restauration des corps de garde et des murs d'échiffre de la Place royale du Peyrou d'un montant de 6.970,00 euros H.T pour le lot n°2 au bénéfice de l'entreprise ATELIER BOUVIER portant le nouveau montant du marché à 70.844,06 euros HT.
- D'autoriser à signer l'avenant n°1 au marché 7D0043870001 Restauration des corps de garde et des murs d'échiffre de la Place royale du Peyrou d'un montant de 9.160,00 euros H.T pour le lot n°3 au bénéfice de l'entreprise ATELIERS DRUILHET portant le nouveau montant du marché à 40.470,00 euros HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de la Ville de Montpellier, chapitre 905.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Décision n° VD2019-438

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 OCT. 2019
Monsieur le Maire
Philippe SAUREL



Publiée le : 04 NOV. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Relations aux Publics
Service Administration des Cimetières

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Obsèques des personnes dépourvues de
ressources suffisantes ou sans famille 2019 -
V9B0078RP**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code de la commande publique ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Lorraine ACQUIER déléguée aux Relations aux publics, aux Affaires militaires, aux cimetières et au Jardin des Héros.

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'inhumation ou à la crémation des personnes dépourvues de ressources suffisantes décédées sur le territoire de la commune ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 27, 78 et 80 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à bons de commandes pour une durée d'un an renouvelable une fois.
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
Valeur technique : 60% :
 - moyens humains (références, qualifications du personnel)
 - moyens matériels (corbillards, cercueils, urnes, matériel de fossoyage)Prix : 40 %.
- Que seule l'entreprise Service Funéraires de "SAEML SFMA - MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE», (Domaine de Grammont – Avenue Albert Einstein – 34000 Montpellier a répondu à l'offre en respectant le seuil du montant total fixé.

Décide en conséquence :

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché « Obsèques des personnes dépourvues de ressources » à l'entreprise "SAEML SFMA - MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE» pour un montant de 35 666,60 € H.T pour une durée de 1 an à compter de la notification, et reconductible une fois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget général de la Ville, Nature 62878 Fonction 920262.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06 SEP. 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Lorraine ACQUIER

Publiée le : 12 SEP. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Relations aux Publics
Service Etat Civil

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Attribution MAPA N°V9B0074RP - Reliure des registres d'Etat Civil

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code de la commande publique ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Lorraine ACQUIER, Adjointe déléguée aux Relations aux publics, aux Affaires militaires, aux Cimetières et au Jardin des Héros.

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à la reliure annuelle des actes de naissance, de mariage et de décès dans un registre, de la reliure des tables annuelles ainsi que des tables décennales ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123-1 du code de la commande publique sous la forme d'un marché à bons de commandes pour une durée de 1 an renouvelable 3 fois ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° La valeur technique : 60 % (Qualité du façonnage 40 % et Délai de livraison 20 %)
 - ° Prix : 40 %
- Qu'après analyse, l'entreprise L'œil de Chat, Rue de la Calade, 30260 CORCONNE, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

Décision n° VD2019-463

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché V9B0074RP - Reliure des registres d'Etat Civil à l'entreprise L'œil de Chat, pour un montant maximum annuel de 7000 € H.T. soit 28 000 € pour la durée totale du marché, toutes reconductions comprises.

Le marché prend effet à compter de la notification. Sa durée est de 1 an et reconductible 3 fois

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget général de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 SEP. 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Lorraine ACQUIER

Publiée le : 27 SEP. 2019
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Education
Service Ressources (Education)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Autorisation de signature - convention de mise à
disposition de locaux scolaires pour le
déploiement de l'IDEAS BOX, bibliothèque en kit
et mobile de la Direction des Médiathèques et du
Livres de la Métropole - Année 2019 - Jean ZAY**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la conclusion et la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- Vu l'arrêté de délégation de Sonia KERANGUEVEN élue à la Réussite Educative et au quartier Hôpitaux-Facultés ;
- Vu la décision MD2019-784 du Président de la Métropole.

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier est propriétaire de l'école élémentaire JEAN ZAY, 85 avenue Alphonse Juin, 34 000 MONTPELLIER.
- Que Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique de déploiement de l'offre culturelle au plus près des territoires de la métropole et en particulier des zones d'éducation prioritaires et que le réseau des médiathèques dispose d'un outil de déploiement mobile « IDEAS BOX ».
- Qu'un programme de déploiement sur le quartier de la Pompignagne est envisagé et dans l'école Jean ZAY en particulier.
- Que la Métropole souhaite établir une convention afin de disposer des locaux susmentionnés les jeudis 19 et 26 septembre de 16h à 18h30 et tous les mercredis de 14h à 18h, du 18 septembre au 11 décembre 2019, sauf le mercredi 30 octobre 2019, dans le cadre du déploiement de l'IDEAS BOX. La convention ne se renouvellera pas de manière tacite.

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention de mise à disposition à titre gratuit de l'Ecole JEAN ZAY à Montpellier, 85 avenue Alphonse Juin, entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser l'Adjointe déléguée à la Réussite Educative et au Quartier Hôpitaux-Facultés à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 18 SEP. 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Sonia KERANGUEVEN



Publiée le : 19 SEP. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Convention de mise à disposition de la Maison des
Chœurs avec l'association "Ekhô" pour les 5
juillet, 29-30 et 31 août 2019**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA Adjointe déléguée à la Culture.

Considérant :

- Que l'association « Ekhô » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 5 juillet, 29-30 et 31 août 2019 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 225€ sera due par l'association en contre partie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2018/514 du 19 décembre 2018.

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 06 SEP. 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 12 SEP. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur
Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Convention de mise à disposition de la Maison des
Chœurs avec l'association "Fiamme musicali"
pour les 13 octobre et 17 novembre 2019

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA Adjointe déléguée à la Culture.

Considérant :

- Que l'association « Fiamme musicali » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs 13 octobre et 17 novembre 2019 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 60€ sera due par l'association en contre partie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2018/514 du 19 décembre 2018.

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 06 SEP. 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 12 SEP. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur
Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Plan objet 2019
Conservation, restauration et valorisation des
églises Notre-Dame-des-Tables et Chapelle-Saint-
Charles
n° V9B0045DC et V9A1534DC
Attribution des marchés et autorisation de dépôt
d'une demande de subvention auprès de l'Etat,
Ministère de la Culture

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code de la commande publique ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Culture.

Considérant :

- que la Ville a, par délibération n° 2016/495 du 15 décembre 2016, approuvé la signature de la convention Plan-Objet avec l'Etat, via la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie (DRAC) afin de protéger, restaurer et mettre en valeur les œuvres dans les églises ;
- qu'une procédure a été lancée pour l'opération plan Objet 2019, conformément aux articles 27 et 28 du décret n° 2016/360 du 25 mars 2016, sous la forme d'un marché ordinaire alloti, pour une durée de 6 mois à compter de la notification ;
- que, par décision n°VD2019-309, la Ville a attribué les lots 3, 4 et 6 du marché V9B0045DC, déclaré infructueux le lot 2 et sans suite les lots 1 et 5 ;

Décision n° VD2019-468

- qu'une nouvelle procédure (V9A1534DC) a été lancée pour les lots 1 (inventaire des objets -textiles et orfèvrerie- et documentation historique) et 2 (étude préalable avant intervention du tableau *L'adoration des Bergers*), conformément à l'article R2123-1 du Code de la commande publique ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° valeur technique (60%)
 - ° expérience professionnelle (20%)
 - ° prix (20%) ;
- qu'après analyse, l'entreprise Sophie Vergne, 29 avenue Jean Jaurès, 92290 Chatenay Malabry présente l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot n°1
- qu'après analyse des propositions reçues, le lot 2 est déclaré sans suite.

Décide en conséquence :

ARTICLE 1 : d'attribuer le lot 1 du marché V9A1534DC Inventaire des objets (textiles et orfèvrerie) et documentation historique, à l'entreprise Sophie Vergne, pour un montant de 13 800 € HT ;

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 6 mois

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de la Ville de Montpellier, chapitre 933.


ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : d'autoriser le dépôt d'une demande de subvention auprès de l'Etat, Ministère de la Culture, à hauteur de 40 % du montant des travaux prévus pour l'opération Plan Objet 2019, soit un total de 41 103.10 € HT pour les marchés V9B0045DC et V9A1534DC ;

ARTICLE 5 : de dire que le montant de la subvention obtenue sera inscrit en recettes sur le budget de la Ville, chapitre 903 et que le montant équivalent sera également inscrit en dépenses sur les lignes de crédit des Archives Municipales, chargées de la mise en œuvre de l'opération.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 OCT. 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA



Publiée le : 21 OCT. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Procédure d'expertise
- Tribunal de commerce - LABASTERE et
Autres"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué.

Considérant :

- La procédure d'expertise pendante près le Tribunal de Commerce de Montpellier, ordonnance de référé n° 2012 013837 du 4 octobre 2018, tendant à déterminer les causes et origines des désordres affectant les brise-soleil de l'Hôtel de Ville ;
- Le changement d'attributaire du lot droit de la construction dans le cadre du marché n° V8D0051AJ, prestations de conseil juridique et représentations juridiques ;
- Qu'il est nécessaire de poursuivre la défense de la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

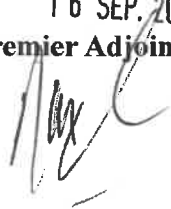
Article 1 : La défense des intérêts de la Ville est confiée à la SCP d'Avocats PARME près le Tribunal de commerce de MONTPELLIER ainsi que devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;

Article 2 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930 ;

.../...

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16 SEP. 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 16 SEP. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête n° 1904430-1
TA - Association Syndicale Libre Les Vignes de l'
Ecluse"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué.

Considérant :

- La requête n° 1904430-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 20 août 2019 par l'Association Syndicale Libre Les Vignes de l' Ecluse sollicitant l'annulation de l'arrêté n° DP341721900367 en date du 4 avril 2019 par lequel le maire de la commune de Montpellier s'est opposé à la déclaration préalable déposée par la SARL CITYA COGESIM relatif à la pose d'un portail avec portillon en bordure de l'avenue du Pont Trinquat.
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1904430-1 par l'Association Syndicale Libre Les Vignes de l' Ecluse ;

Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ;

Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930 ;

.../...

Décision n° VD2019-470

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16 SEP. 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 16 SEP. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Convention de mise à disposition de la maison des
chœurs avec l'association "Chœur symphonique
de Montpellier" pour le 9 novembre 2019**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA Adjointe déléguée à la Culture.

Considérant :

- Que l'association « Chœur Symphonique de Montpellier » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 9 novembre 2019 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30€ sera due par l'association en contre partie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2018/514 du 19 décembre 2018.

-

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 16 SEP. 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 16 SEP. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête
n°19MA03683 CAA - SCI AIGUELONGUE"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué.

Considérant :

- La requête près la Cour Administrative d'Appel de Marseille n° 19MA03683 déposée le 5 août 2019 par la SCI AIGUELONGUE tendant à l'annulation du jugement du tribunal Administratif de Montpellier n° 1800671 du 5 juin 2019 refusant d'annuler l'opposition à la déclaration préalable prise par Monsieur le Maire de Montpellier le 11 août 2017 pour des travaux projetés sur l'immeuble sis 39 Boulevard Jeu de Paume à Montpellier. ;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près la Cour Administrative d'Appel de Marseille suite au dépôt de la requête n° 19MA03683 le 5 août 2019 par la SCI AIGUELONGUE ;

Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ;

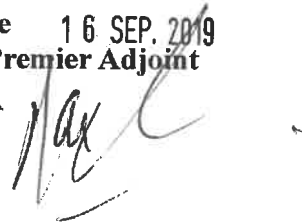
Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930 ;

.../...

Décision n° VD2019-472

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16 SEP. 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 16 SEP. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sports et Jeunesse
Service Sports

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Conditions d'intervention des Educateurs
Territoriaux pour l'organisation d'activités
physiques et sportives à l'Ecole Elémentaire
Académie de Montpellier - Ville de Montpellier
2019-2020**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Patrick RIVAS, Adjoint au Maire, délégué aux Sports.

Considérant :

- Qu'il est nécessaire de préciser les conditions d'intervention des Educateurs Territoriaux de la Ville dans le temps scolaire en Education Physique et Sportive pour l'année 2019-2020 ;
- Que la prestation des Educateurs Territoriaux s'inscrit sous la responsabilité pédagogique de l'enseignant dans le cadre du projet d'école, avec comme objectif d'utiliser l'activité sportive comme moyen de formation des élèves dans le domaine de la culture sportive et de l'accession à l'autonomie ;
- Que les Educateurs Territoriaux interviendront sur des classes de cycle III des écoles de la Ville selon un programme préalablement défini avec l'Education Nationale.

Décide en conséquence :

- De renouveler la convention de partenariat définissant les conditions d'intervention des Educateurs Territoriaux de la Ville dans le temps scolaire en Education Physique et Sportive pour l'année 2019-2020 ;

Décision n° VD2019-473

- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 16 SEP. 2019
Monsieur l'Adjoint au Maire
Patrick RIVAS



Publiée le : 16 SEP. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision d'ester en justice "Requête Indivision
BILLET - TGI Juge de la liberté et de la
détention"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué.

Considérant :

- Que l'indivision BILLET refuse l'accès à sa propriété cadastrée section PI n° 0047 sise à Montpellier et empêche par là-même la réalisation des travaux de débroussaillage d'office ;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Juge de la liberté et de la détention du Tribunal de Grande Instance de Montpellier tendant à obtenir l'accès à la propriété de l'indivision Billet de façon à pouvoir réaliser les travaux de débroussaillage d'office ;

Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ;

Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930 ;

.../...

Décision n° VD2019-474

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16 SEP 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 16 SEP. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requête n° 1904431-1
TA - SCI DGLD"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué.

Considérant :

- La requête n° 1904431-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 20 août 2019 par la SCI DGLD sollicitant l'annulation de l'arrêté n°PC3417218V0278 en date du 24/01/2019 par lequel Monsieur le Maire a délivré un Permis de Construire à la SCI MILETTE Immobilier au 480 avenue des Etats du Languedoc.
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n° 1904431-1 par la SCI DGLD ;

Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ;

Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930 ;

.../...

Décision n° VD2019-475

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Montpellier, le 16 SEP. 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 16 SEP. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Décision d'ester en justice "SCI CENTRE MEDICAL MALBOSC - TGI Montpellier"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué.

Considérant :

- Que par requête près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier en date du 17 mars 2016, la SCI CENTRE MEDICAL MALBOSC, propriétaire du local situé 344 avenue de Fès à Montpellier a demandé la désignation d'un expert en raison de l'apparition de désordre ;
- Que par requête près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier le 18 mars 2016, la SCI CENTRE MEDICAL MALBOSC sollicite la condamnation de la Ville de Montpellier ;
- Que l'expert a rendu son rapport le 18 juin 2018 ;
- Que la SCI CENTRE MEDICAL MALBOSC engage la responsabilité de la Ville sur ce rapport le 12 octobre 2018 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier suite au dépôt de la requête n° 15-07483 par la SCI CENTRE MEDICAL MALBOSC ;

Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP PARME Avocats ;

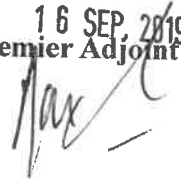
Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930 ;

.../...

Décision n° VD2019-476

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16 SEP, 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 16 SEP. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Education
Service Ressources (Education)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Mission de maîtrise d'œuvre pour la construction
d'une nouvelle école primaire à Port Marianne
Avenant n° 2
Coût de réalisation des travaux
Marché n° 7D0003**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Madame Sonia KERANGUEVEN, Adjointe au Maire, Déléguée à la réussite éducative et au quartier Hôpitaux-Facultés ;
- Vu la délibération n° 2016-384 du 20 octobre 2016 approuvant le lancement d'un concours de maîtrise d'œuvre pour la construction d'une nouvelle école primaire à Port Marianne ;
- Vu la décision n° VD/2017/344 du 4 décembre 2017 « Concours de maîtrise d'œuvre pour la construction d'une nouvelle école primaire à Port Marianne » relative à l'attribution du marché de maîtrise d'œuvre n° 7D0003 ;
- Vu la décision n° VD2018-495 du 21 décembre 2018 « avenant n° 1 » ayant pour objet l'approbation du coût prévisionnel des travaux estimés par la maîtrise d'œuvre lors de la phase APD et le montant total du coût de maîtrise d'œuvre.

Considérant :

- Qu'un avenant n° 2 est nécessaire pour fixer le coût de réalisation des travaux que le maître d'œuvre s'engage à respecter ;

Décision n° VD2019-478

- Que par décision n° VD2017/344 du 4 décembre 2017 le marché de maîtrise d'œuvre n° 7D0003 concernant les missions de base, les missions complémentaires et la variante exigée OPC a été attribué au groupement d'entreprises solidaire TOURRE SANCHIS ARCHITECTE, ANDRE VERDIER, BETSO SAS, ETAMINE, BET PIALOT ESCANDE, ARCHE MED, C&G IMAIA, représenté par le groupement mandataire TOURRE SANCHIS ARCHITECTE pour un montant global provisoire de 877 500,00€ HT soit :
 - mission de base et complémentaires : 799 500,00 € HT (valeur octobre 2017)
 - mission OPC : 78 000,00 € HT (valeur octobre 2017)
- Que le coût prévisionnel des travaux estimé par la maîtrise d'œuvre lors de la phase APD a été arrêté à la somme de 6 500 000 € HT (valeur octobre 2017) conformément à l'avenant n° 1 ;
- Que lors des résultats des mises en compétition relatives à la passation des marchés de travaux, les contrats de travaux conclus par le maître d'ouvrage sont arrêtés à la somme suivante :

Lot n°	Intitulé	Coût € HT de réalisation	Valeur marché (Mois M ₀ selon art.13 CCAP marché MOe)
1	Terrassement – Gros œuvre	2 888 000,00	Novembre 2018
2	Etanchéité	350 000,00	Novembre 2018
3	Traitement de façades	251 244,50	Novembre 2018
4	Métallerie	275 023,00	Novembre 2018
5	Menuiseries extérieures	480 084,40	Novembre 2018
6	Menuiseries intérieures - Mobilier	390 329,00	Novembre 2018
7	Cloisons - Isolation	97 655,00	Novembre 2018
8	Faux-plafonds	211 997,00	Novembre 2018
9	Signalétique	20 794,00	Mars 2019
10	Revêtements de sols	279 548,50	Novembre 2018
11	Peinture	88 901,72	Novembre 2018
12	Appareils élévateurs	22 220,00	Novembre 2018
13	Chauffage – Ventilation – Plomberie	451 650,00	Novembre 2018
14	Générateur Photovoltaïque	81 900,00	Novembre 2018
15	Electricité courants forts et faibles	357 446,65	Novembre 2018
16	VRD	177 216,16	Novembre 2018
17	Espaces verts	28 508,20	Novembre 2018
	TOTAL	6 452 518,13	

Décide en conséquence:

Article 1 : Que le coût de réalisation des travaux qui résulte de contrats de travaux passés par le maître de l'ouvrage pour la réalisation du projet est constaté à la somme de 6 452 518,13 € HT.

Article 2 : Que le forfait de rémunération de la maîtrise d'œuvre reste inchangé, correspondant à la somme de 877 500,00€ HT, soit 1 053 000€ TTC, ainsi que les autres clauses initiales du marché.

Décision n° VD2019-478

Article 3 : D'autoriser la signature d'un avenant n° 2 fixant le montant du coût de réalisation des travaux à 6 452 518,13 € HT que le maître d'œuvre s'engage à respecter sous réserve des sanctions prévues à l'article 17 du CCAP.

Article 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 5 : de charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville et Madame la Trésorière Principale Municipale, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 SEP. 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Sonia KERANGUEVEN



Publiée le : 25 SEP. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice " Référé expertise -
Ville de Montpellier c/ Société MASSILIA
ETANCHEITE/SA BUREAU
VERITAS/SOCIETE SMABTP

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué aux Finances.

Considérant :

- L'ordonnance du Tribunal de Grande Instance de Montpellier n° RG18/31225 en date du 13 septembre 2018 prescrivant une expertise consécutivement à des malfaçons affectant les bâtiments des vestiaires du domaine dit de Grammont ;
- Le changement d'attributaire du lot droit de la construction dans le cadre du marché n°V8D0051AJ, prestations de conseil juridique et représentations juridiques ;
- Qu'il est nécessaire de poursuivre la défense de la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SCP d'Avocats PARME près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier dans l'instance n°RG18/31225 ainsi que devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;

Article 2 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930 ;

Décision n° VD2019-479

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 04 OCT. 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 09 OCT. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Education
Service Ressources (Education)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative au Marché n° 8D0015
Extension & réaménagement partiel de l'école
maternelle Pape Carpentier
Lot 1 : Gros Œuvre - Avenant n° 1

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015/899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016/360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation de signature à Madame Sonia KERANGUEVEN, Adjointe déléguée à la Réussite éducative et au quartier Hôpitaux-Facultés ;
- Vu la décision n° VD2018-297 du 21 août 2018 « extension et réaménagement partiel de l'école Pape Carpentier Marché Public n° 8D0015 » attribuant le lot n° 1 du marché 8D0015 à l'entreprise SARL LE MARCORY pour un montant de 1 095 000,00€ HT.

Considérant :

- Que dans le cadre des travaux de construction et de réhabilitation partielle du groupe scolaire, la Ville de Montpellier a opéré des modifications de programme concernant le lot n° 1 impliquant des sujétions techniques imprévues ;
- Que conformément à l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 il est nécessaire de signer un avenant n° 1.

Décide en conséquence :

Article 1 : D'autoriser la signature de l'avenant au marché 8D0015 – lot 1 « Gros œuvre » de la société SARL LE MARCORY. Le montant de cet avenant n° 1 est de 19 059,83€ HT soit un pourcentage d'augmentation de 1,74% du contrat initial portant le nouveau montant du marché à 1 114 059,83€ HT ;

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 902 ;

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.


Montpellier, le
Madame l'Adjointe au Maire
Sonia KERANGUEVEN

02 OCT. 2019

Publiée le : 02 OCT. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Education
Service Ressources (Education)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au Marché n° 8D0015
Extension & réaménagement partiel de l'école
maternelle Pape Carpentier
Lot 2 : Couverture
Avenant n° 1**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015/899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016/360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation de signature à Madame Sonia KERANGUEVEN, à la réussite éducative ;
- Vu la décision VD2018-297 du 21 août 2018 « extension et réaménagement partiel de l'école Pape Carpentier Marché Public n° 8D0015 ».

Considérant :

- Que la Ville a décidé de prévoir l'extension et le réaménagement partiel de l'école Pape Carpentier ;
- Qu'en conséquence un appel d'offres ouvert a été lancé, conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, sous la référence n° 8D0015 « Extension et réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier » ;

Décision n° VD2019-481

- Que le lot 2 du marché 8D0015 « Couverture » a été attribué à la société STRUCTURE BOIS COUVERTURE/INEO MIDI PYRENEES LR (Rue du Puits du Marin 34920 Le Crès) pour un montant total de 235 659,65 € HT ;
- Que dans le cadre des travaux de construction et de réhabilitation partielle du groupe scolaire, la Ville de Montpellier a opéré des modifications de programme concernant le lot 2 impliquant des sujétions techniques imprévues visées à l'avenant n°1 ;
- Que ces éléments entraînent une augmentation du montant initial du marché de 4 608,68€ HT portant le montant du marché à 240 268,33 € HT ;
- Que conformément à l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 il est nécessaire de signer un avenant n° 1.

Décide en conséquence :

Article 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché 8D0015 – Lot 2 « Couverture » de la société STRUCTURE BOIS COUVERTURE/ INEO MIDI PYRENEES LR. Le montant de cet avenant est de 4 608,68 € HT soit un pourcentage d'augmentation de 1,96 % du contrat initial ;

Article 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 902 ;

Article 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Article 4 : de charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville et Madame la Trésorière Principale Municipale, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente.

Montpellier, le 02 OCT. 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Sonia KERANGUEVEN

Publiée le : 02 OCT. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Education
Service Ressources (Education)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Extension & réaménagement partiel de l'école
maternelle Pape Carpentier
Lot 3 : Menuiseries extérieures
Avenant n° 1 - Marché n° 8D0015/3**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n° 2016/360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Madame Sonia KERANGUEVEN, Adjointe au Maire, Déléguée à la réussite éducative et au quartier Hôpitaux-Facultés ;
- Vu la décision n° VD2018/297 du 21 août 2017 autorisant la signature du marché n° 8D0015 «Extension et réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier » ;
- Vu l'avis de la Commission d'Appel d'Offres du 10/09/2019 favorable à la passation d'un avenant n°1 pour le lot 5 « Cloisons – doublages – faux plafonds » dans la mesure où cet avenant excède 5%.

CONSIDÉRANT :

- Que la Ville a décidé de prévoir l'extension et le réaménagement partiel de l'école Pape Carpentier ;
- Que le lot 3 du marché n° 8D0015 « Menuiseries extérieures » a été attribué à la société BARSALOU (8, avenue du Champ de Mars 11100 NARBONNE) pour un montant total de 315 668,78 € HT ;

Décision n° VD2019-482

- Que dans le cadre des travaux de construction et réhabilitation partielle du groupe scolaire, la Ville de Montpellier a opéré des modifications de programme concernant le lot 3 impliquant des sujétions techniques imprévues visées à l'avenant n° 1 ;
- Que le maître d'ouvrage a décidé d'intégrer des modifications en cours de chantier pour permettre le dédoublement futur de trois locaux au rez-de-chaussée : création d'un sous-œuvre, modification des menuiseries extérieures (châssis) afin de pouvoir recevoir une future cloison, modification des faux plafonds, modification des réseaux électrique et de chauffage ;
- Que ces éléments précités entraînent une augmentation de 6,56 % du montant initial du marché de 20 705,00 € HT portant le montant du marché à 336 373,78 € HT ;
- Que conformément à l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 il est nécessaire de signer un avenant n° 1.

DÉCIDE :

Article 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché 8D0015 1/3– Lot 3 « Menuiseries extérieures » de l'entreprise BARSALOU. Le montant de cet avenant est de 20 705,00 € HT soit un pourcentage d'augmentation de 6,56 % du contrat initial ;

Article 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 902 ;

Article 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Article 4 : de charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville et Madame la Trésorière Principale Municipale, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 SEP. 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Sonia KERANGUEVEN



Publiée le : 25 SEP. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Education
Service Ressources (Education)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Extension & réaménagement partiel de l'école
maternelle Pape Carpentier
Lot 5 : Cloisons - doublages - faux plafonds
Avenant n° 1
Marché n° 8D0015**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n° 2016/360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Madame Sonia KERANGUEVEN, Adjointe au Maire, Déléguée à la réussite éducative et au quartier Hôpitaux-Facultés ;
- Vu la décision n° 2018/297 du 21 août 2017 autorisant la signature du marché n° 8D0015 «Extension et réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier » ;
- Vu l'avis de la Commission d'Appel d'Offres du 10/09/2019 favorable à la passation d'un avenant n° 1 pour le lot 5 « Cloisons – doublages – faux plafonds » dans la mesure où cet avenant excède 5%.

CONSIDÉRANT :

- Que la Ville a décidé de prévoir l'extension et le réaménagement partiel de l'école Pape Carpentier ;
- Que le lot 5 du marché n° 8D0015 « Cloisons – doublages – faux plafonds » a été attribué à la société EP3 (1373, chemin des Près 34590 MARSILLARGUES) pour un montant total de 169 000,00 € HT ;

Décision n° VD2019-483

- Que dans le cadre des travaux de construction et de réhabilitation partielle du groupe scolaire, la Ville de Montpellier a opéré des modifications de programme concernant le lot 5 impliquant des sujétions techniques imprévues visées à l'avenant n° 1 ;
- Que ces éléments entraînent une augmentation de 14,65% du montant initial du marché de 24 752,00 € HT portant le montant du marché à 193 752,00 € HT ;
- Que conformément à l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 il est nécessaire de signer un avenant n° 1.

DÉCIDE :

Article 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché 8D0015 – lot 5 « Cloisons – doublages – faux plafonds » de l'entreprise EP3. Le montant de cet avenant est de 24 752,00 € HT soit un pourcentage d'augmentation de 14,65 % du contrat initial ;

Article 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 902 ;

Article 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Article 4 : de charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville et Madame la Trésorière Principale Municipale, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 SEP. 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Sonia KERANGUEVEN



Publiée le : 25 SEP. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Education
Service Ressources (Education)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Extension & réaménagement partiel de l'école
maternelle Pape Carpentier
Lot 7 : Revêtement de sols durs - faïences
Avenant n° 1 - Marché n° 8D0015**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015/899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016/360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation de signature à Madame Sonia KERANGUEVEN, à la réussite éducative et au quartier Hôpitaux-Facultés ;
- Vu l'avis de la Commission d'Appel d'Offres du 10 septembre 2019 favorable à la passation d'un avenant n° 1 pour le lot 7 « Revêtement de sols durs – faïences » du marché n°8D0015 - Extension et réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier » dans la mesure où cet avenant excède 5%.

Considérant :

- Que la Ville a décidé de prévoir l'extension et le réaménagement partiel de l'école Pape Carpentier ;
- Qu'en conséquence une procédure adaptée a été lancée conformément à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 sous la référence n° 8D0015 « Extension et réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier » ;
- Que le lot 7 du marché n° 8D0015 « Revêtement de sols durs – faïences » a été attribué à la société SARL Revêtement du Sud PROCERAM pour un montant total de 109 642,89 € HT ;

Décision n° VD2019-484

- Que dans le cadre des travaux de construction et de réhabilitation partielle du groupe scolaire, la ville de Montpellier a opéré des modifications de programme concernant le lot 7 impliquant des sujétions techniques imprévues visées à l'avenant n°1 ;
- Que ces éléments entraînent une augmentation de 6,95% du montant initial du marché de 7 619,20 € HT portant le montant du marché à 117 262,09 € HT ;
- Que conformément à l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 il est nécessaire de signer un avenant n° 1 ;

Décide en conséquence :

Article 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n° 1 au marché 8D0015 Extension & réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier – lot 7 « Revêtement de sols durs – faïences » de la société SARL Revêtement du Sud PROCERAM. Le montant de cet avenant est de 7 619,20 € HT soit un pourcentage d'augmentation de 6,95 % du contrat initial.

Article 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 902 ;

Article 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Article 4 : de charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville et Madame la Trésorière Principale Municipale, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 SEP. 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Sonia KERANGUEVEN



Publiée le : 25 SEP. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Education
Service Ressources (Education)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au marché n° 8D0015
Extension & réaménagement partiel de l'école
maternelle Pape Carpentier
Lot 8 : Peinture - revêtement de sols souples
Avenant n° 1**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015/899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016/360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation de signature à Madame Sonia KERANGUEVEN, à la réussite éducative ;
- Vu la décision n° VD2018-297 du 21 août 2018 « Extension et réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier Marché Public n° 8D0015 » attribuant le lot n° 8 du marché à la société SPC REVETEMENT pour un montant de 79 944,78 € HT.

Considérant :

- Que dans le cadre des travaux de construction et de réhabilitation partielle du groupe scolaire, la Ville de Montpellier a opéré des modifications de programme concernant le lot 8 impliquant des sujétions techniques imprévues ;
- Que conformément à l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 il est nécessaire de signer un avenant n° 1.

Décide en conséquence :

Article 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n° 1 au marché 8D0015 – Lot 8 « Peinture – revêtement de sols souples » de la société SPC REVETEMENT. Le montant de cet avenant est de 3 105€ HT soit un pourcentage d'augmentation de 3,88% du contrat initial portant le nouveau montant du marché à 83 049,78€ HT ;

Article 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 902 ;

Article 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Article 4 : de charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville et Madame la Trésorière Principale Municipale, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 OCT. 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Sonia KERANGUEVEN



Publiée le : 23 OCT. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Education
Service Ressources (Education)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au marché n° 8D0015
Extension & réaménagement partiel de l'école
maternelle Pape Carpentier
Lot 9 : Appareil élévateur
Avenant n° 1**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015/899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016/360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation de signature à Madame Sonia KERANGUEVEN, à la réussite éducative ;
- Vu la décision n° VD2018-297 du 21 août 2018 « Extension et réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier Marché Public n° 8D0015 » attribuant le lot n° 9 du marché à la société NSA pour un montant de 22 800€ HT.

Considérant :

- Que dans le cadre des travaux de construction et de réhabilitation partielle du groupe scolaire, la Ville de Montpellier a opéré des modifications de programme concernant le lot 9 impliquant des sujétions techniques imprévues ;

Décision n° VD2019-486

- Que conformément à l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 il est nécessaire de signer un avenant n° 1.

Décide en conséquence :

Article 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n° 1 au marché 8D0015 – Lot 9 « Appareil élévateur » de la société NSA. Le montant de cet avenant est de 720 € HT soit un pourcentage d'augmentation de 3,16% du contrat initial portant le nouveau montant du marché à 23 520,00€ HT ;

Article 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 902 ;

Article 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Article 4 : de charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville et Madame la Trésorière Principale Municipale, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente.

Montpellier, le 21 OCT. 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Sonia KERANGUEVEN



Publiée le : 23 OCT. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Education
Service Ressources (Education)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au marché n°8D0015
Extension & réaménagement partiel de l'école
maternelle Pape Carpentier
Lot 10 : Chauffage - ventilation - plomberie
Avenant n° 1**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, ;
- Vu le décret n° 2016/360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation de signature à Madame Sonia KERANGUEVEN, Adjointe à la Réussite éducative ;
- Vu la décision n°VD2018-297 du 21 août 2018 « Extension et réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier Marché Public n° 8D0015 » attribuant le lot n°10 du marché à la société SAS V20 ENERGIE pour un montant de 199 500,00€ HT.

Considérant :

- Que dans le cadre des travaux de construction et de réhabilitation partielle du groupe scolaire, la Ville de Montpellier a opéré des modifications de programme concernant le Lot 10 impliquant des sujétions techniques imprévues ;

Décision n° VD2019-487

- Que conformément à l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 il est nécessaire de signer un avenant n°1.

Décide en conséquence :

Article 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n° 1 au marché 8D0015 – lot 10 « Chauffage – ventilation – plomberie » de la société SAS V20 ENERGIE. Le montant de cet avenant est de 2 985,37€ HT soit un pourcentage d'augmentation de 1,50% du contrat initial portant le montant du marché à 202 485,37€ HT.

Article 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 902.

Article 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : de charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville et Madame la Trésorière Principale Municipale, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente.

Montpellier, le 21 OCT. 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Sonia KERANGUEVEN



Publiée le : 23 OCT. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Education
Service Ressources (Education)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au marché n°8D0015
Extension & réaménagement partiel de l'école
maternelle Pape Carpentier
Lot 11 : Electricité - courants forts et faibles
Avenant n°1**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n° 2016/360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation de signature à Madame Sonia KERANGUEVEN, Adjointe à la Réussite éducative.

Considérant :

- Que la Ville a décidé de prévoir l'extension et le réaménagement partiel de l'école Pape Carpentier ;
- Qu'en conséquence un appel d'offres ouvert a été lancé, conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, sous la référence n° 8D0015 « Extension et réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier » ;
- Que le lot 11 du marché 8D0015 « Electricité – courants forts et faibles » a été attribué à la société TEC ELEC SUD (51, chemin de la Rasimière 34380 SAINT MARTIN DE LONDRES) pour un montant total de 176 460,27€ HT ;

- Que dans le cadre des travaux de construction et de réhabilitation partielle du groupe scolaire, la Ville de Montpellier a opéré des modifications de programme concernant le Lot 11 impliquant des sujétions techniques imprévues visées à l'avenant n° 1 ;
- Que ces éléments entraînent une diminution du montant initial du marché de 302,28€ HT portant le montant du marché à 176 157,99€ HT ;
- Que conformément à l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 il est nécessaire de signer un avenant n° 1.

Décode en conséquence :

Article 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché 8D0015 – lot 11 « Electricité – courants forts et faibles » de la société TEC ELEC SUD. Le montant de cet avenant est une diminution du montant total de : 302,28€ HT soit un pourcentage de diminution de 0,17% du contrat initial.

Article 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 902.

Article 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : de charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville et Madame la Trésorière Principale Municipale, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente.

Montpellier, le 21 OCT. 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Sonia KERANGUEVEN

Publiée le : 23 OCT. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Education
Service Ressources (Education)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au marché n°8D0015 1/2
Extension & réaménagement partiel de l'école
maternelle Pape Carpentier
Lot 12 : VRD**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n° 2016/360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation de signature à Madame Sonia KERANGUEVEN, à la réussite éducative ;
- Vu la décision n° VD2018-314 du 21 août 2018 « Extension et réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier Marché Public n° 8D0015 » attribuant le lot n° 12 du marché à la société ASTRUC pour un montant de 111 664,38€ HT.

Considérant :

- Que dans le cadre des travaux de construction et de réhabilitation partielle du groupe scolaire, la Ville de Montpellier a opéré des modifications de programme concernant le Lot 12 impliquant des sujétions techniques imprévues ;
- Que conformément à l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 il est nécessaire de signer un avenant n° 1.

Décide en conséquence :

Article 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n° 1 au marché 8D0015 1/2– lot 12 « VRD » de la société ASTRUC. Le montant de cet avenant est de 3 919,50 € HT soit un pourcentage d'augmentation de 3,51% du contrat initial portant le montant du marché à 115 583,88€ HT ;

Article 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 902 ;

Article 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Article 4 : de charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville et Madame la Trésorière Principale Municipale, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente.

Montpellier, le 21 OCT. 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Sonia KERANGUEVEN



Publiée le : 23 OCT. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au marché n° V8D0029I
Abroge et remplace la décision n° VD2019-020
Missions de contrôles techniques et vérifications
périodiques**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire, délégué aux Finances.

Considérant :

- Que la Ville a besoin de faire réaliser des missions de contrôles techniques et de vérifications périodiques ;
- Qu'un appel d'offres ouvert a été lancé sous la référence V8D0029AI « missions de contrôles techniques et de vérifications périodiques » conformément aux articles 25-I-1° et 67 à 68 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016,
- Qu'il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum ni maximum. Le marché est alloté en 2 lots désignés ci-dessous :

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>
1	Missions de contrôles techniques
2	Missions de vérifications périodiques

- Que l'accord-cadre est conclu pour une durée d'un an à compter de la notification, l'accord peut être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique 60% et prix des prestations 40% ;
- Que la Commission d'Appel d'Offres, dans sa séance du 18/12/2018, a retenu les offres économiquement les plus avantageuses de :

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>	<i>Nom</i>	<i>Adresse de l'entreprise</i>
1	Missions de contrôles techniques	QUALICONSLT	Parc Club du Millénaire Bât. 18 1025, rue Henri Becquerel 34000 Montpellier
2	Missions de vérifications périodiques	BUREAU VERITAS	Immeuble l'Optimum ZAC Blaise Pascal 450, rue Baden Powell 34000 Montpellier

- Que cette décision abroge et remplace la décision n° VD2019-020 en date du 15 février 2019, des imputations comptables supplémentaires étant nécessaires ;

Décide en conséquence :

Article 1 : D'attribuer les lots du marché V8D0029AI « missions de contrôles techniques et vérifications périodiques » ainsi :

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>	<i>Nom</i>	<i>Montant EUROS HT</i>
1	Missions de contrôles techniques	QUALICONSLT	91 142.50€ HT
2	Missions de vérifications périodiques	BUREAU VERITAS	445 427.00€ HT

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, chapitres 900 - 902 - 930 - 932.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Décision n° VD2019-490

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 OCT. 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 21 OCT. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision d'ester en justice "Requête n° 1904731-3
- Ressources humaines"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué aux Finances.

Considérant :

- La requête n° 1904731-3 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 6 septembre 2019 par Monsieur Didier GUZMAN tendant à l'annulation de la décision du 22 juillet 2019 le plaçant en disponibilité d'office pour raison de santé à compter du 5 janvier 2019 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n° 1904731-3 le 6 septembre 2019 par Monsieur Didier Guzman ;

Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés » ;

Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930 ;

.../...

Décision n° VD2019-492

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 04 OCT. 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 09 OCT. 2019
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Relations aux Publics
Service Administration des Cimetières

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Rétrocession d'une concession quinquennale située
au cimetière Saint Lazare Acte n° 45334**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté de délégation donnant délégation de signature à Madame Lorraine ACQUIER.

Considérant :

- La demande formulée par Madame Drissia ROUAINI, domiciliée 6, cour de la Monnaie, La Pergola, Bâtiment 1, appartement 58, 34080 MONTPELLIER, concessionnaire de la concession référencée Acte 45334, située au cimetière Saint Lazare section CT au n° 22 du 2^{ème} rang, acquise le 21 mars 2016, pour une durée de 15 ans, au prix de 517 €, tendant à obtenir de la Ville le remboursement de ladite concession ;
- Que cet emplacement ne lui convenait plus pour des raisons personnelles ;
- Qu'à sa demande, il a été mis fin à ce contrat de concession le 21/08/2019 ;
- Que, dans ces conditions, et en raison de l'intérêt pour la Ville de ne pas laisser une concession inutilisée et vide dans le cimetière, il convient de donner une suite favorable à sa requête.

Décide en conséquence :

- Que la Ville reprendra cette concession quinquennale au montant de 400.00 €. Le montant de la reprise est calculé comme suit : la concession a été acquise le 21/03/2016 pour une durée de 15 ans et pour un montant de 517 €. Il convient de déduire du prix d'achat le montant correspondant à l'usage de la concession depuis la date d'achat. La somme de 517.00 € correspond à 15 ans d'usage, soit 180 mois Il reste 139 mois à courir, soit $517/180 \text{ mois} \times 139 = 400.00 \text{ €}$ à rembourser.
- Que le montant de la dépense sera inscrit au budget de la Ville, Fonction 930.

.../...

Décision n° VD2019-493

- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le ~~27~~ SEP. 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Lorraine ACQUIER

Publiée le : ~~27~~ SEP. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'estimer en justice "Requête n° 1904734-3
TA - Ressources humaines"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué aux Finances.

Considérant :

- La requête n° 1904734-3 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 6 septembre 2019 par Monsieur Didier GUZMAN, agent de la Ville de Montpellier, contre la décision du 22 juillet 2019 le plaçant en congés de maladie ordinaire au-delà de 6 mois ;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1904734-3 par Monsieur Didier GUZMAN;

Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ;

Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930 ;

.../...

Décision n° VD2019-494

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 04 OCT. 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 09 OCT. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision d'ester en justice " Requête n° 1904631-
3 TA - Ressources humaines"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué aux Finances.

Considérant :

- La requête n° 1904631-3 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 30 août 2019 par Madame Maria IYARMEN, agent de la Ville, contre la décision de la commune de Montpellier du 10 juillet 2019 l'informant de ne pas renouveler son engagement d'adjoint technique contractuel ;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1904631-3 par Madame Maria IYARMEN ;

Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ;

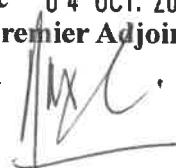
Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930 ;

.../...

Décision n° VD2019-495

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 04 OCT. 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 09 OCT. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision d'ester en justice " Requête n° 1901794-
4 TA - SARL TEISSIER BP"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué aux Finances.

Considérant :

- La requête n° 1901794-4 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 10 avril 2019 par la SARL TEISSIER BP tendant à l'annulation de la décision de la Ville de refuser la demande d'extension de la terrasse de la SARL sise rue Saint Guilhem ;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n° 1901794-4 par la SARL TEISSIER BP ;

Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP PARME Avocats ;

Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930 ;

.../...

Décision n° VD2019-496

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 04 OCT. 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 09 OCT. 2019
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sports et Jeunesse
Service Sports

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à l'occupation de salles
Palais Universitaire Sportif Veyrassi
Université Montpellier 1 - Ville de Montpellier
Convention saison sportive 2019 - 2020**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Patrick RIVAS, Adjoint délégué aux Sports.

Considérant :

- que la Ville est sollicitée par les associations sportives pour la mise à disposition de créneaux en soirée dans les gymnases et pour les manifestations d'importance ;
- que l'Université Montpellier 1, propriétaire du Palais Universitaire des Sports de Veyrassi, accepte de mettre à disposition de la Ville des créneaux sur le parquet et dans les salles de sports collectifs, de gymnastique et de judo après 18 h.

Décide en conséquence :

- de passer une convention pour l'utilisation du Palais Universitaire des Sports de Veyrassi avec l'Université Montpellier 1, du 16 septembre 2019 au 26 juin 2020, pour la somme de 14 480.60 € T.T.C.
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de la Ville, nature 933.

Décision n° VD2019-497

- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principal Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 OCT. 2019
Monsieur l'Adjoint au Maire
Patrick RIVAS



Publiée le : 21 OCT. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Décision relative à un marché public
Missions de diagnostic et de programmation pour
le domaine et le parc de Méric
V9B0009AI

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code de la commande publique ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire délégué aux Finances.

Considérant :

- Que la Ville a besoin de faire réaliser des missions de diagnostic et de programmation pour le domaine et le parc de Méric ;
- Qu'une procédure adaptée a été lancée sous la référence V9B0009AI « missions de diagnostic et de programmation pour le domaine et le parc de Méric » sous la forme d'un marché ordinaire conformément à l'article R2123-1 du Code de la Commande Publique pour une durée de 18 mois ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - o valeur technique 70% ;
 - o prix des prestations 30% ;
- Qu'après analyse le groupement dont la SARL CARDO Architecture et Paysage est mandataire (5 bis rue des Galons 92190 MEUDON) regroupant AVRIL EN MAI (Paysagiste, Urbaniste) - Atelier Caroline

Décision n° VD2019-498

SERRA (Architecte du Patrimoine) - SARL TEMAH (Programmist) - Véronique MURE (Botaniste) - SAS CHLOROPHYL'ASSISTANCE (écologie et pédologie) - BET Brizot Masse Ingénierie (bureau études techniques) et Laurent TAILLANDIER SARL (Economiste) présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

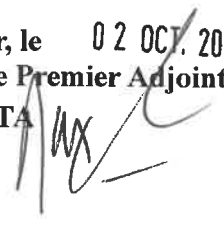
Article 1 : D'attribuer le marché n° V9B0009AI « missions de diagnostic et de programmation pour le domaine et le parc de Méric » au groupement CARDO (Mandataire) - AVRIL EN MAI (Paysagiste, Urbaniste) - Atelier Caroline SERRA (Architecte du Patrimoine.) - SARL TEMAH (Programmist) - Véronique MURE (Botaniste) - SAS CHLOROPHYL'ASSISTANCE (écologie et pédologie) - BET Brizot Masse Ingénierie (bureau études techniques) et Laurent TAILLANDIER SARL (Economiste) pour un montant de 89 698,00 € HT au regard de la décomposition du prix global et forfaitaire ;
Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 18 mois.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 900.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 OCT. 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 02 OCT. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Convention de mise à disposition de la maison des
chœurs conclue avec l'association Chœur
Universitaire de Montpellier pour les 5 octobre et
1er décembre 2019**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA Adjointe déléguée à la Culture.

Considérant :

- Que l'association « Chœur Universitaire de Montpellier » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 5 octobre et 1^{er} décembre 2019 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 90€ sera due par l'association en contre partie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2018/514 du 19 décembre 2018.

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 27 SEP. 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 01 OCT. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Convention de mise à disposition de la maison des
chœurs conclue avec l'association "Pour un
sourire d'enfant" pour le 1er décembre 2019**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA Adjointe déléguée à la Culture.

Considérant :

- Que l'association « Pour un sourire d'enfant » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 1^{er} décembre 2019 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 60€ sera due par l'association en contre partie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2018/514 du 19 décembre 2018.

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 26 SEP. 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 26 SEP. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Convention de mise à disposition de la maison des
chœurs conclue avec l'association "Chœur
Universitaire de Montpellier" pour le 13 octobre
2019**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA Adjointe déléguée à la Culture.

Considérant :

- Que l'association « Chœur Universitaire de Montpellier » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 13 octobre 2019 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 15€ sera due par l'association en contre partie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2018/514 du 19 décembre 2018.

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le **26 SEP. 2019**
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 26 SEP. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement et Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Ouest & Sud

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à l'accord-cadre de prestations
Intellectuelles à marchés subséquents pour une
mission d'architecte urbaniste coordonnateur en
vue de la reconversion urbaine du quartier Croix
Lavit - Autorisation de signature**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION, Adjointe au Maire, déléguée à l'Urbanisme et l'Aménagement foncier opérationnels et aux Relations internationales liées à l'économie, délégation de fonctions ;
- Vu la convention de mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur Croix Lavit entre la Ville et SA3M conclue en date du 23 janvier 2017 et modifiée par avenant n° 1 du 27 février 2018 ;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 18 mai 2017 relative au lancement d'une procédure de dialogue compétitif en vue de la définition du projet de réaménagement urbain du secteur Croix Lavit.

Considérant :

- Que dans le cadre de sa politique de réinvestissements des quartiers existants, la Ville de Montpellier a décidé de mener la reconversion urbaine du quartier Croix Lavit situé dans le quartier Hôpitaux Facultés ;
- Que pour préciser les conditions de réalisation de cette opération, la Ville de Montpellier a décidé d'engager un programme d'études et d'expertises techniques pour affiner la faisabilité technique, administrative et financière de cette opération avant de désigner un architecte urbaniste coordonnateur de l'opération ;

- Qu'une procédure de dialogue compétitif a été lancée par la SA3M dans le cadre de son mandat conformément à l'article 71 et suivants du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord-cadre de prestations intellectuelles à marchés subséquents pour une durée de 6 ans renouvelable une fois, à compter de sa notification, sans minimum ni maximum en valeur ou en quantité, pour désigner l'architecte urbaniste coordonnateur en vue de la reconversion urbaine du quartier Croix Lavit ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - o Prix des prestations (30%) apprécié au regard de la commande test de l'accord-cadre résultant du bordereau de prix ;
 - o Valeur technique de l'offre (70%) appréciée au regard de l'organisation du groupement, de l'appréhension du contexte et la qualité du parti d'aménagement (qualité environnementale, capacité de phasage, économie de projet et innovations).
- Que la commission d'appel d'offres de la Ville de Montpellier dans sa séance du 10 septembre 2019 a classé les offres et choisi d'attribuer le marché relatif à la mission d'architecte urbaniste coordonnateur en vue de la reconversion urbaine du quartier Croix Lavit au groupement SATHY/SARL ALTO STEP/TN+ PAYSAGISTES ASSOCIES présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

ARTICLE 1 : d'attribuer l'accord-cadre de prestations intellectuelles à marchés subséquents, sans montant minimum ni maximum, pour la mission d'architecte urbaniste coordonnateur en vue de la reconversion urbaine du quartier Croix Lavit au groupement SATHY/SARL ALTO STEP/TN+ PAYSAGISTES ASSOCIES.

Le marché prend effet à compter de la notification de l'attribution du marché. Sa durée est de 6 ans reconductible une fois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier, chapitre 905.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché l'accord cadre et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 OCT. 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Chantal MARION

Publiée le : 30 OCT. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la mise à disposition de la
maison des chœurs pour l'association "Jordelan"
pour le 29 septembre 2019

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA Adjointe déléguée à la Culture.

Considérant :

- Que l'association « Jordelan » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 29 septembre 2019 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 90€ sera due par l'association en contre partie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2018/514 du 19 décembre 2018.

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 02 OCT. 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 02 OCT. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
maison des chœurs conclue avec l'association
"Jordelan" pour le 6 octobre 2019**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA Adjointe déléguée à la Culture.

Considérant :

- Que l'association « Jordelan » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 6 octobre 2019 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30€ sera due par l'association en contre partie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2018/514 du 19 décembre 2018.

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le **27 SEP. 2019**
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 01 OCT. 2019
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sécurité et Tranquillité Publique
Service Ressources Communes

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à l'attribution du marché en
procédure adaptée ouverte n° V9D0011ST
Surveillance - Filtrage et Gardiennage de sites
pour la Ville de Montpellier
Autorisation à signer le marché**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code de la commande publique ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation de signature à Madame Titina DASYLVA, Adjointe déléguée à la Sécurité publique.

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier souhaite procéder à la surveillance, le filtrage et le gardiennage de sites ;
- Qu'une procédure adaptée ouverte a été lancée en date du 15 mai 2019 conformément aux dispositions des articles R2123-1-3° et R2123-7 du Code de la commande publique ;
- Que les prestations feront l'objet d'un accord cadre à bons de commande sans minimum, ni maximum, passé à prix unitaires en application des articles R2162-2 à R2162-5 sur la mise en œuvre des accords-cadres ;
- Que l'accord cadre est conclu pour une période initiale d'un an à compter de sa notification et peut être reconduit tacitement par période successive d'un an pour une durée maximale de reconduction de trois ans ;

Décision n° VD2019-505

- Que la valeur estimée annuelle de l'accord-cadre est de 200 000,00 Euros H.T. ; soit 800 000,00 Euros H.T. pour la durée potentielle du marché (4 ans).
- Que la société AGENCE 34 SECURITE sise 20 Rue des Roses – 34970 Lattes a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse selon les critères de jugement des offres suivants :
 - o Valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique : 60 %
 - o Montant des prestations : 40 %
- Que la commission d'appel d'offres a été informée du classement et du choix de l'offre du candidat en date du 10 septembre 2019.

Décide en conséquence :

Article 1 : D'attribuer la procédure adaptée ouverte sous la forme d'accord cadre à bons de commande sans minimum ni maximum sur la durée totale du marché à la société AGENCE 34 SECURITE sise 20 Rue des Roses – 34970 Lattes ;

Le marché prend effet à compter du 1^{er} décembre 2019 pour une période initiale d'un an et il peut être reconduit tacitement par période successive d'un an pour une durée maximale de reconduction de trois ans.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de la Ville, Chapitre : 931.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 04 OCT. 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Titina DASYLVA

Publiée le : 09 OCT. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision relative à la mise à disposition de la Villa
480 avenue du Pic St Loup
Convention de location Ville / Brigade de
Recherche et d'Intervention de Montpellier
Autorisation de signer la convention**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances.

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier a mis à la disposition de la Brigade de Recherche et d'Intervention de Montpellier une villa dont elle est propriétaire, située au 480 avenue du Pic Saint Loup, parcelle AN 102, afin de réaliser des entraînements dans le cadre de la lutte anti-terroriste et d'interventions en milieux clos, pendant l'année 2018 ;
- Que la Brigade de Recherche et d'Intervention a sollicité la Ville de Montpellier pour bénéficier d'une nouvelle mise à disposition aux mêmes conditions que la précédente ;
- Que la villa est toujours libre de toute occupation ;
- Que cette mise à disposition contribue directement à assurer l'exercice des missions des services de l'Etat chargés de la paix, de la sécurité et de l'ordre publics.

Décide en conséquence :

- De conclure une nouvelle convention de location pour la villa susvisée, avec la Brigade de Recherche et d'Intervention de Montpellier, à titre gratuit, à compter du 1er octobre 2019, pour une durée de six mois renouvelable tacitement tous les six mois, dans la limite de trois ans ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 02 OCT 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 02 OCT. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sécurité et Tranquillité Publique
Service Ressources Communes

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à une attribution du marché en
procédure adaptée ouverte n° V9B0072ST
Assistance à Maîtrise d'Ouvrage
Modernisation du Plan Communal de
Sauvegarde et formation des acteurs à la gestion
de crise
Autorisation à signer le marché**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code de la commande publique ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation de signature à Madame Titina DASYLVA, Adjointe déléguée à la Sécurité Publique.

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier souhaite bénéficier d'une Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour la modernisation du Plan Communal de Sauvegarde et la formation des acteurs à la gestion de crise ;
- Qu'une procédure adaptée ouverte a été lancée en date du 13 juin 2019 conformément aux dispositions des articles R2123-1 et R2113-4 à R2113-6 du Code de la commande publique sous la forme d'un marché à tranches qui se décompose comme suit :
 - o Tranche ferme : Modernisation des outils d'aide à la décision du plan communal de sauvegarde
 - o Tranche Optionnelle 1 : Formation des acteurs à la gestion de crise

- o Tranche Optionnelle 2 : Evolution de l'organisation de la cellule de crise
- o Tranche Optionnelle 3 : Modalités de mise en œuvre d'une réserve communale de sécurité civile
- Que l'ensemble des études sera rémunéré par application d'un prix global et forfaitaire décomposé par phase ;
- Que le marché est conclu pour une durée d'exécution de 36 mois à compter de sa notification ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - o Valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique : 60 %
 - o Montant des prestations : 40 %
- Qu'après analyse, le bureau d'études RISCRISES SARL sis 14 Boulevard Charles Peguy – 30100 Ales présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

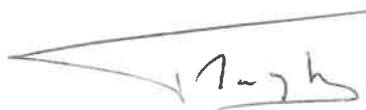
Article 1 : D'attribuer le marché à procédure adaptée ouverte à la société RISCRISES SARL sis 14 Boulevard Charles Peguy – 30100 Ales pour un montant total de 69 750,00 Euros H.T. (Tranche ferme + Tranche Optionnelle 1 + Tranche Optionnelle 2 + Tranche Optionnelle 3)
Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée totale est de 36 mois ;

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de la Ville – Direction de la Sécurité et de la Tranquillité Publique - Chapitre : 931 ;

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 08 OCT. 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Titina DASYLVA



Publiée le : 10 OCT. 2019
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la mise à disposition de la
maison des chœurs avec l'association "Rotary
Club de la Grande Motte" pour le 27 septembre
2019

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA Adjointe déléguée à la Culture.

Considérant :

- Que l'association « Rotary Club de la Grande Motte » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 27 septembre 2019 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30€ sera due par l'association en contre partie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2018/514 du 19 décembre 2018.

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 02 OCT. 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 02 OCT. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
maison des chœurs avec l'association "A portée
d'arts" pour les 26 et 27 octobre 2019**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA Adjointe déléguée à la Culture.

Considérant :

- Que l'association « A portée d'arts » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 26 et 27 octobre 2019 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 300€ sera due par l'association en contre partie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2018/514 du 19 décembre 2018.

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 02 OCT. 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 02 OCT. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Expertise Financière

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Emprunt de vingt millions d'euros auprès de la Société Générale

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué aux Finances ;
- Vu l'offre de financement proposée par la Société Générale et le projet de contrat ci-annexé.

Considérant :

- Que pour financer les investissements de la Ville de Montpellier prévus et inscrits au budget, il convient de conclure un contrat d'emprunt,
- Qu'à l'issue de l'analyse des offres, dont le tableau ci-joint récapitule l'ensemble des conditions, la proposition de la Société Générale répond correctement à notre demande, aux conditions suivantes :
- **Montant total emprunté auprès de la Société Générale** : 20 000 000 euros (vingt millions d'euros) scindés en deux contrats de 10 000 000 euros (dix millions d'euros) dont les caractéristiques sont les suivantes :

Contrat n° 1 : TAUX FIXE DE MARCHE

Montant total : 10 000 000 euros (dix millions d'euros)

Le prêt est consenti jusqu'au 31/12/2040 et s'amortira sur 20 ans à compter de la date de consolidation fixée au 31/12/2020.

Phase de mobilisation :

Nominal :	10 000 000 €
Début :	Date de signature du contrat
Fin :	31/12/2020

Décision n° VD2019-513

Intérêts: Euribor* 1, 3, 6 mois (selon la date de décaissement) + 0.50 %
 Commission de non utilisation : De la signature du contrat jusqu'à la consolidation, une commission de 0.10% l'an est perçue semestriellement ou à la fin de la phase de mobilisation à terme échu sur l'encours moyen non utilisé.
 * floorés à zéro.

Phase de consolidation :

D'un commun accord entre la Société Générale et la Ville de Montpellier, il est décidé de procéder à la mise en place d'un tirage de consolidation à « Taux fixe de Marché » sur le contrat « Taux de Marché » selon les conditions présentées ci – dessous :

Montant : 10 000 000 euros
 Date de départ : 31/12/2020
 Maturité : 31/12/2040 (durée 20 ans)
 Amortissement : Trimestriel – Linéaire
 Périodicité : Trimestrielle
 Base de calcul : Exact/360
 Taux d'intérêts : Chaque périodicité du 31/12/2020 au 31/12/2040
 0.60 % (cotation indicative) à réactualiser, le taux ne pouvant dépasser le niveau de 0.70% sinon l'opération ne pourra être conclue.

Soulte de rupture des conditions financières : L'emprunteur devra régler à la Société Générale une soulte de rupture des conditions financières correspondant aux coûts de dénouement, pertes et frais supportés ou réputés supportés par la Société Générale résultant notamment de l'absence de décaissement, du non-respect des paramètres d'application du taux tels que figurant dans la Confirmation, de la modification des dates et des montants de remboursement prévus, de l'exigibilité anticipée du Prêt, du remboursement anticipé du Prêt ou encore de la survenance de tout cas de résiliation du Prêt.

Dans l'hypothèse où la soulte de dénouement de rupture des conditions financières constituerait un gain net pour la Société Générale, ledit gain sera reversé par la Société Générale à l'Emprunteur.

Contrat n° 2 : TAUX MIXTE DE MARCHE**Montant total : 10 000 000 euros (dix millions d'euros)**

Le prêt est consenti jusqu'au 30/09/2041 et s'amortira sur 20 ans à compter de la date de consolidation fixée au 30/09/2021.

Phase de mobilisation :

Nominal : 10 000 000 €
 Début : Date de signature du contrat
 Fin : 30/09/2021
 Intérêts: Euribor* 1, 3, 6 mois (selon la date de décaissement) + 0.50 %
 Commission de non utilisation : De la signature du contrat jusqu'à la consolidation, une commission de 0.10% l'an est perçue semestriellement ou à la fin de la phase de mobilisation à terme échu sur l'encours moyen non utilisé.
 * floorés à zéro.

Phase de consolidation :

Décision n° VD2019-513

D'un commun accord entre la Société Générale et la Ville de Montpellier, il est décidé de procéder à la mise en place d'un tirage de consolidation à « Taux Mixte de Marché » sur le contrat « Taux de Marché » selon les conditions présentées ci – dessous :

Montant :	10 000 000 euros
Date de départ :	30/09/2021
Maturité :	30/09/2041 (durée 20 ans)
Amortissement :	Trimestriel – Linéaire
Périodicité :	Trimestrielle
Base de calcul :	Exact/360
Taux d'intérêts :	Du 30/09/2021 au 30/09/2026 : 0.05%
	Du 30/09/2026 au 30/09/2041 : Euribor 3 mois +0.32%
	<i>L'Euribor 3 mois est fixé à J-2 début de période.</i>
	<i>Indice flooré à 0.</i>

Soulte de rupture des conditions financières : L'emprunteur devra régler à la Société Générale une soulte de rupture des conditions financières correspondant aux coûts de dénouement, pertes et frais supportés ou réputés supportés par la Société Générale résultant notamment de l'absence de décaissement, du non-respect des paramètres d'application du taux tels que figurant dans la Confirmation, de la modification des dates et des montants de remboursement prévus, de l'exigibilité anticipée du Prêt, du remboursement anticipé du Prêt ou encore de la survenance de tout cas de résiliation du Prêt.

Dans l'hypothèse où la soulte de dénouement de rupture des conditions financières constituerait un gain net pour la Société Générale, ledit gain sera reversé par la Société Générale à l'Emprunteur.

Décide en conséquence :

- D'accepter le principe de réalisation des contrats de prêt aux conditions définies ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative aux contrats de prêt ci-dessus, à intervenir auprès de la Société Générale pour procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans le contrat et à recevoir tous pouvoirs à cet effet.

Montpellier, le 02 OCT. 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 02 OCT. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances (VM)
Service Gestion Budgétaire et Comptable

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative aux régies comptables
Direction Sécurité et Tranquillité Publique
Service Police Municipale
Régie de recettes et d'avances "Zone Piétonne"
Diminution du montant maximum de l'avance**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n° 2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;
- Vu le décret n° 2008-227 du 05 mars 2008 abrogeant et remplaçant le Décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux ;
- Vu l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales ;
- Vu l'arrêté du 03 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- Vu le décret n° 2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle relative à la création des régies comptables nécessaire au fonctionnement des services ;
- Vu la décision du 26 juillet 2004 relative à l'institution d'une régie de recettes auprès de la Direction de la Sûreté du Domaine Public ;
- Vu la décision du 22 janvier 2009 relative à la mise en place d'un fond de caisse ;
- Vu la décision du 29 février 2016 relative à la modification de la régie ;
- Vu la décision n° VD 2018-026 du 22 janvier 2018 relative à l'ouverture du compte de dépôt de fonds ;
- Vu l'avis conforme de Madame la Trésorière Municipale en date du 27 septembre 2019 ;

-Vu l'arrêté n° VAR 2019-0237 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances.

Considérant :

Qu'au vu du montant des dépenses effectuées par la régie, il convient de diminuer le montant de l'avance.

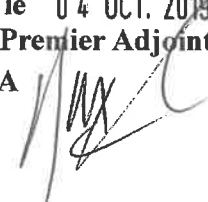
Décide en conséquence :

- Que, article 1, la régie est installée dans les locaux de la Police Municipale, Mairie de Montpellier, 1 place Georges Frêche 34267 Montpellier cedex 2 ;
- Que, article 2, la régie encaisse les recettes liées au renouvellement de la carte d'accès en cas de perte, de vol ou de détérioration selon le tarif de la ville ;
- Que, article 3, les recettes désignées à l'article 2 sont encaissées selon les modes de règlement suivants :
 - Chèques
 - Numéraire
- Que, article 4, un fond de caisse de 150 € est à disposition du régisseur si besoin ;
- Que, article 5, le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 1 000 € ;
- Que, article 6, le régisseur est tenu de verser à la Trésorerie Municipale le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 5 et au minimum une fois par mois ;
- Que, article 7, un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public.
- Que, article 8, la régie d'avances rembourse les cautions des cartes d'accès versées, antérieures au 1er janvier 2016 ;
- Que, article 9, les dépenses désignées à l'article 8 sont payées selon les modes de règlement suivants :
 - Chèques
 - Numéraire
- **Que, article 10, le montant maximum de l'avance est fixé à 500 € ;**
- Que, article 11, le régisseur verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des pièces justificatives de dépenses et de recettes tous les mois et avant que le maximum de l'avance et de l'encaisse ne soit atteint ;
- Que, article 12, le régisseur perçoit une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur ;
- Que article 13, le régisseur est assujetti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur ;

Décision n° VD2019-514

- Que, article 14, de charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 04 OCT. 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 09 OCT. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à l'Accord Cadre n° 6D0015
Signature d'un avenant de prolongation pour
l'Acquisition et livraison de fournitures
d'environnement de bureau et scolaire '**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le code de la commande publique ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué aux Finances ;
- Vu la décision n° **3937MG15** attribuant l'Accord Cadre « Acquisition et livraison de fournitures d'environnement de bureau et scolaire » - lot 1 (Acquisition et livraison de fournitures d'environnement de bureau) à l'entreprise LYRECO, Rue Alphonse Terroir, 59770 MARLY, conclus sans montant minimum et sans maximum (toutes reconductions confondues ou toutes tranches à notifier comprises) et pour une période successive d'un an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans (2017-2018-2019).
- Vu la délibération n° 2015/192 autorisant le groupement de commande qui concerne l'Accord Cadre « Acquisition et livraison de fournitures d'environnement de bureau et scolaire » dont Montpellier Méditerranée Métropole est le coordinateur.

Considérant :

- Que la redéfinition nécessaire et complexe du besoin a fait prendre du retard au lancement d'une nouvelle procédure ;
- Que ce marché a été passé dans le cadre d'un groupement de commande entre Montpellier Méditerranée Métropole (coordinateur), la Ville de Montpellier, Jacou, Pérols, Grabels, Saint-Brès, Villeneuve-Lès-Maguelone, le CCAS de Montpellier, Saint Georges d'Orques, Murviel-lès-Montpellier, Saint Jean de

Védas, Vendargues, Baillargues, le CCAS de Baillargues, Cournonsec, Cournonterral, Juvignac et Prades-le-lez ;

- Qu'il est nécessaire de prolonger l'Accord Cadre actuel jusqu'à l'aboutissement de la procédure en cours afin d'assurer la continuité du Service Public.

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature d'un avenant de prolongation, à l'accord Cadre n° 6D0015 « **Acquisition et livraison de fournitures d'environnement de bureau et scolaire** » pour le lot n° 1 (Acquisition et livraison de fournitures d'environnement de bureau) à la société LYRECO, Rue Alphonse Terroir, 59770 MARLY, jusqu'au **30 avril 2020** pour un montant estimatif de 100 000 € HT.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville, tous chapitres.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant de prolongation et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **23 OCT. 2019**
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 24 OCT. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Expertise Financière

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Décision relative à un emprunt de dix millions d'euros auprès du Crédit Agricole CIB

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué aux Finances ;
- Vu l'offre de financement proposée par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Languedoc et le Crédit Agricole CIB et le projet de contrat ci-annexé,

Considérant :

- Que pour financer les investissements de la Ville de Montpellier, il convient de conclure un contrat d'emprunt,
- Qu'à l'issue de l'analyse des offres, la proposition de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Languedoc et du Crédit Agricole CIB répond correctement à notre demande,

Décide en conséquence :

ARTICLE 1 : Une convention de financement avec phase de mobilisation est conclue avec la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Languedoc dont le siège est situé avenue du Montpellièret – Maurin – 34 977 Lattes Cedex, et le Crédit Agricole CIB, dont le siège est situé 12 place des Etats-Unis - CS 70052 – 92 547 Montrouge Cedex.

ARTICLE 2 : Le montant de la convention s'élève à 10 000 000 Euros (Dix millions d'Euros).

ARTICLE 3 : Les principales caractéristiques et conditions financières sont les suivantes:

Objet :	Financement du programme d'investissement de la Ville de Montpellier.
Prêteur :	Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Languedoc
Domiciliataire	Crédit Agricole CIB
Montant :	10 000 000 EUR (dix millions d'euros)
Date de Remboursement Final :	29 Décembre 2041, soit 20 ans
Type d'amortissement :	Trimestriel linéaire
Frais de dossier :	0,15% du montant emprunté, soit 15 000 €
	Aucun frais liés aux mouvements
	Commission de non utilisation : néant

Principes de fonctionnement du contrat

Période de mobilisation : de la date de signature de la Convention jusqu'au 31 Octobre 2021
(Date de Fin de Mobilisation)

- Encours mobilisable avec indexations EURIBOR 3 mois moyenné, non flooré
- Remboursements possibles sans indemnité pendant la phase de mobilisation, avec reconstitution du droit à tirage

Période d'Amortissement :

- Consolidation automatique du Concours à la Date de fin de Mobilisation
- Plusieurs tirages possibles
- Multiple choix d'indexation de taux / Modification de taux possible selon les conditions de marché
- Remboursements anticipés définitifs possibles moyennant le paiement d'une indemnité limitée à 2 mois d'intérêts sur Taux variable, et d'une indemnité selon conditions de marché pour les autres indexations
- Remboursements provisoires possibles moyennant le paiement d'intérêts d'attente (Taux en Cours – 90% de la moyenne des EONIA)

Indexations de taux disponibles

Index de Mobilisation :

EURIBOR 3 mois moyenné, non flooré, augmenté d'une marge de 0.72% l'an

Possibilité d'effectuer des modifications de taux auxquels cas les marges applicables aux index susvisés seront déterminées selon les conditions de marché.

Index Monétaires Courants :

EURIBOR 3 mois préfixé, non flooré, augmenté d'une marge de 0,72% l'an

Index Spécifiques (marges à déterminer selon les conditions de marché) :

EURIBOR 3 mois post-fixé

Stratégies Spécifiques (index, seuil et niveaux à déterminer selon les conditions de marché et modalités prévues dans la Convention) :

- Taux Fixe
- Taux Alternatif (plafonné) qui correspond, pour chaque période d'intérêt, soit à un taux fixe soit à un taux variable en fonction de la position d'un des index prévus dans la convention par rapport à un seuil déterminé (Le taux variable est composé d'un des index prévus dans la convention augmenté d'une marge déterminée). Le taux variable du Taux Alternatif pourra le cas échéant être plafonné à un taux fixe dit « Taux Plafond ».
- Taux Variable (Plafonné) qui correspond à un taux variable, égal à un des index prévus dans la Convention augmenté d'une marge, éventuellement.

- Taux Révisable Triple Seuil (Plafonné) qui correspond, pour chaque période d'intérêt :
 - soit à un taux fixe 1 si l'index choisi parmi les index prévus dans la Convention est inférieur ou égal à un seuil 1 prédéterminé,
 - soit à un taux variable 1 si l'index est strictement supérieur au seuil 1 et inférieur ou égal à un seuil 2 prédéterminé,
 - soit à un taux fixe 2 si l'index est strictement supérieur au seuil 2 et inférieur ou égal à un seuil 3 prédéterminé,
 - soit à un taux variable 2 si l'index est strictement supérieur au seuil 3. Le taux variable 2 pourra le cas échéant être plafonné à un taux fixe dit « taux plafond ».
- « Taux fixe Duo » qui correspond pour une période d'intérêt donnée, à une moyenne pondérée de deux taux fixes T1 et T2 en fonction du niveau constaté, selon un nombre prédéterminé d'observations au sein d'une période d'intérêt, d'un référent par rapport à un seuil S déterminé. Il est déterminé comme suit : $\text{Taux Fixe Duo} = [T1 \times (n1 / \text{NBT})] + [T2 \times (n2 / \text{NBT})]$, où :
 - n1 est égal au nombre d'observations où le référent choisi est supérieur au Seuil 1 et inférieur au Seuil 2.
 - n2 est égal au nombre d'observation où le référent choisi inférieur ou égal au Seuil 1 ou supérieur ou égal au Seuil 2.
 - NBT est égal au nombre total d'observations de la période d'intérêt considérée, il est égal à la somme de n1 et n2.
- Taux Fixe Transformable qui correspond à un Taux Fixe pendant une période prédéterminée (une ou plusieurs périodes d'intérêts), assorti d'une ou plusieurs options de passage définitif en taux variable au gré du Domiciliataire ou de l'Emprunteur (selon le choix prédéterminé de l'Emprunteur). Le taux variable sera prédéfini et choisi parmi la liste des index disponibles dans la Convention.
- Taux Successif qui correspond à un taux composé d'une suite de taux définis dans la Convention qui se succèdent strictement dans le temps.

ARTICLE 4 : Monsieur le Premier Adjoint au Maire est autorisé à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative à la convention de financement ci-dessus, et à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans la convention et à recevoir tous pouvoirs à cet effet conformément à l'arrêté portant délégation de signature.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, dont il sera rendu compte lors du prochain Conseil Municipal.

Montpellier, le 22 OCT. 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 23 OCT. 2019
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Expertise Financière

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Décision relative à un emprunt de dix millions d'euros auprès d'Arkea

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué aux Finances ;
- Vu l'offre de financement proposée par la Société Générale et le projet de contrat ci-annexé,

Considérant :

- Que pour financer les investissements de la Ville de Montpellier, il convient de conclure un contrat d'emprunt,
- Qu'à l'issue de l'analyse des offres la proposition d'Arkea répond correctement à notre demande

Décide en conséquence :

ARTICLE 1 : Un contrat de prêt avec phase de mobilisation est conclu avec ARKEA, dont le siège est situé Allée Louis Lichou – 29480 Le Relecq-Kerhuon, et l'adresse postale est située Immeuble Altaïr – 3 avenue d'Alphasis – CS 96856 – 35760 SAINT GREGOIRE.

ARTICLE 2 : Le montant du contrat s'élève à 10 000 000 Euros (Dix millions d'Euros).

ARTICLE 3 : Les principales caractéristiques et conditions financières sont les suivantes:

Phase de mobilisation revolving

Montant :	10 000 000 €
Début :	Date de signature du contrat

Fin :	30/09/2021
Modalités de versement :	J pour une demande par fax avant 10 h
Modalités de remboursement :	J pour une demande par fax avant 11 h 30
Intérêts :	TI3M flooré à 0 + 0.40%
Capacité Revolving	Sur toute la durée de la phase de mobilisation
<u>Phase de consolidation</u>	
Index monétaires :	Euribor 3 mois préfixé flooré à 0
Marge :	0.47%
Durée	25 ans
Périodicité des échéances :	Trimestrielle
Profil d'amortissement :	linéaire
Typologie Gissler :	1A
Passage à taux fixe	Possible à chaque date d'échéance avec préavis d'un mois
Remboursement anticipé :	Possible à chaque date d'échéance, moyennant un préavis d'un mois et le paiement d'une indemnité limitée à 3% du capital remboursé par anticipation en taux monétaires, et d'une indemnité actuarielle en taux fixe
Commission d'engagement :	0.08 % du montant

ARTICLE 4 : Monsieur le Premier Adjoint au Maire est autorisé à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative à la convention de financement ci-dessus, et à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans la convention et à recevoir tous pouvoirs à cet effet conformément à l'arrêté portant délégation de signature.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, dont il sera rendu compte lors du prochain Conseil Municipal.

Montpellier, le 22 OCT. 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA 

Publiée le : 23 OCT. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Expertise Financière

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Décision relative à un emprunt de cinq millions d'euros auprès de la Banque Postale

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué aux Finances ;
- Vu l'offre de financement proposée par la Banque Postale et le projet de contrat ci-annexé,

Considérant :

- Que pour financer les investissements de la Ville de Montpellier, il convient de conclure un contrat d'emprunt,
- Qu'à l'issue de l'analyse des offres, et après avoir pris connaissance de l'offre de financement et des conditions générales version CG-LPB-2019-08 y attachées, la proposition de la Banque Postale répond correctement à notre demande,

Décide en conséquence :

ARTICLE 1 : Un contrat de prêt avec phase de mobilisation est conclu avec la Banque Postale, dont le siège est situé 115 rue de Sèvres – 75 275 Paris Cedex 06.

ARTICLE 2 : Le montant du contrat s'élève à 5 000 000 Euros (Cinq millions d'Euros).

ARTICLE 3 : Les principales caractéristiques et conditions financières sont les suivantes:

Le contrat de prêt est composé d'une phase de mobilisation et d'une seule tranche obligatoire.

Score GISSLER : 1A

Montant du contrat de prêt : 5 000 000,00 EUR
Durée du contrat de prêt : 21 ans et 1 mois
Objet du contrat de prêt : financer les investissements

Phase de mobilisation revolving

Pendant la phase de mobilisation, les fonds versés qui n'ont pas encore fait l'objet de la mise en place d'une tranche constituent l'encours en phase de mobilisation.

Durée : 1 an, soit du 08/11/2019 au 09/11/2020
Versement des fonds : à la demande de l'emprunteur avec versement automatique au terme de la phase de mobilisation ou à une date antérieure en cas de mise en place anticipée de la tranche sur index EURIBOR.
Minimum de versement : 150 000,00 EUR
Taux d'intérêt annuel : index EONIA post-fixé assorti d'une marge de 0.74%
Base de calcul des intérêts : nombre exact de jours écoulés sur la base d'une année de 360 jours
Echéances d'intérêts : périodicité mensuelle
Remboursement de l'encours en phase de mobilisation : autorisé
Revolving : oui

Montant minimum du
Remboursement : 150 000,00 EUR

Tranche obligatoire sur index EURIBOR préfixé du 09/11/2020 au 01/12/2040

Cette tranche obligatoire est mise en place en une seule fois le 09/11/2020 par arbitrage automatique ou antérieurement en cas de mise en place anticipée de la tranche sur index EURIBOR.

Montant : 5 000 000,00 EUR
Durée d'amortissement : 20 ans et 1 mois
Taux d'intérêt annuel : à chaque date d'échéance d'intérêts, le taux d'intérêt appliqué au décompte est déterminé de manière préfixée comme suit : Index EURIBOR 12 mois, assorti d'une marge de +0,50 %
Base de calcul des intérêts : nombre exact de jours écoulés sur la base d'une année de 360 jours
Echéances d'amortissement et d'intérêts : périodicité annuelle
Mode d'amortissement : constant
Remboursement anticipé : autorisé à une date d'échéance d'intérêts pour tout ou partie du montant du capital restant dû, moyennant le paiement d'une indemnité dégressive.
Cette indemnité dégressive, à payer par l'emprunteur, est calculée de la manière suivante : taux de l'indemnité dégressive multiplié par la durée résiduelle d'application du taux d'intérêt de la tranche multiplié par le montant du capital remboursé par anticipation.
La durée résiduelle est exprimée en nombre d'année(s) et est arrondie à l'année supérieure en cas d'année incomplète.
Le taux de l'indemnité dégressive applicable à la tranche est de 0,30%.
Option passage à taux fixe : oui
En cas de passage à taux fixe, la base de calcul des intérêts sera 30/360.
Le remboursement par anticipation est autorisé à une date d'échéance d'intérêts, moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle.

Commissions: - Commission d'engagement de 0,10 % du montant du contrat de prêt payable à la fin de la phase de mobilisation
- Commission de non utilisation de 0.10% appliquée aux sommes disponibles non tirées au titre de la phase de mobilisation

ARTICLE 4 : Monsieur le Premier Adjoint au Maire est autorisé à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative à la convention de financement ci-dessus, et à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans la convention et à recevoir tous pouvoirs à cet effet conformément à l'arrêté portant délégation de signature.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, dont il sera rendu compte lors du prochain Conseil Municipal.

Montpellier, le 22 OCT. 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 23 OCT. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Expertise Financière

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à un emprunt de 5 millions
d'euros auprès de la Caisse des Dépôts et
Consignations**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué aux Finances ;
- Vu l'offre de financement proposée par la Caisse des Dépôts et Consignations et le projet de contrat ci-annexé,

Considérant :

- Que pour financer les investissements éducatifs de la Ville de Montpellier prévus et inscrits au budget, il convient de conclure un contrat d'emprunt,
- Qu'à l'issue de l'analyse des offres la proposition de la Caisse des Dépôts et Consignations répond correctement à notre demande

Décide en conséquence :

ARTICLE 1 : Un contrat de prêt « Edu Prêt » avec phase de mobilisation est conclu avec la Caisse des Dépôts et Consignations, dont le siège est situé 56 rue de Lille – 75 007 Paris.

ARTICLE 2 : Le montant du contrat s'élève à 5 000 000 Euros (Cinq millions d'Euros).

ARTICLE 3 : Les principales caractéristiques et conditions financières sont les suivantes:

Le contrat est constitué de deux lignes de prêts.

	Ligne 1	Ligne 2
Montant	2 500 000€	2 500 000€
Commission d'instruction	0.06% du montant de la ligne, soit 1 500€	0.06% du montant de la ligne, soit 1 500€
Pénalité de dédit	1%	
Phase de préfinancement		
Durée de la phase de préfinancement	De 0 à 60 mois	De 0 à 48 mois
Index de préfinancement	Livret A	
Marge fixe sur index de préfinancement	0.75%	
Règlement des intérêts de préfinancement	Paiement périodique	
Périodicité du règlement des intérêts de préfinancement	Trimestrielle	
Phase d'amortissement		
Durée d'amortissement	25 ans	
Index	Livret A	
Marge fixe sur index	0.75%	
Périodicité des échéances	Trimestrielle	
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts prioritaires)	
Conditions de remboursement anticipé	Indemnité actuarielle	
Modalité de révision	Simple révisable	
Taux de progressivité de l'amortissement	0%	
Base de calcul des intérêts	30/360	
Typologie Gissler	1A	

ARTICLE 4 : Monsieur le Premier Adjoint au Maire est autorisé à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative à la convention de financement ci-dessus, et à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans la convention et à recevoir tous pouvoirs à cet effet conformément à l'arrêté portant délégation de signature.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, dont il sera rendu compte lors du prochain Conseil Municipal.

Montpellier, le 23 OCT. 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 24 OCT. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances (VM)
Service Gestion Budgétaire et Comptable

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative aux régies comptables
Direction de la Culture et du Patrimoine
Modification de la régie de recettes Parcours
Muséographique
Diminution du montant de l'encaisse autorisée**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;
- Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux ;
- Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- Vu l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales ;
- Vu l'arrêté du 03 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- Vu le décret n° 2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle relative à la création des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services ;
- Vu la décision n° 2009/333 du 01/07/2009, instituant une régie de recettes Parcours Muséographique auprès de la Direction de la Culture et du Patrimoine ;
- Vu la décision VD2018-23 relative à l'ouverture du compte de dépôt de fonds ;
- Vu l'avis conforme de Madame la Trésorière Municipale en date du 27 septembre 2019 ;

- Vu l'arrêté n°VAR 2019-0237 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances.

Considérant :

Qu'au vu de la diminution des recettes moyennes encaissées par la régie, il convient de réduire le montant de l'encaisse autorisée.

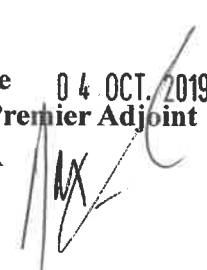
Décide en conséquence :

- Que, article 1, il est maintenu une régie de recettes intitulée « Parcours Muséographique » auprès de la Direction de la Culture et du Patrimoine ;
 - Que, article 2, la régie est installée à la Chapelle de la l'œuvre de la miséricorde située au 1 rue de la monnaie, 34000 Montpellier ;
 - Que, article 3, la régie encaisse les produits suivants :
 - Droit d'entrée au parcours muséographique
 - Que article 4, les recettes désignées à l'Article 3 sont encaissées selon le mode de recouvrement suivants :
 - Chèques
 - Numéraire
 - Que, article 5, il est créé deux sous-régie de recettes sur les sites indiqués ci-dessous, dont les modalités de fonctionnement sont précisées dans l'acte constitutif de chaque sous-régie :
 - Au musée du Vieux Montpellier (Place Pétrarque)
 - A la pharmacie et la Chapelle de l'œuvre de la Miséricorde (rue de la monnaie)
 - Que, article 6, un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public ;
- Ce compte permet l'encaissement des recettes désignées à l'article 3 ;
- **Que, article 7, le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est désormais fixé à 1 500 € ;**
 - Que, article 8, le régisseur est tenu de verser à la Trésorière Municipale le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 7 et au minimum une fois par mois ;
 - Que, article 9, le régisseur est assujetti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur ;
 - Que, article 10, le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de recettes tous les mois et lors de sa sortie de fonction ;
 - Que article 11, le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur ;

Décision n° VD2019-522

- Que, article 12, de charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 04 OCT. 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 09 OCT. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
maison des chœurs au profit de l'association
"L'accroch'Choeur" pour les 19 octobre et 6
décembre 2019**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA Adjointe déléguée à la Culture.

Considérant :

- Que l'association « L'accroch'Choeur » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 19 octobre et 6 décembre 2019 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 60€ sera due par l'association en contre partie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2018/514 du 19 décembre 2018.

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 02 OCT. 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 02 OCT. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
maison des chœurs au profit de l'association
"L'accroch'Choeur" pour le 8 décembre 2019**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA Adjointe déléguée à la Culture.

Considérant :

- Que l'association « L'accroch'Choeur » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 8 décembre 2019 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30€ sera due par l'association en contre partie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2018/514 du 19 décembre 2018.

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 02 OCT. 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 02 OCT. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
maison des chœurs au profit de l'association
"Jordelan" pour le 21 décembre 2019**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA Adjointe déléguée à la Culture.

Considérant :

- Que l'association « Jordelan » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 21 décembre 2019 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 90€ sera due par l'association en contre partie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2018/514 du 19 décembre 2018.

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 02 OCT. 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 02 OCT. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances (VM)
Service Gestion Budgétaire et Comptable

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative aux régies comptables
Direction des Usages et de la Valorisation de
l'Espace Public
Service Gestion des Moyens Communs
Modification de la régie de recettes "Les
Terrasses et Etalages"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;
- Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux ;
- Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- Vu l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales ;
- Vu l'arrêté du 03 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- Vu le décret n° 2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle relative à la création des régies comptables nécessaire au fonctionnement des services ;
- Vu la décision n° 144 du 08 avril 2010 relative à la création de deux régies de recettes pour l'Occupation du Domaine Public par les terrasses ;

Décision n° VD2019-526

- Vu la décision n° 2012/449 relative à la modification des deux régies de recettes pour l'occupation du Domaine Public par les terrasses ;
- Vu la décision n° 2015/0060 du 23 février 2015 relative à la modification des deux régies de recettes pour l'occupation du Domaine Public par les terrasses ;
- Vu la décision n° 2016/0211 du 22 juin 2016 relative à la modification de la régie en régie prolongée ;
- Vu la décision n° VD 2019-394 du 8 juillet 2019 relative à l'intégration des recettes des Etalages ;
- Vu l'avis conforme de Madame la Trésorière Municipale en date du 1^{er} octobre 2019 ;
- Vu l'arrêté n° VAR 2019-0237 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances.

Considérant :

Que pour permettre les remboursements aux commerçants suite à un trop perçu, il est nécessaire de transformer la régie de recettes en régie mixte.

Décide en conséquence :

- Que, article 1, il est maintenu une régie de recettes dénommée « Terrasses et Etalages » auprès de la Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public
- Que, article 2, la régie est installée dans les locaux de la Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public (DUVEP) au service Gestion des Moyens Communs, 1 place Georges Frêche 34267 Montpellier Cedex 2.
- Que, article 3, la régie encaisse les produits suivants :
 - Droits d'occupation du Domaine Public
 - Droits d'étalages sur le Domaine Public
- Que, article 4, cette régie est installée 1, place Georges Frêche, 34 267 Montpellier cedex 2
- Que, article 5, les recettes désignées dans l'article 3 seront perçues selon les modes de recouvrement suivants :
 - Numéraire,
 - Chèques,
 - Carte bancaire,
 - Prélèvement,
 - Virements.
- Que, article 6, un compte de dépôt de fonds sera ouvert auprès du Trésor Public.
- Que, article 7, le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 60 000 €.
- Que, article 8, le régisseur est tenu de verser la totalité des pièces justificatives des recettes encaissées et le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 7, à la fin du fonctionnement de la régie et au minimum une fois par mois.

Décision n° VD2019-526

- Que, article 9, dans le cadre de la régie prolongée, le régisseur dispose d'un délai de 90 jours pour procéder à l'encaissement des recettes désignées dans l'article 3.
- Que, article 10, la régie paie les dépenses liées aux remboursements d'un trop perçu lié aux terrasses et étalages.
- Que, article 11, les dépenses désignées à l'article 10 sont payées par virement.
- Que, article 12, le montant maximum à consentir au régisseur est fixé à 2 000 €.
- Que, article 13, il est autorisé une avance complémentaire à mobiliser en cas de besoin d'un montant de
48 000 €.
- Que, article 14, le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de dépenses tous les mois et lors de sa sortie de fonction.
- Que, article 15, le régisseur sera assujéti à un cautionnement, selon la réglementation en vigueur.
- Que, article 16, le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.
- Que, article 17, l'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leurs arrêtés de nomination.
- Que, article 18, Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 04 OCT. 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 09 OCT. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à l'annulation de la décision
n°VD2019-499 concernant la mise à disposition
de la Maison des Chœurs au profit de
l'association "Chœur Universitaire de
Montpellier"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA Adjointe déléguée à la Culture.

Considérant :

- Que l'association « Chœur Universitaire de Montpellier » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 5 octobre et 1er décembre 2019 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Que cette dernière a déjà fait l'objet d'une décision VD2019-397 ;

Décide en conséquence :

- D'annuler la décision D2019-499;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 23 OCT. 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 29 OCT. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement et Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Ouest & Sud

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la Convention de participation
entre la Ville de Montpellier / la Société
COGEDIM/la SA3M :
ZAC de la Restanque - parcelle OO31**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code de l'urbanisme et plus particulièrement son article L.311-4 ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment de signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même code précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;
- Vu la délibération n° 2009/64 du Conseil municipal en date du 30 mars 2009 approuvant le dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté de la Restanque ;
- Vu la délibération n° 2012/273 du Conseil municipal du 25/06/2012 approuvant les termes de la concession d'aménagement confiant à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) l'aménagement de la ZAC de la Restanque ;
- Vu la concession d'aménagement signée le 26/07/2012 ;
- Vu la délibération n° 2018-381 du 25 octobre 2018 approuvant les termes de l'avenant n° 2 à la concession d'aménagement ;
- Vu l'avenant n° 2 à la concession d'aménagement signé le 17 décembre 2018 ;
- Vu la modification des statuts de la SAAM devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) par assemblée générale extraordinaire du 24/05/2016 ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Chantal MARION, Adjointe au Maire déléguée à l'urbanisme et à l'aménagement fonciers.

Considérant :

- Que la société COGEDIM, constructeur, souhaite réaliser la construction d'un ensemble collectif de 71 logements collectifs accompagné de locaux commerciaux et d'activités en rez de chaussée, situé 730-838 avenue des Près d'Arènes, dans le périmètre de la ZAC de la Restanque sur la parcelle OO31 ;
- Qu'il y a lieu d'établir, en vue de la joindre à une demande de permis de construire, une convention de participation entre la Ville de Montpellier, la société COGEDIM et la SA3M afin de préciser les conditions de participation financière au coût de l'équipement de la Zone d'Aménagement Concerté de la Restanque, la parcelle cadastrée OO31 objet du programme de construction, celle-ci n'étant pas propriété de l'aménageur de la ZAC ;
- Les éléments suivants relatifs au projet de construction envisagée, résumés comme suit :
 - surface de plancher (SDP) envisagée 2 225 m² SDP de logements en accession libre, 918 m² en accession abordable, 1 451 m² SDP en logements sociaux et 728 m² SDP de commerces et activités ;
 - Calcul du montant estimé de la participation :
Base de calcul : 317€/m² SDP pour les logements libres ; 165€/m² SDP pour les logements en accession abordable ; 120€/m² SDP pour les logements sociaux et 100€/m² DSP pour les locaux commerciaux et d'activités (valeur Juin 2019) :
 $(2\,225\text{ m}^2 \times 317\text{€}) + (918\text{ m}^2 \times 165\text{€}) + (1\,451\text{ m}^2 \times 120\text{€}) + (728\text{ m}^2 \times 100\text{€}) = 1\,103\,715\text{€}$

Décide en conséquence :

- D'autoriser la conclusion de la convention de participation entre la Ville de Montpellier, la société COGEDIM et la SA3M telle qu'annexée à la présente décision ;
- D'autoriser le versement du montant de la participation directement au bénéfice de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) conformément à l'article 4 de la convention de participation ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire ;
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier le 24 OCT. 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Chantal MARION

Publiée le : 29 OCT. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au droit de préemption urbain -
Propriété Jean-Gayola - lot 11 - 7 rue
Boussairolles- Exercice du droit de préemption**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle d'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits lorsque la commune en est titulaire. La délégation consentie au Maire inclut l'acceptation, au nom de la Commune, de toute délégation du droit de préemption consentie par Montpellier Méditerranée Métropole à l'occasion de l'aliénation d'un bien ;
- pour tout projet ou opération d'intérêt communal ;
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de la Métropole, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1^{er} alinéa de l'article L 213-3 du code de l'urbanisme ;
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme ;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 ;
- Vu le plan de sauvegarde et de mise en valeur du secteur sauvegardé de Montpellier approuvé par arrêté préfectoral du 25 novembre 2016 ;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal ;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé ;
- Vu la concession d'aménagement confiée à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), par

- délibération du Conseil municipal du 7 octobre 2013 ;
- Vu l'estimation des services fiscaux du 12 septembre 2019.

Considérant :

- que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- que par décision du 4 janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L 213-3 du code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé sur une partie du territoire communal ;
- que le 2 juillet 2019, a été reçue en mairie une déclaration d'intention d'aliéner portant sur une chambre sans occupant appartenant à Monsieur JEAN Paul et Madame GAYOLA Christine et constituant le lot 11 d'une surface d'environ 14,15m², de la copropriété située 7 rue Boussairolles, cadastrée section HM 173, au prix de 13.000 € ;
- que la politique locale de l'habitat et de dynamisation du commerce mise en œuvre par la Ville de Montpellier, se traduit en application de l'article L 300-1 du code de l'urbanisme, par des actions en faveur du renouvellement urbain, de lutte contre l'insalubrité, de sauvegarde et de mise en valeur du patrimoine bâti, et de revitalisation du commerce ;
- qu'à cette fin, par délibération du Conseil municipal du 26 juin 2003, la Ville de Montpellier a décidé de réaliser l'opération d'aménagement urbain "Montpellier Grand Cœur";
- que par délibération en date du 7 octobre 2013, la Ville a défini un nouveau programme et un nouveau périmètre à partir de potentialités foncières et immobilières identifiées et évaluées ;
- que sur la base de ce programme et de ce périmètre, la Ville a décidé de confier la réalisation de l'opération à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier en vertu des articles L 300-4 et L 300-5-2 du code de l'urbanisme ;
- que le 3 décembre 2013 la Ville a conclu avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier une concession d'aménagement "Grand Cœur 2013-2020" ;
- que le bilan prévisionnel de la concession d'aménagement relative à cette opération, établi sur une période de 7 ans, prévoit notamment des opérations de restructuration de commerces ou d'activités (acquisition, restructuration, location ou revente) et de création de surfaces nouvelles en rez-de-chaussée d'immeuble (4 600 m²) ;
- que ledit bien immobilier est situé dans le périmètre de l'opération définie ci-dessus, que la SA3M est propriétaire majoritaire des lots de cette copropriété dont l'immeuble nécessite de lourds travaux de réhabilitation et de mise aux normes des parties communes et privatives ;
- que dans ces conditions, il paraît opportun pour la Ville de Montpellier d'exercer le droit de préemption sur ledit bien immobilier afin de réactiver et diversifier le marché du logement, et de permettre le renouvellement urbain, en conformité avec les objectifs du secteur sauvegardé et ceux de l'opération Montpellier Grand Cœur et conformément à l'article L300-1 du code de l'urbanisme relatif aux opérations d'aménagement qui portent sur la mise en œuvre d'un projet urbain et une politique locale de l'habitat.

Décide en conséquence :

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété Monsieur JEAN Paul et Madame GAYOLA Christine, constituant le lot 11 de la copropriété située 7 rue Boussairolles, cadastrée section HM 173, au prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner soit 13.000 € ;
- que la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole interviendra à l'acte d'acquisition en qualité de tiers payeur et que le bien lui sera ensuite cédé gratuitement afin de poursuivre sa mission dans le cadre de la concession d'aménagement ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 10 OCT. 2019
Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

Publiée le : 10 OCT. 2019
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction du Parc de Lunaret
Service Administration (Parc de Lunaret)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au marché n° 6B0157
Achat d'aliments- viande fraiche et œufs pour les
animaux du parc zoologique de Lunaret
Avenant N°1- Autorisation de signer l'avenant**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Henri de VERBIZIER, aux espaces verts, au parc de Lunaret et aux commissions de sécurité et d'accessibilité ;
- Vu la décision n° VD-2017/011 du 10 avril 2017 attribuant le marché n° 6B0157 à la société PASSION FROID.

Considérant :

- Qu'une procédure adaptée a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord cadre à bons de commandes pour une durée initiale d'un an reconductible 3 fois à compter de sa notification en date du 11 avril 2017 ;
- Qu'un programme de reproduction de guépards initié il y a 6 ans a permis la naissance de 10 guépardes entre 2018 et 2019 ;

- Que ces naissances en seulement 1 an ont entraîné principalement pour l'année 2019 une forte augmentation de la consommation de viande fraîche ne permettant plus de répondre aux besoins de consommation jusqu'à la date de reconduction du marché ;
- Qu'ainsi un avenant d'augmentation du marché est rendu nécessaire afin de faire face à cette forte dépense imprévisible, du fait du succès inopiné de ce programme et cela afin de couvrir les besoins jusqu'à la date de reconduction de l'accord cadre le 11 avril 2020.

Décide en conséquence :

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n° 1 au marché 6B0157 – « achat de viandes fraîches et œufs pour les animaux du parc de Lunaret » - accordant une augmentation du dit marché pour un montant de 8 000 € HT portant ainsi le montant total du marché à 88 000 € HT pour toute la durée du marché.

ARTICLE 2 : de confirmer l'application des clauses et conditions du contrat initial dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°1 du marché n°6B0157 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : D'autoriser l'imputation de la dépense sur le budget de la ville de Montpellier - chapitre 903 (investissement)/ chapitre 933 (fonctionnement).

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 OCT. 2019
Monsieur l'Adjoint au Maire
Henri de VERBIZIER



Publiée le : 25 OCT. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction des Systèmes d'Information**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au recours à l'Union des
Groupements d'Achats Publics pour l'acquisition
de solutions de gestion de l'occupation du
domaine public
Marché n° V9B0092RI**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code de la commande publique ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire, délégué aux Finances.

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier a besoin d'acquérir des solutions de gestion de l'occupation du domaine public avec les prestations associées ;
- Qu'aucun marché en cours à la Ville de Montpellier ne permet de couvrir ces besoins ;
- Que l'UGAP a mis en place les marchés permettant de répondre à ces besoins.

Décide en conséquence :

Décision n° VD2019-535

ARTICLE 1 : D'autoriser les services de la Ville de Montpellier à faire appel à l'UGAP pour l'acquisition de solutions de gestion de l'occupation du domaine public et de prestations associées pour un montant maximum de 70 000€ HT sur une période d'un an à compter de la date d'effet de cette décision.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier, tout chapitre.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 OCT. 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 21 OCT. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public
Service Gestion des Moyens Communs

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à l'attribution du Marché
n°V9D0035UV - Location, pose et dépose de
décoration lumineuses et illumination de Noël
2019 - Marché subséquent n°2**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Véronique PEREZ, Adjointe au Maire déléguée ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu d'installer sur le domaine public, à l'occasion des fêtes de fin d'année 2019, des décorations lumineuses et illumination de Noël sur certains sites de la Ville ;
- Qu'une procédure d'appel d'offres ouvert a été lancée conformément aux dispositions des articles 25-I.1° et 67 à 68 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord-cadre mono sans minimum, ni maximum et un opérateur économique pour une durée d'un an reconductible trois fois à compter de la notification ;
- Que l'accord-cadre n° 8D0005801000 intitulé "LOCATION, POSE ET DEPOSE DE DECORATIONS LUMINEUSES ET ILLUMINATIONS DE NOËL" a été attribué au groupement BLACHERE ILLUMINATIONS/CITEOS TRAVESSET;
- Que le marché subséquent N°V9D0035UV intitulé " LOCATION, POSE ET DEPOSE DE DECORATIONS LUMINEUSES ET ILLUMINATIONS DE NOËL 2019 " issu de l'accord cadre 8D0005801000 a été lancé le 7 aout 2019 ;

- Qu'après analyse, l'offre du groupement BLACHERE ILLUMINATIONS/CITEOS TRAVESSET, Zone Industrielle, 84400 APT, est l'offre économiquement avantageuse,

Décide en conséquence :

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché V9D0035UV « Location, pose et dépose de décorations lumineuses et illuminations de Noël 2019 » au groupement BLACHERE ILLUMINATIONS/CITEOS TRAVESSET, pour un montant de 400 353,87 € HT ;


Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée s'étend de la notification jusqu'à la dépose du dernier décor.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de la Ville de Montpellier, chapitre 936.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 OCT. 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Véronique PEREZ



Publiée le : 23 OCT. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction de la Cohésion Sociale**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative pour une Convention de
Partenariat entre le Comité Départemental
Handisport de l'Hérault et la Ville de Montpellier**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;

Considérant :

- que la Ville sollicite le Comité Départemental Handisport de l'Hérault pour la mise à disposition temporaire de matériels Handisport du 12 au 15/11/2019, dans le cadre de la manifestation HANDI'COM pour la sensibilisation des scolaires de la Ville au handicap dans la salle des Rencontres et au gymnase Jean BOUIN ;
- que dans le cadre de ses missions, le Comité Départemental Handisport de l'Hérault a acquis du matériel, et le met à la disposition des clubs et collectivités pour la gestion et l'organisation des manifestations handisports ;
- que le Comité Départemental Handisport de l'Hérault, propriétaire de ces matériels, accepte de mettre à disposition de la Ville de Montpellier, 2 avirons indoor, 2 adaptateurs, 2 sets de Boccia (pétanque adaptée), 1 rampe, 1 kit de Soft Arc, 2 plumes doublet et 10 fauteuils roulants manuels à titre gracieux ;
- que le transport et la livraison des matériels nommes ci-dessus sera pris en charge par le Comité Départemental Handisport de l'Hérault ;

Décide en conséquence :

- de passer une convention pour la mise à disposition de ces matériels avec le Comité Départemental Handisport de l'Hérault, dans le cadre de la manifestation HANDI'COM;

- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;

Montpellier, le 25 OCT. 2019
Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

Publiée le : 29 OCT. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sports et Jeunesse
Service Sports

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la mise à disposition
du Gymnase "Georges Frêche" à titre gratuit
au profit du Lycée "Georges Frêche"
Ville de Montpellier - Région Occitanie - Lycée
"Georges Frêche"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil Municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'exédant pas douze ans ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Patrick RIVAS, Adjoint délégué aux Sports ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire de proposer une convention tripartite entre la Ville de Montpellier, la Région Occitanie, et le Lycée « Georges Frêche », afin de mettre à disposition le Gymnase « Georges Frêche » au profit du Lycée « Georges Frêche », pour la pratique de l'éducation physique et sportive conformément à l'article L214-4 du Code de l'Education, pendant le temps scolaire ;
- Que le Gymnase « Georges Frêche » sera mis à disposition à titre gratuit à compter de la saison 2019-2020, pour une durée de 8 ans, renouvelable par reconduction expresse, en raison du cofinancement de la Région sur cet établissement ;
- Qu'un planning annuel déterminera à chaque saison sportive, les créneaux attribués au Lycée « Georges Frêche » pendant le temps scolaire. Les associations sportives de la Ville occuperont le Gymnase en soirée, le week end et pendant les vacances scolaires.

Décide en conséquence :

- De passer une convention tripartite de mise à disposition du Gymnase « Georges Frêche » avec la Région Occitanie et le Lycée « Georges Frêche », à compter de la saison 2019-2020, pour une durée de 8 ans, renouvelable par reconduction expresse ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 25^W OCT. 2019
Monsieur l'Adjoint au Maire
Patrick RIVAS



Publiée le : 29 OCT. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
maison des chœurs au profit de l'association
"Coralen" pour le 14 décembre 2019.**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA Adjointe déléguée à la Culture.

Considérant :

- Que l'association « Coralen » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 14 décembre 2019 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30€ sera due par l'association en contre partie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2018/514 du 19 décembre 2018.

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 23 OCT. 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 29 OCT. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
maison des chœurs au profit de l'association
"What the Fest" pour les 30-31 octobre et 1er
novembre 2019.**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA Adjointe déléguée à la Culture.

Considérant :

- Que l'association « What the Fest » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 30-31 octobre et 1^{er} novembre 2019 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 240€ sera due par l'association en contre partie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2018/514 du 19 décembre 2018.

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 23 OCT. 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 29 OCT. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
maison des chœurs au profit de l'association
"Jordelan" pour les 28 octobre, 11 novembre et 16
décembre 2019.**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23 ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle MARSALA Adjointe déléguée à la Culture.

Considérant :

- Que l'association « Jordelan » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 28 octobre, 11 novembre et 16 décembre 2019 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 90€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2018/514 du 19 décembre 2018.

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 23 OCT. 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 29 OCT. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.